

JOSEPH BREW

LA PRESSE COMME ARME POLITIQUE

*LE ROLE DES JOURNAUX AMERICAINS DANS LES
ACCORDS DE PARIS*

Mémoire de Master 2

Histoire

Présenté sous la direction de Philippe Chassaigne

Institut Catholique de Paris

2 juin 2009

The press is the enemy, the press is the enemy, the press is the enemy.

Richard Nixon à Henry Kissinger, le 14 décembre 1972¹

INTRODUCTION

En 1968, après cinq ans de lutte sanglante, les dirigeants des Etats-Unis d'Amérique et de la République Démocratique du Vietnam décident de s'asseoir à la table des négociations pour mettre fin à la Guerre du Vietnam. La réaction internationale à cette nouvelle est mitigée : alors que Lyndon Baines Johnson, le président américain parle d'un « mouvement mutuel et sérieux de toutes les parties vers une paix en Asie du Sud-est »,² le journal du parti communiste Soviétique déclare que Washington n'a accepté de négocier qu'en raison de « la colère et du dégoût puissant du monde envers leur sale guerre ». ³ Pour Charles de Gaulle, le président français, le choix de Paris comme site des négociations est perçu comme « un triomphe pour sa politique d'indépendance et de neutralité ». ⁴ Le mouvement croissant anti-guerre aux Etats-Unis considère le début de ces entretiens préliminaires comme de bon augure, alors que le premier ministre thaïlandais, Thanom Kittikachorn, exprime son doute envers les intentions des Nord-vietnamiens toujours « inclinés à l'expansionnisme ». ⁵

Dès leur commencement, les « négociations » ⁶ de Paris sont marquées par le

¹ NIXON, Richard, conversations téléphoniques, ruban 822, National Archives. Déclassifié le 2 décembre 2008. Accédé le 3 décembre 2008 à travers <<http://www.nixonlibrary.gov/>>.

² HARRIMAN, Averell et THUY, Xuan, « Texts of Statements by Harriman and Thuy in Paris », *The New York Times*, 10 mai 1968, p. 8. D'un discours de W. Averell Harriman, chef de la délégation américaine aux négociations : « As for what lies ahead, I will only remind you of what President Johnson said just last week, when he expressed hope that the conversations in Paris would prove 'a mutual and a serious movement by all parties toward peace in Southeast Asia. »

³ Reuters, « U.S. Forced to Agree to Talks, Pravda Says », 6 mai 1968, p. A12. « The Soviet Communist Party newspaper Pravda said today the U.S. was forced to accept North Vietnam's proposal for peace talks in Paris by the 'mighty anger and disgust of the world' at the 'dirty war' in Vietnam ».

⁴ NY Times, « Peace Talks Set for Paris » *New York Times*, 4 mai 1968, p. 1. « [Robert Poujade] made it clear that the regime regarded the event as a triumph of its policy of independence and neutrality ».

⁵ JOHNSTON, Richard J.H., « That is Doubtful on Vietnam Talks », *New York Times*, 8 mai 1968, p. 5. « This conflict is one between those bent on expansionism and extension of domination and those who are not prepared to submit ».

⁶ MARDER, Murrey, « U.S. and Hanoi Settle Details of Paris Talks », *The Washington Post, Times Herald*, 12 mai

désaccord et le désarroi. Malgré la satisfaction du Président de la cinquième République, l'Elysée n'est pas préparée à recevoir une telle conférence. A peu près deux mille journalistes étrangers séjournent dans la capitale française ou les conducteurs de taxis profitent de leur présence pour augmenter leurs prix. Dans le quartier des Champs Elysées, où se trouve l'Hôtel Majestic (l'endroit choisi par les Vietnamiens et les Américains pour les pourparlers), les rues sont inaccessibles à cause de la construction d'une nouvelle ligne de métro. Afin de rénover l'hôtel pour recevoir les délégations, le gouvernement français fait expulser du Majestic une organisation de marchands de vin.⁷ Tout cela - sans parler des fameuses émeutes des étudiants - crée le chaos et la confusion, reflétant l'atmosphère qui règne dans ces négociations.

Tandis que la presse américaine communique un espoir sincère à l'ouverture des « conversations officielles », ce sont les Français qui captent avec plus d'acuité l'état des relations entre les E.-U. et la RDV. « Il peut y avoir des discussions juste pour voir s'il peut y avoir de vraies discussions » dit un diplomate français.⁸ Une caricature dans *le Figaro* se moque d'un de Gaulle optimiste qui dit, « Ils arrivent. Ils mettent fin au début du préambule du prélude des préliminaires ».⁹

« Le préambule du prélude des préliminaires » est un descriptif assez juste pour les rencontres qui devaient avoir lieu à Paris pendant les prochaines cinq années. Harcelées depuis le début par des complications logistiques, des retards politiques, et des malentendus diplomatiques, les « conversations officielles » et les « négociations » servent plus à diffuser de la propagande qu'à arriver à de vrais compromis. En public, les deux pays annoncent

1968, p. A1. Aucun des deux parties n'utilisent le terme « négociations » qu'en janvier 1969 ; à sa place ils emploient soit « conversations officielles », soit « formal talks ».

⁷ VICKER, Ray, « Paris on Eve of Talks : Confusion Abounds, Newsmen Are Wary », *The Wall Street Journal*, 10 mai 1968, p. 20.

⁸ Cité par ONIS, Juan de, « Thant Gratified by Move on Talks », *The New York Times*, 4 avril 1968, p. 17. « There can only be talks to see if there can be real talks ».

⁹ LEWIS, Anthony, « Talks in Paris : The Agenda Will Be Long and Difficult », *New York Times*, 12 mai 1968, p. E1. Ce texte est une traduction d'une traduction car l'original ne se trouve plus dans les archives. « They're coming along. They're ending the beginning of the preamble of the prelude of the preliminaries ».

constamment leur franchise et flexibilité tandis qu'à huis clos les conversations, se concentrant sur des banalités, dévoilent un entêtement des deux côtés.

En 1968, les dirigeants de Washington et de Hanoi sont tiraillés entre une réalité politique internationale qui demande une fin négociée au conflit et une conviction du contraire. Les parties belligérantes croient sincèrement que leurs exigences vont être satisfaites, soit en expectant que l'autre camp fasse des concessions, soit en continuant la lutte armée. Autrement dit, chacun des protagonistes se croit capable de gagner *militairement* la Guerre du Vietnam ; la seule raison de négocier serait de céder à la pression de la politique intérieure et internationale.

Durant les cinq années des négociations à Paris cette conviction de supériorité militaire allait se modifier radicalement chez les Américains. La même pression populaire qui les oblige à ouvrir des négociations en un premier temps les force à faire ensuite d'importantes concessions. Derrière cette pression, on constate l'influence prédominante de la presse américaine, un facteur politique que ne prennent pas en compte la délégation américaine au début des négociations. Alors que l'armée américaine effectue un retrait de ses forces d'Indochine, les dirigeants de Hanoi entreprennent une campagne de relations publiques afin d'influencer la nature de la couverture médiatique de la guerre dans les journaux américains. De mai 1968 à janvier 1973 à Paris, la bataille des communiqués prend une importance croissante alors que les vraies batailles sur le terrain au Vietnam ne deviennent qu'un détail. Autrement dit, dans la Guerre du Vietnam on constate la transformation d'un conflit *militaire* en une guerre *diplomatique* et *médiatique* ; bien que les morts tombent chaque jour dans les rizières du Vietnam, l'objectif n'est plus de gagner l'allégeance des villageois vietnamiens mais d'obtenir celle de l'opinion internationale, et surtout américaine. Les fusils continuent à tirer au Vietnam, mais l'arme principale du Vietnam du Nord devient la manipulation de la presse. Les Etats-Unis comptent un arsenal militaire fort

supérieur, mais dans cette guerre la manière dont on dépeint un événement compte plus que l'événement lui-même. C'est le Nord Vietnam, plus faible militairement, qui devait maîtriser les tactiques subtiles des relations publiques, et ainsi remporter la victoire finale. Plus les négociations tardent, plus les Etats-Unis sont obligés de faire des concessions, jusqu'à renoncer en 1973 à la grande majorité des conditions qu'ils exigeaient en 1968.

Voici l'histoire des événements qui influent sur les journaux pendant la période des négociations et mettent fin à l'engagement militaire des Etats-Unis en Indochine. En public, mais également en privé, les représentants américains et vietnamiens poursuivent pendant presque cinq ans des discussions intermittentes à Paris. Au début de ces négociations, les communistes vietnamiens profitent de l'attention des médias pour faire avancer leur. Dès la fin de l'année 1969, les Américains entreprennent un effort pour rattraper le temps perdu, mais la gestion nord-vietnamienne de la presse se montre toujours supérieure à celle des Etats-Unis. Les dirigeants de Washington, Hanoi, et Saigon, et même les leaders *guérillas* de la jungle vietnamienne, se rendent tous compte que le public américain (et leurs représentants au congrès) allait décider de la suite de la guerre en choisissant entre l'intensification, l'impasse, ou le retrait. L'effort principal des tous les camps ne se concentre ni sur les champs de bataille ni autour de la table des négociations, mais dans les conférences de presse et les communiqués qui en résultent. Jamais dans l'histoire, la presse n'avait connu une telle influence dans les relations internationales.

Depuis le commencement de l'intensification de la présence américaine au Vietnam jusqu'à son retrait, le rôle des Etats-Unis est déterminé par trois facteurs : la situation militaire et politique au Vietnam, les conséquences de cette situation sur les relations avec l'Union Soviétique et la Chine, et les forces politiques intérieures des Etats-Unis. Plusieurs œuvres

soulignent ces deux premiers aspects, en négligeant l'importance de ce dernier.¹⁰ Le but de cette étude est de décrire l'influence de la politique intérieure d'un pays sur le déroulement et la fin d'une guerre dans un autre pays. De nombreux documents sur la Guerre du Vietnam montre que la presse américaine, le mouvement anti-guerre, et la préoccupation des élections présidentielles, jouent un rôle primordial et, jusqu'à maintenant sous-évaluée, dans le déroulement de la guerre. Cette étude démontre le rôle politique de la presse américaine et les tentatives des Américains, des Nord-vietnamiens, et des Sud-vietnamiens à l'influencer et à la manipuler.

UNE NOTE SUR LES SOURCES

Cette étude comprend majoritairement des extraits des plus grands journaux américains :

- *The New York Times* : Fondé en 1851, le plus grand journal quotidien américain à l'époque de la Guerre du Vietnam. Parmi ses journalistes se trouvent Harrison Salisbury, Seymour Hersh, Anthony Lewis, Homber Bigart, Walter Lipman, et James Reston. Orientation politique : gauche modérée.
- *The Washington Post* : Fondé en 1877, le deuxième journal quotidien américain à l'époque de la Guerre du Vietnam. Murray Marder, Chalmers Roberts, et Lee Lescaze figurent parmi ses journalistes les plus connus. Orientation politique : centre.
- *The Wall Street Journal* : Fondé en 1882, le plus importants des journaux américains

¹⁰ Notamment : ASSELIN, Pierre, *A Bitter Peace : Washington, Hanoi, and the Making of the Paris Agreement*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2002 ; BERMAN, Larry, *No Peace, No Honor: Nixon, Kissinger, and Betrayal in Vietnam*, New York, The Free Press, 2001 ; BUNDY, William, *A Tangled Web : The Making of Foreign Policy in the Nixon Presidency*, New York, Hill and Wang, 1998 ; ISAACS, Arnold, *Without Honor : Defeat in Vietnam and Cambodia*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1983 ; KISSINGER, Henry, *Ending the Vietnam War : A History of America's Involvement in and Extrication from the Vietnam War*, New York, Simon & Schuster, 2003 ; SNEPP, Frank, *Decent Interval : An Insider's Account of Saigon's Indecent End Told by the CIA's Chief Strategy Analyst in Vietnam*, New York, Random House, 1977.

avec une orientation politique de droite.

- *The Chicago Defender* : Fondé en 1905, ce quotidien reflète les intérêts et les inquiétudes de la communauté noire aux Etats-Unis. Orientation : gauche modérée.
- *The Christian Science Monitor* : Fondé en 1908, ce quotidien (à l'époque) ne confesse aucune préférence politique. Formellement partie de *l'Eglise de Christian Science*, le journal est connu non pas pour sa taille (petite par rapport aux autres), mais pour son grand nombre de reportages sur la guerre et sur les négociations de Paris.

Outre les quotidiens, ce mémoire fait appel aussi des textes complets des conférences de presse publiées par les gouvernements nord vietnamien, sud vietnamien, américain, et du Front National de Libération du Sud Vietnam. Ces textes se trouvent dans la base de données *ProQuest* et dans les archives du *Vietnam Center*, à l'Université de Texas Tech.

Les analyses de ce mémoire dépendent également des mémoires écrites par les principaux acteurs internationaux de l'époque : Richard Nixon et Henry Kissinger (Américains), Ngo Dinh Diem (Sud-vietnamien), et Luu Van Loi et Nguyen Anh Vu (Nord-vietnamiens).

De plus, afin d'approfondir certains arguments et d'éclaircir les motivations des hommes politiques de l'époque, ce mémoire prend comme sources plusieurs documents américains et vietnamiens : des télégrammes et des transcriptions de conversations téléphoniques entre les dirigeants américains, des mémorandums officiels des conseillers du président américain, des transcriptions des discussions officielles rédigées par des observateurs, des études internes du Département de Défense des Etats-Unis rendues publiques par le *National Security Archive* à Washington, des lettres échangées en privé entre les négociateurs à Paris, et des correspondances entre dirigeants sud-vietnamiens.

1. PRELUDE AUX NEGOCIATIONS : LA PRESSE, LA GUERRE, ET

L'AUTODESTRUCTION D'UN PRESIDENT

A. L'ETAT ET LA PRESSE AMERICAINE : UNE RELATION COMPLEXE

I. DE L'INDEPENDANCE A LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

La manière dont le public américain regarde historiquement la presse fait deux poids, deux mesures. L'impartialité est considérée le trait qui distingue un bon journal, mais en même temps la loyauté nationale la rivalise avec vigueur. L'histoire du rapport entre l'Etat et la presse aux Etats-Unis est caractérisée par le conflit entre, d'un côté, la tradition de la liberté (et son homologue, l'impartialité), et, de l'autre, celle du patriotisme (ou de la loyauté). Reflétant l'esprit de cette première, le premier amendement de la Constitution américaine déclare que « Le congrès ne doit faire aucune loi... qui abrège la liberté de parole, ou de la presse ».¹¹ Sept ans après son adoption par le congrès, répondant aux besoins de la tradition patriotique, cet amendement est modifié par la *Sedition Act*, qui interdit que les citoyens « impriment, prononcent, ou publient... des écrits faux, scandaleux, ou malicieux » au sujet du gouvernement.¹² Même si le Président Jefferson annule pas l'acte, l'esprit de cette loi laisse son impression sur la presse et ce qu'elle aperçoit comme les attentes du gouvernement envers elle.

Il a existé, depuis la courte vie du *Sedition Act*, un va-et-vient permanent dans la presse américaine entre le désir d'entreprendre objectivement les grands événements du monde, et l'envie de traiter ces événements avec une certaine subtilité qui reflète l'intérêt national. La presse connaît une période de relative liberté après la mort de la *Sedition Act*, culminant dans les années 1820s et 1830s où elle critique presque sans cesse la campagne présidentielle et

¹¹ HICKEY, W. *The Constitution of the United States of America, with an Alphabetical Analysis*, Philadelphia, Johnson and Company, 1851, p. 25 « Congress shall make no law... abridging the freedom of speech, or of the press ».

¹² COMPSTON, Cristine, et SEIDMAN, Rachel Filene (eds.), *Our Documents*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 49. « The Sedition Act made it a crime for Americans to « print, utter, or publish... any false, scandalous, and malicious writing » about the government.

l'administration de Andrew Jackson.¹³ Mais les excès de cette liberté finissent par encourager plus de restrictions ; les cents ans de 1830 à 1930 voient une presse plus censurée, plus modérée, et plus en accord avec les souhaits du gouvernement.¹⁴

La première guerre mondiale est marquée par une censure double : la censure idéologique (le résultat naturel de la popularité générale de la guerre) et celle de l'Etat (c'est-à-dire, des lois interdisant certains types de reportages) - une censure *de facto* et *de jure*. Le Commandant Douglas MacArthur, déclarant que la presse doit servir les intérêts de l'Etat, impose des règles très strictes pour assurer une dissémination systématique de l'information.¹⁵ Le congrès suit, passant *Espionage Act* dans un moment d'hystérie anti-allemande, interdisant que l'on « promeuve le succès des ennemis [des Etats-Unis], ou... que l'on dise, imprime, écrive, ou publie de langage déloyal... sur la forme du gouvernement des Etats-Unis, ou la Constitution des Etats-Unis, ou la militaire ou les forces navales des Etats-Unis... ».¹⁶

A l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, le *Christian Science Monitor* note que les journaux nationaux outrepassent leurs susnommées obligations légales ; les journaux expriment tous de la « confiance complète » dans la déclaration du congrès, « acclamant en répons patriotique ».¹⁷ Juste avant l'inévitable déclaration de guerre, un éditorial du *Washington Post* condamne la doctrine du pacifisme en disant que « l'adoption de leur théorie

¹³ DIRCK, Brian R., *The Executive Branch of Federal Government*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2007, p. 151. La presse accusa le président Jackson de l'adultère, et sa femme de la bigamie. Un journal de l'opposition déclara que la mère de Jackson était une « prostituée commune, amenée à ce pays par des soldats britanniques » (« a common prostitute, brought to this country by British soldiers »).

¹⁴ VAUGHN, Steven L., *The Encyclopedia of American Journalism*, New York, Taylor & Francis Company, 2008, pp. 84-85.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ DIRCK, *Waging War on Trial*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2003, p. 55. « ... the government could prosecute anyone who shall... promote the success of its enemies, or... shall willfully utter, print, write, or publish any disloyal,... language on the form of government of the United States, or the Constitution of the United States, our the military or the naval forces of the United States... ».

¹⁷ « American Press Indorses the War Message » (sic), *Christian Science Monitor*, 3 avril 1917, p. 5. « Many of the papers express complete confidence that Congress will at once respond to the President's wishes enabling this country to be of tremendous aid to the Allies ». « President Wilson's call to congress for action is acclaimed in patriotic responses all over United States ».

désintégrerait inévitablement la société ».¹⁸ Cependant, les journaux qui critiquent la guerre sont effectivement interdits à l'initiative des citoyens privés.¹⁹ Même sans l'*Espionage Act*, les dirigeants de Washington n'auraient pas eu des problèmes avec la presse, qui exprime son soutien presque unanime pendant la première guerre mondiale.

II. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

L'élan nationaliste de la presse continue durant la deuxième guerre mondiale, même après que la plupart de l'*Espionage Act* est abrogée en 1921. La vague de confiance et d'unité permet une nouvelle relation entre le gouvernement et la presse à partir de 1941 : celle de l'*autocensure*. Les journaux communistes, pacifistes, et anarchistes, ayant perdu leur place dans le climat social post-guerre, cèdent la place à un journalisme plus uniforme et conservateur. En plus, l'exemple de l'interdiction des journaux controversés pendant la première guerre mondiale fait peur aux éditeurs qui ne veulent pas risquer la perte de leurs entreprises. Quand le Japon attaque la *Pearl Harbor*, la base militaire américaine pacifique en décembre 1941, *The Christian Science Monitor* condamne l'attaque comme un acte « d'agression traîtresse ».²⁰ Utilisant un langage qui préfigure la Guerre du Vietnam 25 ans plus tard, le *Monitor* annonce « un seul objectif unifiant – d'arrêter l'agression et l'anarchie ».²¹ Les autres journaux font généralement échos du point de vue des publications du gouvernement – que « la guerre ne peut pas permettre le libre échange entre suggestion et contre-suggestion, l'essence de la négociation en temps de paix ».²² Suivant la propagande du gouvernement, les éditoriaux parlent d'une guerre « défensive » contre « l'agression » allemande et japonaise, invoquant les

¹⁸ « The Philosophy of Pacifism », *The Washington Post*, 2 avril 1917, p. 4. « The adoption of their theory would inevitably disintegrate society... ».

¹⁹ VAUGHN, p. 85.

²⁰ « Look for Berlin's Hand », *Christian Science Monitor*, 8 décembre 1941, p. 26. « Treacherous aggression ».

²¹ « Ibid ». « One unifying purpose – to halt aggression and anarchy ».

²² United States Office of War Information (OWI) – Division of Public Inquiries, *Your War and Your Wages*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1942, p. 28. « War does not permit the free play of proposal and counterproposal, which is the essence of negotiation in time of peace ».

mots trouvés dans les brochures du Washington Information Office (le bureau du gouvernement chargé de la publication et la dissimulation de la propagande). Le mot « agression », lié au terme « nazi » ou « japonais » apparaît dans 123 articles en seulement trois journaux américains dans les trois semaines suivantes l'attaque sur Pearl Harbor.²³ Le *Washington Post* rapporte que les Nazis « se préparaient à faire des Etats-Unis un pays d'esclaves » ; le *New York Times* insiste « qu'il faut que la guerre soit gagnée », et le *Christian Science Monitor* applaudit les discours belligérants du président américain comme « dignes de l'attention et de l'appréciation », « outils », et « nécessaires ».²⁴

Il est donc peu surprenant que la presse ne réclame pas l'abrogation des règles imposées par le *War Powers Act*, passée par le congrès 11 jours après l'attaque de Pearl Harbor, donnant au président le droit de censurer l'information (et provoquant l'établissement d'un bureau officiel de censure 48 heures après son passage).²⁵ Ni peut-on être choqué par l'expérience de Wilfred Burchet, un journaliste australien qui perd non seulement son accréditation, mais aussi son appareil photo et sa pellicule après avoir publié un article sur la « peste atomique » au Japon un mois après les bombardements de Hiroshima et Nagasaki.²⁶ Dans une époque caractérisée par le nationalisme, la conformité de la presse, et l'autocensure, la hausse des règles officielles contre la libre expression de la presse connaît très peu d'opposition ; dans l'imaginaire populaire, les enjeux entre le bien et le mal dans cette guerre sont trop élevés pour supporter la critique. Comme le Général George Marshall dit, la presse « se contrôlait » comme elle devait.²⁷

²³ The New York Times, The Washington Post, et The Wall Street Journal (recherche faite dans la base de données de Proquest,

²⁴ « Nazis Planned to Make U.S. Slave Nation », *The Washington Post*, 13 juin 1945, p. 2 ; « The War Must Still Be Won », *The New York Times*, 10 décembre 1943, p. 26 ; « To Finish », *The Christian Science Monitor*, 5 juin 1945, p. 18. « President Truman's message to Congress on 'finishing this war' deserves attention and appreciation... Truman's sermon will be particularly useful... This may be a necessary reminder ». Voir appendices.

²⁵ TEEL, Leonard Ray, *The Public Press, 1900-1945*, Westport, Greenwood Publishing Group, 2006, p. 208.

²⁶ HOGAN, Michael J., *Hiroshima in History and Memory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 124.

²⁷ Cité par WYATT, Clarence R., *Paper Soldiers: The American Press and the Vietnam War*, Chicago, The University

L'historien américain, William M. Hammond, note que c'est la grosse quantité de morts, et non pas les moyens de les reporter, qui provoquent l'impopularité de la guerre du Vietnam et de Corée.²⁸ Mais une comparaison avec la deuxième guerre mondiale, une guerre dans laquelle les Etats-Unis entrent à contrecœur et subissent six fois le nombre de morts qu'au Vietnam, indiquent que la popularité d'une guerre n'est pas forcément corrélative aux pertes humaines. Au contraire, je crois que les reportages favorables dans un moment de guerre croissent en fonction de quatre facteurs principales (tous évidents pendant la première moitié du 20^e siècle) : (1) le climat politique national, (2) les règles imposées dans le journalisme, (3) la capacité technologique de rapporter vraisemblablement la réalité de la guerre, et (4) les efforts propagandistes (de toutes les parties belligérantes, y compris celui de « l'ennemi »).

III. LA GUERRE DE COREE ET LE MCCARTHYISME

Si le strict environnement idéologique et politique de la deuxième guerre mondiale n'est pas suffisant pour apaiser et uniformiser la presse, l'après-guerre accomplit cette tâche. La menace Nazi et japonaise se remplace immédiatement dans les années 1945-1955 par la *Red Scare*, une décennie des purges anticomunistes dans la presse et dans la société civile. Moins de cinq ans après Hiroshima, des troupes américaines arrivent en Corée pour soutenir la Corée du Sud contre, encore, « l'agression ». De 1950 à 1953, la guerre de Corée domine les gros titres des journaux américains, testant leur allégeance puisque, dans ce nouveau scénario d'anticommunisme, la presse peut être critiquée non seulement pour avoir trop fait (des reportages gênant à l'administration) mais aussi pour ne pas avoir assez fait. Autrement dit, la presse, quant au nouveau paradigme idéologique, doit participer *activement* dans l'effort contre le communisme et la subversion ; ceux qui n'éprouvent pas leur anticomunisme sont

of Chicago Press, 1995, p. 15. « They [the press] controlled themselves ».

²⁸ HAMMOND, William H., *Reporting Vietnam*, Lawrence, University of Kansas Press, 1998, p. 57.

soupçonnés par les commentateurs politiques et même, dans certains cas, investigués devant le congrès.

Les journaux de l'époque reflètent ces changements dans le contenu de leurs éditoriaux. Alors qu'en mars 1950, le *Washington Post* publie un article de Yongjeung Kim critiquant le régime en Corée du Sud, quelques mois plus tard, à l'éclat de guerre, ses éditoriaux ne montrent que du soutien uniforme pour l'engagement des Etats-Unis à ce pays. Ils appellent la guerre une « obligation morale », étant donné « la menace constante de l'agression de la Corée du Nord communiste ». ²⁹ La schématique de la défense contre l'agression se révèle dans la rhétorique de tous les éditoriaux.³⁰ Si les dirigeants de l'administration ont du mal à justifier la guerre en Corée tous seuls, ils peuvent dépendre des dirigeants des journaux : ces derniers simplifient et expliquent la situation aux lecteurs d'une façon qui reflète les principes soulignés par ces premiers dans les communiqués de presse. « Ignorer [ce que se passe en Corée du Sud] fera presque certain qu'il y aura d'autres Corées du Sud en Asie, ceux qui ne peuvent être défendues dans une confrontation qu'avec les avions, les navires, et les troupes américains ». ³¹ Le *New York Times* reprend les sentiments du *Washington Times*, décrivant les actions des Etats-Unis comme des moyens pour « empêcher l'expansion » de la guerre.³² Et dans la section « Our Opinions » du *Chicago Defender*, les éditeurs insistent que le combat en Corée soit « la seule façon d'arrêter une autre guerre mondiale », car « les Coréens rouges sont clairement les agresseurs ». ³³

²⁹ KIM, Yongjeung, « Korea as a Police State », *Washington Post*, 17 mars 1950, p. 22 ; « Abandoning Korea », *The Washington Post*, 22 janvier 1950, p. B4. « To South Korea... there is a certain moral obligation » ; « ... faced with the constant threat of aggression from communist North Korea ».

³⁰ HIGGINS, Marguerite, « MacArthur Outlines Security Formula », *The Washington Post*, 20 juin 1950, p. 3.

³¹ CHILDS, Marquis, « Asia Problems », *The Washington Post*, 5 juillet 1950, p. 11. « To ignore it [what is happening in South Korea] is to make almost certain there will be other South Koreas in Asia which can be defended in the showdown only be American planes, ships, and troops ».

³² RESTON, James, « U.S. Acts to Avert Fighting's Spread », 6 juillet 1950, p. 6.

³³ « Our Opinions : Calling the Red Bluff », *The Chicago Defender (National Edition)*, 8 juillet 1950, p. 6. « We believe that the only way to stop another world war is to nip all such armed brawls in the bud » ; « The red-inspired Koreans are clearly the aggressors ».

Quand la guerre prend fin en juillet 1953, malgré la stabilisation de la situation en Corée, la peur aperçue de la menace communiste ne fait qu'augmenter aux Etats-Unis. Tout au long du conflit coréen et même après sa fin, la droite américaine attaque les dirigeants et les grands personnages de la presse, du cinéma, et de la télévision pour leurs supposées « convictions subversives ». Dans une époque caractérisée par le *McCarthyisme* (le mouvement anti-communiste mené par Joseph McCarthy, le sénateur le plus virulent de l'ère), les suspects doivent éprouver leur allégeance en promettant qu'ils n'ont jamais fait partie du parti communiste. Au lieu de critiquer les excès de la période, la presse joue un rôle complémentaire aux initiatives des anticommunistes comme McCarthy en « rapportant les procédures des comités douteux, ce qui les rend légitimes ».³⁴ Les années 50 voit le passage de plusieurs lois visées aux groupes « infiltrés » par le communisme, dont la presse figure parmi les plus importants : le *McCarran Internal Security Act* (obligeant la déclaration et l'enregistrement des groupes communistes), le *Immigration and Nationality Act* (donnant le droit de déportation au gouvernement pour les immigrants engagés dans des activités communistes), et le *Communist Control Act* (qui retranche toute reconnaissance légale au parti communiste et aux groupes « infiltrés » par des communistes).³⁵ La presse, afin de ne pas sembler en violation des nouvelles lois, devient leur défenseur, ce qui renforce la présomption que tout lien avec le communisme égale à un crime. Quand McCarthy se rend compte qu'un certain reportage le dépeint de manière négative, il annonce que l'écrivain de l'article « n'est qu'un membre de la Ligue de Jeunesse Communiste ! ».³⁶ Le *House Un-American Activities Committee* a comme devoir d'exposer les communistes et les subversifs qui constituent une menace à la sécurité nationale. Pour accomplir ce devoir, le comité, sous la direction de McCarthy, « perfectionne

³⁴ ALWOOD, Edward, *Dark Days in the News Room*, Philadelphia, Temple University Press, 2007, p. 6.
« Ironically, the press played an important role in promoting McCarthyism by reporting questionable committee procedures, thereby legitimizing them ».

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Cité par *Ibid.*, p. 76. « The reporter they have covering me used to be a member of the Youth Communist League ! ».

l'exposition et l'humiliation publique comme forme de punition ». ³⁷ La presse, attirée par l'intensité des sessions et des personnages, joue le rôle de complice.

B. LA PREMIERE GUERRE D'INDOCHINE (1946-1954)

I. PRELUDE A LA GUERRE

Alors que la deuxième guerre mondiale forme le comportement de la presse américaine, le résultat de la guerre a un effet plus grand en Indochine, une colonie française depuis 1885. Les Français, battus par les puissances de l'Axe (l'Allemagne, le Japon, et l'Italie), cèdent, malgré leurs meilleurs efforts, le contrôle du Vietnam aux Thaïlandais et aux Japonais, ces derniers traversant le territoire pour attaquer la Chine. Quand le gouvernement de Vichy tombe, le Japon assume la commande de tout le Vietnam pendant l'été de 1945. Avec leur défaite quelques mois plus tard, et dans une ambiance de « libération » internationale, le futur de ce petit pays n'est pas du tout assuré.

Ho Chi Minh, le leader du Viet Minh (la Ligue pour l'Indépendance du Vietnam), déclare l'indépendance du Vietnam le 2 septembre, 1945. Faisant écho de la rhétorique libérationniste du pays colonisateur dont il se déclare libre, Ho commence sa déclaration en copiant des extraits de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, ainsi comme de la Déclaration d'Indépendance américaine :

La Déclaration de la Révolution Française faite en 1791 sur les Droits de l'Homme et du Citoyen proclame également :

Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit.

Ce sont là des vérités indéniables.

Et pourtant, pendant plus de quatre-vingt années, les impérialistes français, abusant de leur « liberté, égalité, fraternité », ont violé la terre de nos ancêtres et opprimé nos compatriotes. Pour ces raisons, nous,

³⁷ *Ibid*, p. 4.

membres du gouvernement provisoire représentant la population entière du Vietnam, déclarons n'avoir plus désormais aucun rapport avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Vietnam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire.

Tout le peuple vietnamien, animé d'une même volonté, est déterminé à lutter jusqu'au bout contre toute tentative d'agression de la part des impérialistes français.

Nous sommes convaincus que les Alliés, qui ont reconnu les principes de l'égalité des peuples aux conférences de Téhéran et de San Francisco, ne peuvent pas ne pas reconnaître l'indépendance du Vietnam.
[...]³⁸

La France, impatiente à se réaffirmer comme puissance géopolitique, n'accepte pas la Déclaration de Ho. L'Inde est restée britannique, pour quoi le Vietnam ne devrait-il pas rester français ? Après une brève tentative à des négociations, la France reprend le mandat par la force. Sous la direction du Général Jean-Etienne Valluy, le nouvel Etat vietnamien perd vite toute prétention au contrôle qu'il avait. Désespéré, Ho écrit au président américain :

...La population et les troupes françaises sont en train de se préparer activement pour un coup de main à Hanoi et pour l'agression militaire. Je vous prie sincèrement de soutenir notre indépendance et d'aider à assurer que les négociations suivent les principes des chartes de l'Atlantique et de San Francisco.³⁹

Ho écrit huit lettres au président américain alors que ce dernier considère avec son cabinet une politique officielle envers l'Indochine. Même si les Etats-Unis sont « très critiques vis-à-vis de la colonisation européenne... [ils] n'ont pas la volonté, ni les moyens

³⁸ Cité par DALLOZ, Jacques, *La Guerre d'Indochine, 1945-1954*, Points, Seuil, 1987, pp. 290-292.

³⁹ HO Chi Minh, « Télégramme du président de la République Démocratique du Vietnam au président des Etats-Unis d'Amérique », 28 février 1946, dans FITZGERALD et al., p. 26. « ...French population and troops are making active preparations for a coup de main in Hanoi and for military aggression... I therefore most earnestly appeal to you personally and to the American people to interfere urgently in support of our independence and help making the negotiations more in keeping with the principles of the Atlantic and San Francisco Charters ».

humains, pour participer directement à ce processus de décolonisation ». ⁴⁰ En 1948, la politique américaine devient officielle : que Ho Chi Minh soit nationaliste ou non, il est communiste, et le principe dominant de la politique étrangère des Etats-Unis doit être « l'endiguement » du communisme. ⁴¹ Cet investissement anti-communiste égale à une politique de soutien des Français dans la région, même si les aspirations colonialistes de ces derniers s'opposent à la rhétorique libérationniste prononcée par les dirigeants américains pendant la deuxième guerre mondiale. La prise de pouvoir communiste en Chine, un pays à la frontière vietnamienne, aggrave, dans la perspective de l'administration Truman, la nécessité de contrôler l'expansion communiste ; les Etats-Unis deviennent inextricablement engagés à la cause française. ⁴²

II. L'ECHEC FRANCAIS

A Genève, [les communistes vietnamiens] ont fait un compromis. Au futur, leur volonté de compromettre allait sembler effectivement inexistante.

-Robert McNamara, Secrétaire d'Etat sous Kennedy et Johnson ⁴³

Le conflit se déroule de manière typique des nouvelles guerres *guerrillas*. Le Viet Minh, soutenu par les Chinois, dépend de l'appui populaire et de l'organisation clandestine, évitant des batailles ouvertes et directes où leur manque d'armes ne les favorise pas. La France, se rendant compte de la difficulté de vaincre un tel ennemi, essaie d'influencer le scénario politique. Elle reconnaît officiellement donc « l'indépendance » de l'Etat vietnamien

⁴⁰ PORTES, Jacques, *Les Etats-Unis et la Guerre du Vietnam*, Paris, Editions Complexe, 2008, p. 25.

⁴¹ YOUNG et al., pp. 30-31.

⁴² WYATT, p. 54.

⁴³ Cité par Berman, p. 18. « At Geneva, they compromised... in the future, their willingness to compromise would seem virtually nonexistent ».

en 1949, sous le gouvernement de Bao Dai, l'ancien empereur ramené de l'exil en France pour représenter le peuple vietnamien dans « l'Union Française ». Mais le jeu n'est pas gagné : l'administration de Bao Dai est considérée par une grande majorité des Vietnamiens un gouvernement fantoche. Les forces communistes de Ho, concentrées dans le nord du Vietnam, continuent leur lutte, attaquant non seulement les « colonialistes » français, mais aussi les « collaborateurs » vietnamiens de Dai.

Malgré leur supériorité militaire, les Français ont du mal à vaincre les « rebelles » vietnamiens. Les dirigeants communistes savent que leur ennemi ne peut pas faire la guerre pendant longtemps ; leur population ne la supporterait pas. Cette connaissance de la psychologie collective de l'ennemi constitue un aspect important de la stratégie militaire. L'opposition à la guerre en France oblige le gouvernement d'entrer dans des négociations à Genève pour mettre fin au conflit. Ces négociations, caractérisées par la presse américaine comme les premiers pas vers la capitulation, sont bouleversées après la bataille de Dien Bien Phu où l'armée française se fait écraser par les troupes de Ho Chi Minh. En 1954, après avoir promis de faire sortir la France de la débâcle vietnamienne, le premier ministre Pierre Mendès-France insiste sur le compromis dans les négociations à Genève. La France perd la guerre et le Vietnam gagne son indépendance.

Les accords de Genève stipulent une fin de la guerre d'Indochine, le retrait des troupes françaises du Vietnam, et une partition temporaire du pays en deux parties pendant une période de deux ans : au nord, le communiste Ho Chi Minh ; au sud, l'empereur Bao Dai (et son premier ministre, Ngo Dinh Diem). Malgré la cessation des hostilités, personne ne semble content : les Etats-Unis refusent de signer parce que les accords reconnaissent l'Etat nord-vietnamien ; les Français, contents de sortir du marécage, ont souffert un coup dur à leur fierté nationale et leur prééminence géopolitique : les Sud-vietnamiens sont furieux car ils « ne peuvent pas reconnaître la prise par la Chine Soviétique – à travers son satellite le Viet

Minh – plus que la moitié de [leur] territoire nationale » ;⁴⁴ et les Nord-vietnamiens, malgré leur rhétorique triomphatrice, s'en mordent les doigts sur la possibilité que la victoire qu'ils auraient pu gagner en continuant la lutte avait été sacrifié pour avancer l'enjeu chinois dans la région (c'est-à-dire, la stabilité et le retrait des étrangers). Les communistes, sur le point d'une victoire totale au Vietnam, mettent leurs espoirs dans la diplomatie, les traités, la coopération internationale, et la bonne volonté de leurs ennemis. Mais cette confiance que mettent les Nord-vietnamiens dans la communauté internationale est prévariquée. C'est une erreur qu'ils n'allaient jamais répéter.

III. LA PRESSE AMERICAINE ET LA GUERRE D'INDOCHINE

Pour avancer la cause à l'échelle internationale, les Français mettent en place une politique de censure systématique. Comme les Américains apprennent une décennie plus tard, les dirigeants français se rendent compte que le contrôle de l'information est indispensable à l'effort de guerre. Comme un officier français l'admet, le rôle d'un porte-parole français officiel au Vietnam est de « mentir et démentir ».⁴⁵

Malheureusement, la censure n'est pas suffisante pour battre les troupes de Ho. Confrontés par un ennemi déterminé et par des problèmes financiers, l'armée française finit par dépendre du soutien américain. Malgré la politique de l'autodétermination des Etats-Unis, le président Harry Truman, suivant la « théorie des dominos », valorise plus l'anticommunisme que l'anticolonialisme.⁴⁶ La population américaine, nourrie par le

⁴⁴ DIEM, Ngo Dinh, dans une lettre expliquant l'objection sud-vietnamienne aux accords de Genève, Cité par FITZGERALD et al., p. 47. « ... for we cannot recognize the seizure by Soviet China – through its satellite the Viet Minh – of over half of our national territory ».

⁴⁵ FRIEDRICH, Otto, « How to Be a War Correspondent », *Yale Review*, mars 1959, pp. 474-480. Cité par WYATT, p. 55.

⁴⁶ CHAFE, William Henry, *The Unfinished Journey : America Since World War II*, New York, Oxford University Press, 2003, p. 251. La *Domino Theory*, débutée à la fin des années 1940s, affirme que la perte d'un état au communisme favorise la perte des autres dans la même région. Cette théorie demande la protection mêmes des pays les plus insignifiants, car leur défection au communisme pourrait avoir des conséquences graves. Le président américain de 1953-1961, Dwight D. Eisenhower, l'explique ainsi : « Vous avez une rangée de dominos,

mouvement du *McCarthyisme*⁴⁷, ne met pas en question la prémisse que les Etats-Unis sont moralement obligés à intervenir partout dans le monde pour défendre les « pays libres » contre le menace soviétique.⁴⁸

Les quelques critiques du fait qu'à partir de 1950 Washington paie plus que Paris pour la guerre en Indochine sont peu, et même moins notés par la presse. En fait, elle consacre très peu d'attention à l'augmentation de l'engagement américain en Indochine en général. Le sujet du Vietnam n'apparaît ni une seule fois à la une du *New York Times* au mois de janvier, 1950, alors qu'il prend huit gros titres dans ce même journal dix ans plus tard (toujours avant que la guerre américaine s'éclate). Ce grand journal ne dévote un éditorial au conflit qu'en 1955.⁴⁹ Dans la décennie suivante la fin de la deuxième guerre mondiale, le public américain est trop occupé par les événements en Europe pour faire attention à l'intensification de la guerre menée par les Français au Vietnam. Même quand les yeux américains tournent vers l'Asie, c'est la Corée qu'ils regardent. Malgré le fait qu'il signe les chèques, le public américain considère la crise au Vietnam comme une question française, à être réglées par les Français.

Peu à peu, de 1950 à 1954, la presse dédie encore de gros titres au conflit vietnamien. Mais les reportages, filtrés par la censure française et aussi par la susnommée autocensure américaine, simplifient la situation en termes de la géopolitique de la guerre froide, ignorant ses aspects nationalistes, idéologiques, historiques, et culturels.⁵⁰ Le Département d'Etat américain, qui ne compte même pas un seul spécialiste du Vietnam, dépend des théories

vous faites tomber le premier, et ce qui passera au dernier c'est la certitude qu'il tombera très vite. Donc vous pourriez avoir le début d'une désintégration qui aurait les influences les plus profondes » (« You have a row of dominos set up, you knock over the first, and what will happen to the last is the certainty that it will go over very quickly. So you could have a beginning of a disintegration that would have the most profound influences »).

⁴⁷ D'autres historiens français emploient le terme « maccarthysme ». PORTES, p. 30.

⁴⁸ Joseph McCarthy était sénateur de l'état de Wisconsin de 1947 à 1957, connu pour sa paranoïa anticommuniste.

⁴⁹ HAMMOND, p. 1.

⁵⁰ Voir l'appendice C.

politiques dans lesquelles « hommes et pays sont interchangeables ».⁵¹ Les journalistes, même moins familiers avec le Vietnam que les dirigeants du département d'Etat, trouvent leurs sources dans les conférences de presse officielles. Otto Friedrich, un journaliste américain à Paris, accuse les journalistes américains de trop dépendre de la propagande française : « Les rédacteurs américains... », écrit-il en 1954, « ont voulu des histoires des *good guys* battant les *Reds*, et c'est exactement ce qu'ils ont reçu ».⁵²

Marquis Child, écrivant pour le *Washington Post*, souligne le rôle du communisme international dans la guerre anticolonialiste au Vietnam. Les soldats de Ho ne sont que des « petits hommes bruns... des pions » de la manipulation chinoise et soviétique.⁵³ Hanson Baldwin, écrivant pour le *New York Times*, déclare la division du Vietnam « une perte de 60.000 milles carrés à l'empire communiste mondiale ». Quant à lui, la lutte en Asie peut « déterminer le futur de notre civilisation ».⁵⁴ Un éditorial du *Wall Street Journal* dit que le Viet Minh « ne cherche pas la paix mais la conquête ».⁵⁵ Tout cela reflète presque exactement les explications officielles de Washington.

Que feraient-ils les Américains après le retrait des Français ? Tant que les Etats-Unis ne soient pas seuls à combattre en Indochine, estime un sondage fait par le Département d'Etat en septembre 1954, 69% des Américains y soutiennent l'intervention.⁵⁶ Le *Christian Science Monitor* annonce à la fin de la guerre d'Indochine que la « nécessité » de défendre l'Indochine contre « l'agression qui est financée par et fournie en Chine communiste »

⁵¹ PORTES, p. 37.

⁵² Cité par WYATT, p. 58. « But that was not what American editors wanted. They wanted stories of good guys fighting reds, and that was what they got ».

⁵³ CHILDS, Marquis, « Forcing America Into Isolation », *The Washington Post and Times Herald*, 19 mai 1954, p. 14. « The little brown men... are pawns on this vast and terrifying chess board ».

⁵⁴ BALDWIN, Hanson W. « New Victory for Reds », *New York Times*, 21 juillet 1954, p. 4. « ... an agreement that will add... 60,000 square miles to the world-wide communist empire » ; « ... a struggle that may determine our future civilization ».

⁵⁵ « The Vietminh 'Peace' Plan », *The Wall Street Journal*, 12 mai 1954, p. 12. « The Vietminh seek not peace but conquest ».

⁵⁶ BURKE, et al., *How Presidents Test Reality: Decisions on Vietnam, 1954 and 1965*, New York, Russell Sage Foundation, 1989, p. 113.

pourrait un jour comporter l'engagement des troupes américaines.⁵⁷ Mais cet engagement, dans le contexte de la guerre froide, ne se prête pas à la controverse. Cette « unité de vocation » comme il le décrit le futur secrétaire d'Etat américain, reconduit jusqu'à la présidence de John F. Kennedy en 1961.⁵⁸ Dans une décennie connue pour son conformisme et sa confiance, il n'est pas étonnant que la presse joue effectivement un rôle de porte-parole pour les administrations successives. Quand la France retire ses forces en défaite et en humiliation en 1954, il est présupposé par les dirigeants américains, et propagée par la presse, que ce sont les Etats-Unis qui allaient, et qui devaient, prendre la barre.

C. LA GUERRE AMERICAINE

I. PRELUDE A UNE NOUVELLE GUERRE

L'ECHEC DE GENEVE

Après le départ des Français en octobre 1954, Washington regarde soigneusement la situation militaire au Vietnam. Eisenhower établit la Saigon Military Mission, sous la direction d'un ancien agent de la CIA, pour soutenir le gouvernement sud-vietnamien à travers des opérations paramilitaires et psychologiques.⁵⁹ Alors que le président américain autorise des raids secrets au Nord Vietnam, le premier ministre nord-vietnamien ordonne l'infiltration de 10.000 agents communistes au Sud Vietnam.⁶⁰ Les élections prévues afin de réunir le pays deviennent rapidement illusoires. En 1955, après avoir renoncé aux accords de Genève à cause des violations commises par le nord (ou peut-être parce qu'il sait que la réunification allait sûrement ressembler dans sa chute politique), Ngo Dinh Diem remplace Bao Dai dans le sud, créant la République du Sud Vietnam. Avec l'échec définitif des accords de Genève, la ligne

⁵⁷ STRINGER, William H., « The Washington Scene : Saving Southeast Asia », *Christian Science Monitor*, 5 avril 1954, p. 1. « the grim necessity... aggression which is funded and supplied by communist China ».

⁵⁸ KISSINGER, *Ending the Vietnam War*, p. 8. « ... the initial unity of purpose ».

⁵⁹ FITZGERALD, et al., p. 50.

⁶⁰ SCHULTZ, Richard J. *The Secret War Against Hanoi: The Untold Story of Spies, Saboteurs, and Cover Warriors in North Vietnam*, New York, HarperCollins, 1999, p. 15.

de démarcation temporaire devient une frontière entre deux pays, et avec l'intérêt croissant des Chinois, des Russes, et des Américains, la guerre civile vietnamienne semble de plus en plus une guerre internationale.

LES PREPARATIONS POUR UN NOUVEAU CONFLIT: LES ANNESS EISENHOWER

Sous Eisenhower, le soutien financière américain commence à intensifier progressivement. Diem accepte plus d'un milliard de dollars américains, une claire violation des accords de Genève, et Eisenhower promet le soutien permanent à l'état naissant sud-vietnamien.⁶¹ En 1956, le MAAG (Military and Assistance Advisory Group), déjà deux fois plus grand qu'il était au moment des accords de Genève, commence à prendre charge de l'entraînement de l'armée sud-vietnamien, cimentant le rapport entre les états américain et sud-vietnamien.

Eisenhower augmente le soutien financier au Vietnam, mais le nombre de conseillers militaires ne s'agrandit pas sous son administration. Néanmoins, l'intensification des hostilités entre le nord et le sud encourage beaucoup d'attention au Vietnam chez les grands journaux américains. Pour justifier la hausse d'aide économique, les dirigeants américains emploient une rhétorique qui souligne trois aspects du conflit : l'agression communiste vietnamienne, l'unité communiste mondiale, et la bonté sud-vietnamienne. Le sous-secrétaire d'Etat, Walter Robinson, dit à la presse que le Viet Minh (un terme péjoratif pour « communiste vietnamien ») « a vendu leur pays à Pékin ».⁶² Et la presse, démontrant encore les qualités de timidité et d'autocensure qui caractérisent l'époque, répète fidèlement ses énoncés. Diem, dépeint par le *Christian Science Monitor* comme « l'espoir anti-communiste de

⁶¹ ADDINGTON, Larry H., *America's War in Vietnam: A Narrative History*, Bloomington, Indiana University Press, 2000, pp.47-48.

⁶² « Vietminh Breaks Truce, U.S. Holds », *The New York Times*, 2 juin 1956, p. 4. « He said the communist Vietminh 'have sold their country to [sic] Peiping' ».

l'Amérique », profite des fonds américains pour consolider son pouvoir.⁶³ Loin d'être démocrate, Diem emprisonne ses adversaires politiques, se retire des accords internationaux, et interdit la libre expression politique et religieuse. Il concentre le pouvoir dans sa propre famille, notamment avec son frère, le ministère de la police. Eisenhower a des doutes personnels sur le caractère de Diem, mais confronté par une situation instable en Indochine, il le considère comme le meilleur choix possible.⁶⁴

Sous Eisenhower, la presse américaine fait de Diem un symbole du Vietnam « libre » et « nationaliste ». Employant la même rhétorique de l'administration, les éditoriaux décrivent la situation d'une manière qui justifie en avance une possible hausse de troupes américaines. La mentalité de la presse semble manichéenne et simpliste : Diem est contre le communisme ; nous sommes contre le communisme ; Diem est avec nous. Un éditorial du *Time* le décrit comme un homme « d'intégrité incontestable ». ⁶⁵ Le *New York Times* souligne « la nécessité de notre soutien du sud dans sa lutte » contre « l'aggression communiste du nord ». ⁶⁶

KENNEDY ET LA PRESSE

Apparemment plus ouvert à la presse, Kennedy veut – et peut - profiter de ses bonnes relations avec les journalistes pour avancer son plan géopolitique. A la différence de Eisenhower, qui voit la presse comme un ennemi potentiel à contrôler, Kennedy veut profiter de leurs moyens de dissimuler les nouvelles pour guerroyer. Il concède aux journalistes un accès à son administration jamais connu avant. En échange, il attend que la presse rapporte ce qu'il autorise (et ce qui lui favorise). Selon le sous-secrétaire de Défense, Arthur Sylvester, Kennedy a comme but « le mariage du stylo et de l'épée » ; c'est le premier président

⁶³ STANFORD, Neal, « Full Honors for President Diem », *Christian Science Monitor*, 8 mai 1957, p. 20.

⁶⁴ OLSON, James Stuart, *Historical Dictionary of the 1950s*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 128.

⁶⁵ Cité par WYATT, p. 63.

⁶⁶ « South Vietnam Fights Back », *The New York Times*, 17 mai 1961, p 30. « ... the necessity for resolute support of the south in its grim struggle... » ; « communist aggression from the north ».

américain qui se rend compte du potentiel politique de la presse.⁶⁷

Dans un discours au American Newspaper Publishers Association (l'Association de Maisons d'Éditions des Journaux Américains), Kennedy souligne ses attentes pour la presse :

Je demande aux membres de la profession et de l'industrie des journaux dans ce pays de réexaminer leurs propres responsabilités – de considérer le degré et la nature du présent danger – et d'obéir le devoir du contrôle de soi-même que ce danger inflige à nous tous... Tout journal se demande, avec chaque histoire : 'Est-ce de la nouvelle ?' Tout ce que je vous suggère c'est que vous rajoutiez la question : 'Est-ce dans l'intérêt de la sécurité nationale ? »⁶⁸

La sermon de Kennedy est une reconnaissance indirecte de la nouvelle indépendance que la presse exerce depuis la fin des années Eisenhower. Toujours influencé par la mentalité de la deuxième guerre mondiale, la loyauté de la presse est exagérée et manipulée pendant les années McCarthy. Mais presque deux décennies après la guerre mondiale, une nouvelle génération de journalistes commence à remplacer l'ancienne. Et cette nouvelle génération inquiète le jeune Kennedy.

Avec ce discours, Kennedy injecte dans la discussion nationale la question de la *moralité* de la presse, le concept de l'objectivité étant déjà obsolète dans le contexte de la guerre froide. La presse, selon le sous-secrétaire d'État, constitue « une arme bien importante ». ⁶⁹ Et l'application de cette arme mérite la considération de la responsabilité

⁶⁷ Cité par WYATT, p. 31. « Arthur Sylvester... described the administration's efforts as an attempt to 'wed the pen and the sword' ».

⁶⁸ Cité par WYATT, p. 37. « I am asking the members of the newspaper profession and the industry in this country to reexamine their own responsibilities – to consider the degree and nature of the present danger – and to heed the duty of self-restraint which that dangers imposes on us all... Every newspaper now asks itself, with respect to every story : 'Is it news ?' All I suggest is that you add the question : 'Is it in the interest of national security ?' ».

⁶⁹ Cité par WYATT, p. 45. « Information... becomes a very vital weapon ».

éthique et des questions stratégiques. Tant que la guerre soit populaire, la presse aperçoit cette responsabilité en termes de loyauté et de restreinte. La presse est libérée des contraintes de l'ère d'Eisenhower et inspirée par l'importance que l'administration Kennedy lui a affectée ; quand Kennedy meurt et Johnson hérite un engagement américain bien augmenté au Vietnam, la presse commence à voir cette responsabilité *morale* d'une façon qui pourrait endommager les buts de Washington.

KENNEDY ET LE VIETNAM

Malgré la politique répressive et impopulaire de Diem, ce n'est qu'en 1961, à l'élection du nouveau président américain, que les dirigeants de Washington mettent en question leur rapport avec le premier ministre sud-vietnamien. Malheureusement, les événements de cette époque font qu'un éloignement américain du Vietnam devienne de plus en plus impossible. Le discours prononcé par Nikita Khrouchtchev, le premier ministre soviétique, après l'élection de Kennedy mais avant son investiture, met la situation indochinoise au cœur de la guerre froide : ce dernier proclame que les guerres de libération nationale sont « sacrées », et promet son soutien envers celles-ci.⁷⁰ Kennedy, malgré son soutien indirect de l'assassinat de Diem en 1963,⁷¹ fait augmenter l'aide consultatif et militaire au Sud Vietnam tout au long de ses 1000 jours comme président. Répondant au gage soviétique de soutenir les guérillas révolutionnaires, Kennedy déclare son dévouement à la cause capitaliste au Vietnam :

Si nous ne sommes pas les pères du petit Vietnam, nous sommes sûrement ses parrains. Nous avons présidé à sa naissance, nous avons donné de l'aide à sa vie, nous avons aidé à former son avenir. Lorsque l'influence française dans les

⁷⁰ KISSINGER, *Ending the Vietnam War*, p. 28.

⁷¹ FITZGERALD, et al., *The Vietnam War : A History in Documents*, p. 65. Henry Cabot Lodge, l'ambassadeur américain à Saigon, a discuté la possibilité d'un coup d'état avec des généraux de l'armée sud-vietnamienne. Dans un câblogramme du conseiller au président pour les affaires étrangères (George Bundy) à Lodge, le 20 octobre 1963, ce premier écrit, « une fois arrivé un coup... c'est dans l'intérêt du gouvernement des Etats-Unis qu'il réussisse » (« once a coup... it is in the interest of the U.S. Government that it should succeed »).

sphères politiques, économiques, et militaires déclinait, l'influence américaine a constamment crû. C'est notre progéniture, nous ne pouvons pas l'abandonner, nous ne pouvons pas ignorer ses besoins.⁷²

La période Kennedy (1961-1963) est marquée par la croissance du rôle des « conseillers » militaires au Sud Vietnam ainsi que les premières considérations de l'envoi des troupes.⁷³ La crise des missiles soviétiques au Cuba en 1962 augmente la peur américaine de la menace communiste, et la presse reflète ces inquiétudes en soutenant subtilement la politique étrangère de l'administration.

En 1961, récemment élu, Kennedy a l'occasion de se séparer de Diem, de retirer les conseillers militaires, et de finir l'engagement économique au Vietnam. Selon le futur envoyé américain aux négociations de Paris, Henry Kissinger, cette période a offert la seule vraie occasion pour les Etats-Unis de sortir sans s'humilier.⁷⁴ Mais le moment propice est vite passé. Sous Kennedy, le nombre de conseillers militaires au Vietnam croît depuis environ 800 jusqu'à 16,000. A la fin de sa présidence, les Etats-Unis sont trop impliqués dans la politique sud-vietnamienne pour pouvoir en sortir.

LA CONTRE-ATTAQUE COMMUNISTE

L'opinion publique américaine est devenue le 'facteur X' dans la question vietnamienne entière.

⁷² Cité en KLEIN, Christian, *Cold War Orientalism: Asia in the Middle Brow Imagination*, Berkeley, University of California Press, 2003, p. 189.

⁷³ KISSINGER, *Ending the Vietnam War*, p. 34. En janvier 1961, quand Kennedy prend la barre, il n'y a que 900 conseillers militaires américain au Sud Vietnam. Deux ans et demi plus tard, à sa mort, ce chiffre se lève à 16,263.

⁷⁴ KISSINGER, *Ending the Vietnam War*, p. 37.

Harold Kaplan dans un mémorandum à Walt Rostow, l'assistant spécial de Johnson pour les affaires étrangères⁷⁵

La hausse des conseillers américains au Sud Vietnam renforce considérablement l'armée de la RVN. Le Nord Vietnam, et son homologue communiste sud-vietnamien, le Front National de Libération (FNL)⁷⁶, ne sont pas prêts à l'affermissement du régime Diem, qu'ils considèrent jadis comme faible et susceptible à une révolte interne. En plus, l'augmentation de la présence américaine au Sud Vietnam exclut l'option militaire pour renverser Diem. Face aux armes américaines, et sans les ressources militaires pour supporter une confrontation directe, comment les communistes vietnamiens pourraient-ils vaincre leurs ennemis ?

Les dirigeants de Hanoi trouvent la réponse à cette question dans la communauté internationale. Depuis des décennies, les Vietnamiens voulant réunir leur pays sous la direction communiste se sont tournés vers les puissances mondiales. Cette tendance explique non seulement les tentatives de Ho Chi Minh de gagner le soutien politique américain dans sa lutte contre les Français, mais aussi les nombreuses concessions qu'il fait à Genève en 1954. A la différence de leurs ennemis américains, qui sont contents d'augmenter la guerre sans aucun soutien étranger important, les communistes vietnamiens savent que leur faiblesse matérielle et financière (par rapport à leur adversaire) nécessite une puissance diplomatique. A partir donc de l'échec des accords de Genève, les dirigeants de la lutte anti-Diem commencent à parler d'une « balance révolutionnaire » dans laquelle « les forces de propagande » soutiennent « la lutte politique ».⁷⁷ Autrement dit, ils comptent utiliser la

⁷⁵ Cité par WYATT, p. 178. « American public opinion has become the 'X factor' in the entire Vietnamese equation ».

⁷⁶ Le Front National de Libération était appelé par ses ennemis américains le Viet Cong (voulant dire « Communiste Vietnamien »).

⁷⁷ BRIGHAM, Robert K., *Guerrilla Diplomacy: The NLF's Foreign Relations and the Viet Nam War*, London, Cornell

pression politique et l'opinion mondiale pour combattre les armes américaines.

Alors que les Américains augmentent l'aide économique, militaire, et consultatif au Sud Vietnam, la RDV et le FNL intensifient la bataille des mots à l'échelle internationale. En 1962, ils débute une « offensive internationale » afin de « déstabiliser le programme Kennedy et de rendre difficile que Washington trouve des actes de soutien de ces alliés traditionnels ». ⁷⁸

Dans cette période, les communistes essaient d'isoler les Etats-Unis de leur base de soutien internationale. Dans cette première étape de leur *offensive en relations publiques*, les antidiémistes connaissent beaucoup de succès : ils visitent, sur invitation, la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S., l'Indonésie, le Laos, le Cambodge, la Chine, et le Nord Vietnam afin de diffuser leur message « neutraliste » dans le monde. En 1962 et 1963, de nombreux dirigeants mondiaux parlent en faveur d'une solution négociée et neutraliste à la question vietnamienne, ce qui dérange beaucoup les conseillers de Kennedy. Parmi ces défenseurs, on trouve non seulement les noms attendus (les dirigeants communistes de Hanoi, Pékin, et Moscou), mais aussi des anticommunistes dont les Américains dépendent dans leurs efforts : Charles de Gaulle (le Président français), Achmed Sukarno (le Président de l'Indonésie), et U Thant (le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies). ⁷⁹ Le FNL et la RDV achèvent donc leur but d'attenter aux aspirations américaines en isolant Washington de l'unanimité internationale, mais ceci n'est que le début de la mise en marche de leur stratégie diplomatique. Si la séparation politique des Etats-Unis de leurs alliés ne les empêche pas de continuer la guerre, il faudrait « attaquer » les Etats-Unis directement. La deuxième étape de l'offensive devait diviser les Etats-Unis mêmes.

University Press, 1999, pp. 8-9. « ...we must retain the proper revolutionary balance » ; « self-defence and armed propaganda forces are needed to support the political struggle... ».

⁷⁸ Ibid, pp. 20-21. « A party leader later commented, 'that we could throw the Kennedy people off balance and make it difficult for Washington to find acts of support from its traditional allies... ».

⁷⁹ Ibid, pp. 23-35.

II. LE CONFLIT DEVIENT LA GUERRE

Une fois que nous subirons des morts, nous aurons commencé un processus irréversible. Notre engagement sera tellement grand que nous ne pourrons pas – sans souffrir de l'humiliation nationale – arrêter avant d'obtenir nos objectifs. Des deux possibilités, je pense que l'humiliation serait plus probable que l'obtention de nos objectifs – même après avoir payé un prix terrible.

Mémorandum de George Ball à Lyndon Johnson, 1965⁸⁰

L'HERITAGE DE KENNEDY

La période Kennedy est marquée par une intensification de la guerre civile vietnamienne, une hausse de l'engagement américain, la « perte » diplomatique de plusieurs alliés américains importants, un coup d'état contre les dirigeants sud-vietnamiens, et la mise en œuvre d'un précédent à la Maison Blanche dans laquelle les reporters s'attendent à un niveau élevé d'accès à et d'intimité avec l'administration présidentielle. C'est dans ce scénario défavorable à la politique de guerre que Lyndon Baines Johnson prête serment pour devenir Président des Etats-Unis.

Sans même parler de l'effet personnel que l'assassinat de Kennedy a pu avoir sur Johnson, la situation politique dans laquelle ce dernier se trouve est indéniablement difficile. Moins d'un mois après la mort de son prédécesseur, le secrétaire à la défense, Robert McNamara, décrit la situation au Vietnam comme « en train de se détériorer ». ⁸¹ Confronté

⁸⁰ Cité par FITZGERALD et al., p. 82. « Once we suffer large casualties, we will have started a well-nigh irreversible process. Our involvement will be so great that we cannot – without national humiliation – stop short of achieving our objectives. Of the two possibilities, I think humiliation would be more likely than the achievement of our objectives – even after we have paid terrible costs ».

⁸¹ Cité en FITZGERALD, et al, p. 68. « Viet Cong progress has been great during the period since the coup, with my best guess being that the situation has in fact been deteriorating in the countryside since July to a far greater extent than we realized because of our undue dependence on distorted Vietnam reporting ».

par une défaite éminente si les choses ne s'améliorent pas, Johnson est déchiré entre un retrait des forces américaines et une intensification importante. Son conseiller principal en affaires étrangères lui conseille que « la bonne voie c'est de continuer notre lutte contre la terreur Communiste... Pour cela, il faut un leadership... plus fort dans l'effort américain ».⁸²

Malgré le marécage vietnamien, Johnson a la chance d'avoir deux aspects politiques en sa faveur quand il arrive au pouvoir en 1963 : une presse toujours obéissante et timide, et une nation qui se mobilise pour lui à cause du choc de la mort de Kennedy. Comme il note l'historien Melvin Small, « en général, les Américains soutiennent un Président dans un moment de crise, même quand les choses ne vont pas bien ».⁸³ Face aux élections de 1964 et un adversaire républicain impopulaire, Johnson n'a qu'à prouver qu'il est suffisamment anti-communiste pour retenir le soutien de la presse et du peuple. Il cherche un moyen pour faire preuve de son anticommunisme sans endommager son alliance avec la gauche américaine, qui est généralement « colombe » (anti-guerre).

L'INCIDENT DU GOLFE DE TONKIN

Il est ironique qu'au début d'une guerre dans laquelle « l'ennemi, c'est la presse »⁸⁴ cette même presse « rapporte généralement sur ce que les dirigeants de l'administration leurs disent qu'ils rapportent ».⁸⁵ Il est aussi intéressant que le début de la guerre est remarquable non pas pour ses événements mais pour la publicité médiatique générée autour des incidents militaires dans le golfe du Tonkin qui n'ont jamais lieu. En 1964, Johnson se montre fort capable de guider et gérer la presse en sa faveur. Pendant cette première période de la Guerre du Vietnam, la presse est, sans doute, la meilleure alliée du gouvernement américain.

⁸² Cité en *Ibid*, p. 70. « The right course is to continue to strengthen our struggle against communist terror (which is exactly what it is). For this we need new and stronger leadership in the U.S. effort ».

⁸³ SMALL, Melvin, *Democracy & Diplomacy : The Impact of Domestic Politics on U.S. Foreign Policy, 1789-1994*. « In general, Americans support a president in crisis, even when things are going badly ».

⁸⁴ NIXON, Richard, conversations téléphoniques, ruban 822, National Archives, Washington, D.C., Etats-Unis.

⁸⁵ FITZGERALD et al, p.75.

Johnson n'a pas confiance que l'intensification de la Guerre du Vietnam est dans l'intérêt national, mais il sent que sa situation envers l'opinion publique et la presse pourrait devenir fragile s'il ne prouve pas son opposition « dur » contre le communisme. « Diable, je ne sais pas quoi faire » il confie à son ami Richard Russell en 1964 sur les futures élections.⁸⁶ S'il n'agit pas au Vietnam, son rival républicain allait l'accuser de la peur et de la faiblesse. Mais s'il augmente la présence américaine au Vietnam, il peut se trouver face à un manque de ressources pour pouvoir réaliser ses initiatives domestiques. Il y a assez de personnel et d'argent américain au Vietnam pour que les Etats-Unis soient impliqués dans une défaite, mais pas suffisamment pour pouvoir gagner. S'il allait s'engager à la cause sud-vietnamienne, pense Johnson, il faudrait absolument gagner ; autrement, la guerre ne serait qu'un suicide politique.

Pour pouvoir rendre au pays du Sud Vietnam le soutien dont il a besoin, il faut non seulement de l'argent mais d'une présence militaire américaine. McGeorge Bundy, le conseiller de Johnson pour la sécurité nationale, déclare que l'échec français en Indochine se doit à une « absence de volonté ».⁸⁷ Si l'administration Johnson n'a appris qu'une seule leçon de l'expérience française au Vietnam, c'est qu'une guerre menée à moitié effort n'est pas gagnable. Mais Johnson sait bien qu'il risque de perdre l'amitié de la presse et du public s'il envoie des troupes sans un prétexte défensif. Heureusement pour les *faucons* (ceux qui sont en faveur de la guerre) dans son administration, ce prétexte se présente moins de 9 mois après qu'il assume le commandement des Etats-Unis.

Le 2 août 1964, en train de faire des opérations de sabotage et d'espionnage près de la côte du Nord Vietnam, le destroyer USS Maddox notifie qu'un torpilleur nord-vietnamien a tiré sur lui. Sous les auspices des opérations PLAN-34 ALPHA, le destroyer américain surveillait les eaux internationales près de la côte et soutenait des équipes des commandos qui

⁸⁶ Cité en *Ibid*, p. 72. « I don't know what the hell to do ».

⁸⁷ BUNDY, McGeorge, « Memorandum for the president », 30 juin 1965, LBJ, VCA-TTU.

espionnaient dans le territoire du nord (une violation claire des accords de Genève). Après le premier échange de feu, la marine nationale américaine envoie un deuxième destroyer pour accompagner le Maddox dans sa mission, le USS Turner Joy. Deux jours plus tard, les hostilités reprennent.

La première attaque sur le Maddox n'est qu'un acte de rétorsion, une tentative nord-vietnamienne d'empêcher les Etats-Unis de continuer de « faire exploser des ponts... des rues, etc. » dans le territoire nord-vietnamien, comme Johnson reconnaît dans une conversation privée avec un ami.⁸⁸ La deuxième attaque, selon les témoins de l'incident, n'est qu'une fabrication complète. Mais le président américain veut clairement profiter des événements pour brandir sa fortitude en justifiant un rôle militaire augmenté dans la région : « La détermination de tous les Américains de réaliser notre engagement complet envers le peuple et le gouvernement du Sud Vietnam sera redoublée à cause de cette horreur ».⁸⁹ Son administration entreprend une campagne pour dépeindre les incidents comme preuves de l'agression du Nord Vietnam, et les attaques américaines suivantes comme l'autodéfense.

Dans un discours télévisé le 4 août 1964, Johnson annonce que les Etats-Unis allaient attaquer certaines bases nord-vietnamiennes pour se défendre contre « l'agression à travers la terreur ».⁹⁰ Cette même nuit, des avions américains lancent une attaque contre ces bases. Trois jours plus tard, le congrès américain passe la Résolution du golfe de Tonkin, donnant leur autorisation officielle pour que le président prenne « toute mesure nécessaire pour repousser une attaque armée contre les forces des Etats-Unis et pour empêcher d'autres actes

⁸⁸ Cité par FITZGERALD, et al, p. 76. Johnson lui dit à Robert Anderson, l'ancien secrétaire du trésor d'Eisenhower, que « il y a eu des opérations secrètes dans cette région que nous avons réalisé – faire exploser des ponts et d'autres choses de cette nature, des rues, etc » (« There have been some covert operations in that area that we have been carrying on – blowing up some bridges and things of that kind, roads and so forth »).

⁸⁹ Cité par « The President's Address », *New York Times*, 5 août 1964. « Aggression by terror against the peaceful villages of South Vietnam has now been joined by open aggression on the high seas against the United States of America ».

⁹⁰ Associated Press, « The President's Address », *New York Times*, 5 août 1964, p. 1. « Aggression through terror ».

d'agression ».⁹¹ Des 504 sénateurs et représentants, seulement deux s'opposent à la résolution.

La presse traite cette intensification avec une délicatesse favorable aux objectifs de l'administration Johnson. Dans une conférence de presse un jour après son discours, le secrétaire de la défense, Robert McNamara répond aux questions des reporters après une brève explication des attaques aériennes de la nuit d'avant. Aucun reporter n'ose contester la nécessité des attaques. Au lieu de provoquer, les questions ne touchent que les banalités. Voici quelques exemples :

« Monsieur le secrétaire, pourriez-vous nous dire l'altitude de l'attaque ? »

« Quel temps faisait-il ? »

« Pluvieux ? Un plafond bas ? »

« Pourriez-vous nous dire pendant combien de temps durait l'attaque entière ? »

« Quel genre de feu antiaérien ? »⁹²

Les dirigeants de l'administration ne savent pas expliquer pour quoi le Nord Vietnam choisit d'attaquer deux fois des Destroyers américains en haute mer. Mais avec très peu d'exceptions, la presse ne les oblige pas à des explications. Au lieu de questionner l'entreprise américaine au Vietnam, elle ne met en questions que les détails de cette entreprise. Cette attitude de suivisme et d'acceptation aveugle devait changer radicalement dans les prochaines années.

III. LA TRANSFORMATION DE LA PRESSE (1965-1968)

⁹¹ Cite par FITZGERALD et al, p. 78. « That the Congress approves and supports the determination of the President, as commander in chief, to take all necessary measures to repel any armed attack against the forces of the United States and to prevent further aggression ».

⁹² Associated Press, « Transcript of McNamara's News Conference », *New York Times*, 6 août 1964, p. 6. « Mister Secretary, can you tell us the height of the attack ? How was the weather ? Rainy, a low ceiling ? Can you tell us how long the entire attack lasted ? What kind of anti-aircraft fire ? »

Tu veux me baiser, Frank !?

Lyndon Johnson, Président des Etats-Unis à Frank Stanton⁹³

Avec la Résolution du golfe de Tonkin, Johnson suit la trace laissée par Kennedy. Si l'obstination de la presse envers une guerre croît en fonction de la quantité des troupes engagées, il raffermes aussi son propre destin. Alors qu'en 1961, quand Kennedy devient président, il n'y a que 900 Américains au Vietnam, la presse dépeint la situation indochinoise de façon positive et encourageante. En 1964, au lendemain de la Résolution du golfe de Tonkin et suivant une augmentation de l'année précédente à 16.263 « conseillers » américains, cette presse reste assez timide quant à la stratégie américaine au Vietnam.⁹⁴ C'est quand Johnson augmente les troupes de 23,000 en 1965 jusqu'à 540,000 en 1969 que la presse commence à se retourner contre lui.⁹⁵

Dans une période d'importants changements sociaux aux Etats-Unis (le mouvement des droits civils, le mouvement féminin, le mouvement indigène, etc.), la transition de la stratégie américaine instigue une transition de celle des dirigeants communistes. Inspiré par les soulèvements sociaux américains, Ho Chi Minh (le Président de la RDV), Tran Van Tra (le chef du FNL), et Nguyen Thi Binh (le ministre des affaires étrangères du FNL) s'intéressent de plus en plus à comment ils peuvent profiter du climat politique aux Etats-Unis pour faire avancer leur cause. Ils ont déjà déterminé ce qu'ils allaient faire (une campagne de propagande mondiale), où ils devaient concentrer leurs efforts (les Etats-Unis mêmes), et pourquoi (pour gagner la sympathie du public, en empêchant le Président américain de réaliser sa politique étrangère, surtout celle du soutien sud-vietnamien). Mais ils n'ont pas un

⁹³ Cité par WYATT, p. 145. Johnson appela le président de CBS (Corporate Broadcasting Station, une très grande compagnie médiatique) après que CBS avait diffusé des images des soldats américains en train de brûler des huttes sud-vietnamiennes, ce qui provoqua de l'outrage public.

⁹⁴ KISSINGER, *Ending the Vietnam War*, p. 37.

⁹⁵

moyen pour dissimuler leur message. C'est à cette époque, pendant la présidence de Johnson, et dans une période de crise d'identité de la presse américaine, que les communistes vietnamiens se rendent compte de l'emprise de la presse, et comment ils peuvent utiliser cet ex-allié du président comme leur meilleure arme contre les Etats-Unis aux négociations de Paris. L'ouverture de la presse, le climat politique aux Etats-Unis, et la présence physique des reporters au Vietnam sont des éléments qui se prêtent à l'exploitation des Nord-vietnamiens voulant influencer l'opinion publique américaine.

Les Etats-Unis sous l'administration Johnson exercent une stratégie de « relations publiques » qui convient davantage au style de reportage des années 50 qu'au nouveau journalisme des années 60. La lune de miel qui suit la Résolution du golfe de Tonkin est vite passée, et Johnson se trouve non seulement face à un ennemi déterminé au Vietnam, mais aussi à une presse de plus en plus interrogatrice aux Etats-Unis. Un exemple révélateur de ce changement chez la presse est celui de Tom Wicker, un écrivain du *New York Times*. En 1965, il applaudit Johnson pour sa guerre « équilibrée », et approuve de ses « buts limités et probablement réalisables ».⁹⁶ Deux mois après le début de l'offensive du Têt, il note que « l'opinion public américain va vers la conclusion que la guerre au Vietnam est un désastre rampant que les moyens militaires ne peuvent pas rectifier ». ⁹⁷ Dans un autre article deux mois plus tard, citant les restrictions économiques de l'époque, ce même auteur appelle au Président de choisir entre ses initiatives intérieures et sa « guerre catastrophique » qu'il décrit comme « une des plus graves erreurs dans l'histoire américaine ».⁹⁸ Et pourtant, il avait soutenu cette guerre en 1965 !

La raison pour laquelle la presse se retourne contre Johnson n'est pas seulement une

⁹⁶ WICKER, Tom, « Washington : Limited Aims in Vietnam », *The New York Times*, 30 juillet 1965, p. 24. « ... these are limited but probably obtainable aims... ».

⁹⁷ Ibid, « In the Nation : Agonizing Reappraisal », 10 mars 1968, p. E15. « American public opinion seems to be moving to the conclusion that the war in Vietnam is a creeping disaster that military means cannot salvage ».

⁹⁸ Ibid, « In the Nation : Guns, Butter, and Folly », *The New York Times*, 17 mai 1968, p. E13. « ... this catastrophic war... is one of the greatest mistakes in American history ».

question de la « culture de désobéissance » souvent associée avec les années 60. Au contraire, les articles et des éditoriaux de la période de 1965 à 1968 montrent que les reportages américains restent largement favorables aux objectifs américains, et dépendent majoritairement de l'information officielle gouvernementale. Malgré cela, la presse a, en effet, gagné un nouveau niveau d'indépendance qui occasionne des critiques auxquelles le gouvernement américain n'est pas habitué. Un journaliste du *Washington Post* déclare que « les correspondants ont eu plus raison que tort » grâce au fait que le nouveau journaliste américain « se méfie de tout le monde ». ⁹⁹ Quand le Vice-Président de Nixon, Spiro Agnew, dénonce la presse en 1969, les grands rédacteurs s'unissent pour dénoncer son discours dans un seul article collectif. ¹⁰⁰ La presse n'est plus le valet du président.

L'attitude de l'administration Johnson envers la presse est caractérisée par trois éléments : 1) la fermeture, 2) l'optimisme irréaliste, et 3) l'indifférence.

1) Alors que les dirigeants communistes invitent les journalistes occidentaux à venir voir la réalité des jungles sud-vietnamiennes et de la ville capitale bombardée du nord, ¹⁰¹ Johnson, ayant peur d'attirer trop d'attention à la question vietnamienne et voulant se concentrer sur ses initiatives domestiques, préfère mentionner la guerre en passant, la simplifiant à un conflit sommaire entre les agresseurs communistes et les victimes capitalistes,

⁹⁹ JUST, Ward, « Covering the War ; Case for the Press », *The Washington Post*, 26 novembre 1967, p. B6. « ...a reporter... is suspicious of everyone and everything. The correspondents have up to now been more right than wrong ».

¹⁰⁰ « Response to Vice President's Attack », *The New York Times*, 21 novembre 1969, p. 22.

¹⁰¹ WYATT, pp. 154-156 : La République Démocratique du Vietnam recevait plusieurs journalistes et civils américains, parmi eux Harrison Salisbury du *New York Times*, un des premiers journalistes à couvrir la guerre d'une perspective nord-vietnamienne. WEBB, Kate, *On the Other Side : 23 Days with the Viet Cong*, Ann Arbor, Quadrangle Books, 1972 : Une journaliste australienne, Kate Webb, fut capturée par des soldats du FNL et passa 23 jours comme leur prisonnière. Après son échappe, elle écrit un livre d'un point de vue assez sympathique aux insurgés. « Discours de Jane Fonda à Radio Hanoi », 1972, accédé à travers <http://www.aiipowmia.com/inter23/in300603hanoiradio.html> le 8 février, 2009. Le cas peut-être le plus connu de l'ouverture nord-vietnamienne aux occidentaux fut celui de Jane Fonda, l'actrice américaine qui dénonça la guerre impérialiste au Vietnam pendant son séjour à Hanoi : « Une chose que j'ai sans doute appris depuis que je suis dans ce pays, c'est que Nixon ne pourra jamais casser l'esprit de ces gens ; il n'arrivera jamais à faire du Vietnam, nord et sud, une néo-colonie des Etats-Unis, en bombardant, , en envahissant, en attaquant de n'importe quelle façon » ; « One thing that I have learned beyond a shadow of a doubt since I've been in this country is that Nixon will never be able to break the spirit of these people ; he'll never be able to turn Vietnam, north and south, into a neo-colony of the United States by bombing, by invading, by attacking in any way ».

ignorant toute question de nationalisme, d'héritage colonialiste, et de corruption. Afin de réaliser cet objectif, il essaie de limiter la couverture médiatique de la Guerre du Vietnam, ce qui rend furieux les journalistes.

2) Quant à son optimisme irréaliste, la Société Américaine des Rédacteurs des Journaux (the American Society of Newspaper Editors) l'accuse « d'essayer constamment de faire paraître les nouvelles mieux qu'elles ne le sont ». ¹⁰²

3) Finalement, bien que la caractéristique d'indifférence puisse sembler bizarre dans le contexte des deux autres traits, Johnson et ses proches conseillers traitent effectivement la presse d'une manière qui reflète leur croyance que le problème vietnamien est militaire, et non pas diplomatique et politique. A la différence des Nord-vietnamiens qui commencent à reconnaître la valeur « propagandiste » de la presse, l'administration Johnson sous-estime son influence. Même si le *Joint United Public Affairs Office* est établi à Saigon sous son administration pour diffuser de l'information médiatique au Vietnam, c'est l'ambassadeur, et non pas le président, qui en prend charge. ¹⁰³

Ces trois caractéristiques sèment le doute, à partir de 1966 et culminant en 1968 avec le choc de l'offensive du Têt, chez les personnages médiatiques. Le fait que l'administration n'est pas réceptive aux enquêtes de la presse pousse cette dernière à chercher des sources autre part (notamment, chez les sources communistes). La presse réagit à l'optimisme reflété dans les discours de Johnson par se méfier de toute information officielle et par critiquer de plus en plus ce qu'ils aperçoivent comme des « mensonges » gouvernementales. Finalement, la tendance de l'administration de ne pas faire suffisamment d'attention à la question vietnamienne donne une longueur d'avance aux dirigeants communistes vis-à-vis de leur capacité d'établir des contacts solides et confiants dans le monde journalistique et

¹⁰² Cité par WYATT, p. 176. « The American Society of Newspaper Editors criticized Johnson for 'consistently trying to make the news sound or seem better than it is'.

¹⁰³ PORTES, p. 100.

diplomatique.

Alors que Johnson « perd » la presse, les dirigeants communistes du FNL et de la RDV font des progrès dans leur effort de gagner la sympathie américaine. Les problèmes de Johnson envers la presse viennent du fait que les Etats-Unis et la RDV/FNL mènent deux guerres différentes. Alors que les Etats-Unis se fixent sur la guerre des *armes* au Vietnam, les Nord-vietnamiens se concentrent sur la guerre des *mots* dans les journaux américains. Les deux parties gagnent leurs propres guerres, mais c'est la guerre des mots qui allait déterminer le résultat final du conflit.

Malgré les progrès militaires faits par le Général de l'armée américaine, William Childs Westmoreland, Johnson et ses compatriotes ne parviennent pas à convaincre la presse ni de ses bonnes intentions ni du supposé progrès. Quand Johnson accuse le FNL d'être un « gouvernement fantoche » de la RDV, la presse répond, sous le prétexte de l'objectivité, par publier les discours des membres du FNL qui réfutent les paroles de Johnson.¹⁰⁴ Tandis que Johnson se vante des efforts américains d'empêcher l'agression communiste mondiale, les journaux publient des articles sur des prêtres américains opposés à la guerre.¹⁰⁵ Quand Johnson déclare un arrêt des bombardements sur Hanoi pendant quelques mois afin d'ouvrir la voie à des négociations, un éditorial du *New York Times* l'accuse du cynisme le plus bas, proclamant que la pause n'est qu'un effort « de convaincre les critiques... que c'est le Nord Vietnam et la Chine qui empêchent les négociations, non pas les Etats-Unis ». ¹⁰⁶ L'administration Johnson sent que la presse, dans un effort de se comporter comme un « frein » sur le pouvoir gouvernemental, donne trop de place aux défaillances américaines et aux victoires communistes. Quand la presse commence à publier des fuites d'information sur

¹⁰⁴ SALISBURY, Harrison, « Aide says liberation front is independent of North », *New York Times*, 5 janvier 1967, p.1.

¹⁰⁵ « Clergyman rap war in Vietnam », *The Washington Post, Times Herald*, 27 décembre 1966, p. A1.

¹⁰⁶ Cité par Brigham, p. 45. « On May 19 the *New York Times* editorialized that there were strong indications that the Johnson administration had hastily called a bombing pause 'to convince critics at home and abroad that North Vietnam and China were preventing negotiations, not the United States.' »

des sites des prochains bombardements au Nord Vietnam, Johnson devient « furieux ».¹⁰⁷ Johnson n'a pas les mêmes bonnes relations avec la presse dont ses prédécesseurs ont joui.

A l'automne de 1967, face à un mouvement anti-guerre croissant et commençant à se rendre compte de l'importance géopolitique de l'opinion publique, Johnson entreprend une campagne de « relations publiques » pour regagner l'allégeance de la presse. C'est au pire moment possible. Consacrant plus de temps à expliquer la guerre, demandant encore des troupes, et insistant que la victoire devienne de plus en plus proche, le public et la presse se rallient autour du président, applaudissant sa persistance, et se préparant pour une défaite communiste en Indochine. Quand la plus importante attaque sur le Sud Vietnam et leurs alliés américains a lieu quelques semaines juste après ces sentiments de soutien, la presse perd complètement sa confiance en Johnson. Le contraste entre la rhétorique optimiste de la fin de 1967 et les images choquantes de l'offensif du Têt de 1968 met le public américain en colère.

Cette attaque est peut-être l'exemple le plus révélateur de l'importance et de l'attitude de la presse et les changements qu'elle vit sous Johnson. Pendant plusieurs mois de 1968 les forces du FNL abandonnent leurs tactiques traditionnelles *guerrillas* pour un combat en masse. Cette décision les expose directement au pouvoir d'attaque militaire américain, et le résultat est la boucherie des troupes communistes. Malgré cela, Têt est considéré aujourd'hui comme le tournant majeur de la Guerre du Vietnam et une grande victoire des communistes. Cette perception se doit aux reportages, et non pas aux événements.

L'offensive du Têt a lieu les trois mois suivant le 30 janvier, 1968. 1.700 soldats américains meurent pendant le mois de février, la période des plus importants combats. Dans

¹⁰⁷ RESTON, James, « Washington : Vietnam and the Press », *The New York Times*, 29 juin 1966, p. 46. « The President is reported to be furious about several recent disclosures in the press... ».

cette même période, entre 40.000¹⁰⁸ et 58.000¹⁰⁹ soldats de la RDV et du FNL perdent leurs vies. Une campagne de surprise des forces de la RDV et du FNL, l'offensive est une défaite militaire grave pour les communistes, et une victoire stratégique importantes pour l'armée américaine. Mais les reportages sur Têt indiquent le contraire. L'offensive marque le moment de la rupture définitive entre l'opinion collective de la presse des souhaits du gouvernement. Têt finalise le processus débuté sous Kennedy, celui d'une reformation médiatique, une renaissance d'une presse méfiante, indépendante, et critique. A la télévision, les reporters changent radicalement d'orientation politique et de ton quand ils disent à leurs spectateurs que la Guerre du Vietnam est devenue une « impasse ».¹¹⁰ Les éditoriaux commencent à remettre en question l'entreprise américaine au Vietnam d'une façon beaucoup plus directe et virulente qu'avant. Johnson, après deux mois face à cette crise de confiance dans son administration, annonce sa démission le 31 mars, 1968. Alors que 57% de la population américaine se déclare en soutien de Johnson en 1965, il n'y a que 32% qui défend sa politique après l'offensive du Têt.¹¹¹ Malgré le fait que l'offensive est « une défaite communiste considérable »,¹¹² le *New York Times* la caractérise comme « spectaculairement réussie ».¹¹³ Même si les Américains gagnent la guerre au Vietnam, Johnson l'a certainement perdue.

Plusieurs journaux impriment les dépêches du FNL après l'offensive du Têt, dans lesquels les porte-paroles de la cause anti-américaine vietnamienne plaident aux soldats

¹⁰⁸ BATES et al. (eds.), *Reporting Vietnam: Part Two*, New York, The Library of America Publishing Group, 1998, p. 787

¹⁰⁹ WYATT, p. 166.

¹¹⁰ HALLIN, Daniel C., *The 'Uncensored War,'* Berkeley, University of California Press, 1986, p. 161.

¹¹¹ GALLUP, Alec M. et NEWPORT, Frank, *The Gallup Poll*, Lamhan, Rohman and Littlefield Publishers, inc., 2006, p. 240.

¹¹² KISSINGER, *Ending the Vietnam War*, p. 46.

¹¹³ « The Question in Vietnam », *The New York Times*, 4 février 1968, p. E12. « ...the spectacularly successful communist Tet offensive ».

américains de « demander une rapatriement et une fin à cette guerre agressive et sale ». ¹¹⁴ Le *New York Times* décrit l'offensive du Têt comme un « coup lourd » à la stratégie américaine au Vietnam, déclarant que « la futilité de l'intensification... a longtemps été évidente », et que « la recherche d'une solution militaire et non seulement futile mais inapplicable. » ¹¹⁵ Les rédacteurs du *Christian Science Monitor* écrivent que « l'administration doit faire face à un double échec : d'abord, chez soi ; et après, au Vietnam ». ¹¹⁶ Lee Lescaze, du *Washington Post*, déclare que « les convictions antérieures à Têt étaient faites de sable ». ¹¹⁷ Dans le *Washington Star*, Orr Kelly souligne à quel point les Américains sont choqués par l'attaque (malgré le fait que les services d'intelligence ont mis l'armée en garde des mois avant). ¹¹⁸ Plusieurs sénateurs demandent un changement radical de la politique américaine au Vietnam. ¹¹⁹ Même le *Wall Street Journal*, ce bastion de la droite qui a soutenu la guerre depuis son commencement, finit par la critique directe et hostile envers l'administration. ¹²⁰

Une raison pour laquelle l'offensive du Têt apparaît tellement destructrice à la cause américaine au Vietnam s'attribue à la manière dont les Nord-vietnamiens et leurs alliés dans le FNL gèrent et manipulent les événements à leur faveur. Alors que Johnson considère l'invasion du point de vue militaire, les dirigeants de Hanoi entreprennent l'invasion afin de convaincre le public américain que la guerre au Vietnam ne vaut pas la peine. Leurs dépêches et leurs messages directs à la presse et au public américains renforcent les images macabres à la télévision et dans les journaux. Même si la démarche défensive américaine réussit à écraser

¹¹⁴ Special to the New York Times, « Viet Cong says war is in a new stage », *The New York Times*, 5 février 1968, p. 16. « ...strongly demand repatriation and an end to this dirty aggressive war ».

¹¹⁵ « Needed : A Vietnam Strategy », *The New York Times*, 24 mars 1968, p. E16. « ...the heavy blow of the Communist Tet Offensive... » ; « The futility of allied-initiated escalation has long been evident » ; « ... the search for a military solution [is] not only futile but irrelevant ».

¹¹⁶ « Putting Right What Went Wrong », *Christian Science Monitor*, 15 mars, 1968 p. 18. « The administration has to face a two-pronged failure : first, at home ; and second, in Vietnam ».

¹¹⁷ LESCAZE, Lee, « Red Drive Casts Harsh Light on Military, Political Failings », *The Washington Post, Times Herald*, 26 février 1968, p. A14. « ...pre-Tet convictions were built on sand ».

¹¹⁸ HAMMOND, p. 111.

¹¹⁹ UNNA, Warren, « Fulbright asks policy review », *The Washington Post, Times Herald*, 26 février 1968, p. A1.

¹²⁰ KISSINGER, p. 47.

les forces du FNL, les reporters, dont le nombre au Vietnam a beaucoup crû depuis le début de la guerre, dramatisent les exécutions sommaires dans les rues, le Viet Cong sur le gazon de l'ambassade, et l'organisation secrète massive des commandos du FNL. Les journalistes ne mentent pas, mais le simple effet de rapporter vraisemblablement les événements au Sud Vietnam rend complexe les maximes victorieuses de Johnson et son équipe.

L'offensive du Têt bouleverse l'image projeté par l'administration Johnson : celle d'un triomphe proche contre un ennemi reculant et affaibli. La presse, reflétant l'opinion publique et même influant sur elle, perd sa confiance dans la guerre et dans le président, sa cote de popularité baissant jusqu'à 26%, le plus défavorable de sa présidence.¹²¹ Des thèmes familiers, comme celui de « l'agression communiste », n'apparaissent plus du tout dans les reportages sur le Vietnam.¹²² Pour demeurer pertinent chez ses lecteurs, face à une administration généralement aperçue comme trompeuse dans une guerre perçue comme une erreur, la presse adopte une position interrogatrice, examinatrice, et critique. Le public, influencé par ces nouveaux reportages, devient lui aussi plus critique et radicale. Dans ce va-et-vient entre la presse et le public, caractérisé par un nouvel ennemi commun (les mensonges supposés de l'administration), la qualité d'un reportage est mesurée par sa volonté de confronter cet ennemi. Quand Walter Cronkite, le présentateur connu comme « l'homme le plus franc de l'Amérique », annonce que la guerre est devenue une impasse, Johnson sait qu'il a perdu, définitivement, l'opinion publique.¹²³ « Si j'ai perdu Cronkite, j'ai perdu... l'Amérique » dit Johnson à ses proches.¹²⁴ Henry Kissinger qualifie l'offensive comme une « victoire psychologique importante pour Hanoi ».¹²⁵ Le secrétaire de défense, Clark Clifford,

¹²¹ BRIGHAM, p. 75.

¹²² HALLIN, p. 179.

¹²³ Cité par Ibid, p. 106.

¹²⁴ CRONKITE, Walter, « We are mired in stalemate » (transcription), Southern Methodist University, accédé à travers le site <http://faculty.smu.edu/dsimon/Change%20--Cronkite.html>, 7 mars 2009.

¹²⁵ KISSINGER, p. 46.

admoneste ses généraux de ne jamais répéter l'erreur de « l'optimisme exagéré ».¹²⁶

Au moment d'une crise de la taille de l'offensive du Têt, Johnson a besoin de la presse pour renforcer la perception que les images à la télévision et les statistiques dans les journaux ne constituent pas une menace à la victoire américaine au Vietnam. Mais les éditoriaux avaient commencé à le lâcher plusieurs mois avant. Même s'il existe un certain élément du ralliement autour du président dans ce scénario de crise, Johnson sait que l'opinion publique ne resterait pas favorable pendant longtemps sans le soutien de la presse. En 1964, il a pu compter sur les médias pour gérer le public en filtrant l'information rapportée par les services gouvernementaux ; en 1968, il n'a plus ce privilège. En attaquant le Sud Vietnam en janvier 1968, les soldats de la RDV et du FNL tentent « d'encourager la lassitude de la guerre, intensifier l'opposition à la guerre aux Etats-Unis et au Sud Vietnam, et obliger les alliés à entrer dans les négociations en désavantage ».¹²⁷ Ils réussissent sur tous les trois domaines.

Le 31 mars, le jour même où il donne sa démission, Johnson annonce un arrêt partiel des bombardements « dans un effort d'activer des négociations ».¹²⁸ La guerre, il semble, allait finalement prendre fin.

2. « MORE FORM THAN SUBSTANCE » : LE DEBUT DES NEGOCIATIONS

A. L'ESPOIR DE 1968

¹²⁶ HAMMOND, p. 127.

¹²⁷ BALDWIN, Hanson W., « Public Opinion in U.S. and Vietnam is Viewed as Main Target of New Offensive by Vietcong », *The New York Times*, 1 février 1968, p. 12. « The enemy hopes to foster war-weariness, to strengthen the opposition to the war in the United States and in South Vietnam, and to force the allies to enter negotiations at a disadvantage ».

¹²⁸ Bates, et al., p. 787.

I. LE DISCOURS DU 31 MARS : SES CAUSES ET SES IMPLICATIONS

Avec de jeunes Américains au loin sur le terrain, avec l'avenir de l'Amérique en question, ici-même, avec nos espoirs et les espoirs de paix dans le monde mis en cause chaque jour, je ne crois pas pouvoir consacrer une heure de mes journées et de mon temps à des causes personnelles et partisans, ou à des tâches autres que celles, impressionnantes, de la présidence de votre pays. Aussi, je ne rechercherai, ni n'acceptera la nomination de mon parti pour un autre mandat de président.

Lyndon Johnson dans un discours télévisé en direct, le 31 mars 1968¹²⁹

Il semble que Ladybird Johnson, cette femme tellement aimée et admirée par le président qu'il l'épouse moins de trois mois après avoir fait sa connaissance, soit la seule personne à laquelle Johnson confie ses intentions de ne pas se présenter dans les élections de 1968. Pour le reste du pays, y comprise la presse, le discours du 31 mars provoque « un choc » total.¹³⁰ Même les journalistes présents ne se rendent pas compte du « secret absolu et parfaitement gardé » avant le discours, car la section qui annonce son retrait de la politique (citée ci-dessus) est éliminée de la transcription qui leurs a été donné cet après-midi.¹³¹ La réception médiatique est mitigée. Le *Washington Post* met l'accent sur le courage du discours, exprimant sa « gratitude et appréciation » pour cet homme dont « le sacrifice personnel pour l'unité nationale lui donne le droit à une place très spéciale dans les annales de l'histoire américaine ».¹³² Le *Christian Science Monitor* applaudit ce « fonctionnaire sincère et patriotique ».¹³³ Mais les autres journaux principaux, reflétant le sentiment public, expriment

¹²⁹ Cité par BERTRAN, C.-J., *Les Années Soixante, 1961-1974*, Nancy, PUN, 1989, pp. 119-120.

¹³⁰ PORTES, p. 205.

¹³¹ « I Will Not Accept », *The New York Times*, 1 avril 1968, p. 44. « ... a complete and perfectly kept secret ».

¹³² « In the name of unity », *The Washington Post*, 1 avril 1968, p. A18. « He has made personal sacrifice in the name of national unity that entitles him to a very special place in the annals of American history and to a very special kind of gratitude and appreciation ».

¹³³ « President Johnson Withdraws », *The Christian Science Monitor*, 2 avril 1968, p. 22. « ...this sincere and

leur scepticisme envers les intentions du président. Les rédacteurs du *New York Times* redoutent que l'annonce ne soit que le début de sa campagne présidentielle, un geste fait pour montrer son désintéressement politique tout en ralliant le public à le soutenir au cas où la guerre prend fin et il change d'avis en ce qui concerne l'élection.¹³⁴ Le *Wall Street Journal* va même plus loin dans sa critique, déclarant la démission « une confession de son échec ».¹³⁵

En préparant son discours, Johnson décide de remplacer la phrase « je voudrais vous parler de *la guerre* au Vietnam » avec la phrase, « je voudrais vous parler de *la paix* au Vietnam ».¹³⁶ Ce changement subtil du mot « guerre » avec le mot « paix » reflète non seulement une modification des objectifs géopolitiques du chef d'état américain, mais aussi une véritable transformation dans la manière dont les américains regardent leur rôle en Asie du Sud. La théorie des dominos étant discréditée depuis longtemps dans l'opinion public, la guerre n'est plus discutée en termes de « victoire » ou « défaite », mais avec des mots comme « honneur », « stabilité », et « retrait ». Le soulignement du thème de la paix dans le discours de Johnson est le résultat naturel d'un changement stratégique reflétant les leçons apprises au long des trois ans de guerre contre un ennemi motivé. La campagne militaire et diplomatique menée par la RDV et le FNL réussit à séparer les Etats-Unis de ses alliances internationales et à diviser le public américain. Le discours du 31 représente donc une victoire importante dans les yeux des dirigeants communistes qui le perçoivent comme un premier pas vers un retrait des forces américaines. Les Vietnamiens et les Américains n'en veulent plus de la guerre d'usure, et le moment semble propice pour mettre fin à « cette guerre affreuse, cruelle, et laide – cette guerre que personne ne veut », comme le décrivent les rédacteurs du *New York Times*.¹³⁷

patriotic civil servant... ».

¹³⁴ « I Will Not Accept », *The New York Times*, 1 avril 1968, p. 44.

¹³⁵ « Mr. Johnson's Withdrawal », *The Wall Street Journal*, 2 avril 1968, p. 16. « A confession of failure ».

¹³⁶ HALLIN, p. 178.

¹³⁷ « I Will Not Accept », *The New York Times*, 1 avril 1968, p. 44. « ...this dreadful, cruel, and ugly war – the

Les dirigeants du Nord Vietnam répondent à l'appel de Johnson inhabituellement vite parce qu'ils se considèrent dans « une position de puissance alors que Johnson est dans une position de faiblesse ».¹³⁸ Ils veulent montrer à la communauté internationale (dont tous les yeux sont tournés vers Hanoi) qu'ils sont raisonnables et ouverts à une fin négociée. Cette démonstration de volonté est indispensable à maintenir leur soutien international (y compris, l'américain), un soutien qui dépend de la perception que les dirigeants nord-vietnamiens sont plus raisonnables et orientés vers la paix que leurs homologues américains. Moins de 72 heures après le discours de Johnson, les leaders communistes annoncent qu'ils sont prêts à envoyer des représentants pour rencontrer les représentants américains :

Le gouvernement de Hanoi se déclare prêt à désigner son représentant pour prendre contact avec un représentant des Etats-Unis en vue de déterminer la cessation inconditionnelle des bombardements et de tout autre acte de guerre contre la République démocratique du Vietnam, afin que les négociations puissent commencer.¹³⁹

Si le langage de la déclaration paraît un peu mitigé, c'est parce que la RDV ne veut pas se commettre à une fin négociée quand il semble qu'une victoire totale soit toujours possible. Les leaders communistes pensent qu'en étant durs, ils peuvent convaincre l'administration Johnson de l'efficacité d'un arrêt inconditionnel des bombardements sans faire eux-mêmes des concessions. Ils insistent, comme ils ont fait depuis des années, sur un arrêt complet des bombardements (et non pas partiel, comme celui annoncé par Johnson le 31 mars), et ils diffusent dans le même temps une forte condamnation des intentions de Johnson et du gouvernement « fantôme » de Thieu, le premier ministre sud-vietnamien :

Il est évident que le gouvernement des Etats-Unis n'a pas

war that nobody wants ».

¹³⁸ Cité par BRIGHAM, p. 77.

¹³⁹ Traduction du journal *Le Monde* (5 mai 1968), Cité par PORTES, p. 211.

sérieusement et complètement rempli les demandes légitimes du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, de l'opinion progressiste américaine, et de l'opinion mondiale.¹⁴⁰

Les références à l'opinion américaine sont particulièrement indicatives de la stratégie générale employée par Hanoi au cours des négociations. Comme Nguyen Co Thach, le ministre des Affaires étrangères, remarque une trentaine d'années plus tard, « nous lançons toujours une initiative diplomatique après une victoire sur le champ de bataille ».¹⁴¹ L'offensive du Têt a créé une opportunité importante pour Hanoi : la baisse de soutien populaire de la guerre aux Etats-Unis favorise la création de nouveaux liens et d'importantes alliances avec les opposants américains de Johnson. Les Nord-vietnamiens essaient d'ouvrir ses connexions sans laisser entendre que l'offensive du Têt les a fait mal ou qu'ils sont prêts à faire des compromis, car une telle confession pourrait endommager la morale de leurs troupes ou provoquer un durcissement de la position de l'administration Johnson dans des pourparlers. Les Nord-vietnamiens projettent alors une image de flexibilité tout en critiquant les Etats-Unis pour leur inflexibilité. Alors que le premier ministre nord-vietnamien (Pham Van Dong) attaque les Etats-Unis dans un entretien avec le journal communiste français *l'Humanité*, les représentants du FNL se bousculent pour l'attention médiatique, accusant les Etats-Unis de « perpétrer des crimes monstrueuses » alors qu'ils « réclament des négociations ».¹⁴² L'équilibre entre la projection de la volonté de travailler pour la paix et la rhétorique incendiaire est frappante.

La presse perçoit correctement les contradictions dans le message de Hanoi, mais l'ambiance politique aux Etats-Unis ne se prête pas à l'analyse profonde de la situation. Le

¹⁴⁰ « Text of Hanoi's Statement Responding to Johnson », *The New York Times*, 4 avril 1968, p. 16. « It is obvious that the U.S. government has not met the serious and legitimate demands of the government of the Democratic Republic of Vietnam, or progressive American opinion, and of world opinion ».

¹⁴¹ Cité par BRIGHAM, p. 27. « We always launched a diplomatic initiative after a battlefield victory ».

¹⁴² BRIGHAM, p. 66. « ... while continuing to perpetrate monstrous crimes in South Viet Nam, the U.S. is clamoring for peace negotiations in vain attempts to achieve its criminal designs ».

lendemain de l'annonce de l'acceptation de la RDV d'ouvrir des négociations, James Earl Ray assassine Martin Luther King Jr., le vénérable leader du mouvement des droits civils. Dans la fureur qui suit, les journaux consacrent leurs pages aux émeutes raciales, spéculant sur les conséquences de l'assassinat et le futur du mouvement noir aux Etats-Unis. Dans le contexte de ces bouleversements sociaux et politiques, les Américains, et surtout Johnson, cherchent quelque chose pour mettre en équilibre le désarroi de la violence raciale. La possibilité d'une fin de la Guerre du Vietnam, malgré le refus de Johnson d'arrêter complètement les bombardements du nord et la rhétorique incendiaire des communistes, offre cette bonne nouvelle tellement voulue par l'administration présidentielle.

Dans les reportages suivants l'invitation aux discussions, il semble que Johnson prenne l'avantage sur les Nord-vietnamiens. Son soutien populaire augmente considérablement suivant sa démission, et la presse reflète cette nouvelle popularité en insistant sur la probabilité des négociations productives, une probabilité dont dépendent non seulement le legs de Johnson mais aussi le résultat des élections pour le parti démocrate. Le *Washington Post* fête la réponse de Hanoi en se demandant, « est-on arrivé au moment magique ? ».¹⁴³ Quand Thieu dénonce l'initiative de Johnson comme l'équivalent de céder aux communistes, les journaux répondent par attaquer l'opiniâtreté du premier ministre sud-vietnamien, ce qui aurait sûrement coïncidé avec les vœux du président américain (et, ironiquement, à ceux de Hanoi).¹⁴⁴ Sa volonté de négocier et son retrait de la politique gagnent pour le président la faveur des journaux. Mais cette pause temporaire dans la critique dépend du progrès vers une fin négociée au conflit vietnamien – et ce progrès devait se montrer plus fugace que prévu dans les mois à venir.

II. UN TOUR DU MONDE

¹⁴³ « A Tremendous Tiny Step », *The Washington Post*, 4 avril 1968, p. A20. « Could this be the magic moment ? »

¹⁴⁴ « Saigon's First Task », *The New York Times*, 5 avril 1968, p. 5.

Les Nord-vietnamiens n'improvisent point quand ils négocient. Chaque mouvement fait partie d'un plan méticuleux. Ils ont leur propre calendrier, et ils ne se dépêcheront pas ».

Un fonctionnaire américain dans une interview avec les *New York Times*¹⁴⁵

Les gros titres des pages « internationales » des journaux américains sont dominés au mois d'avril par l'espoir de la paix au Vietnam et les complications que cette possibilité entraîne, notamment le désaccord sur le futur site des négociations. Aucune partie ne trouve les propositions de l'autre adéquates. Pendant un mois, tandis que la guerre continue à ravager le Vietnam, Washington et Hanoi se battent pour promouvoir la ville pour les négociations qui leur conviendrait mieux en ce qui concerne la diffusion de la propagande. L'administration Johnson essaie de faire commencer les pourparlers le plus vite possible afin de renforcer sa nouvelle image comme conciliateur et d'assurer un retrait des forces avant les élections en novembre. Pham Van Dong et Pham Hung (le leader du FNL), comprenant la situation politique délicate de Johnson, ont d'autres idées. « L'initiative diplomatique » débutée par la RDV et le FNL après l'offensive du Têt comprend une série des communiqués de presse comprenant certaines exigences irréalistes afin de retarder les négociations, car, dans leur plan, plus Johnson reste au Vietnam sans des signes de progrès, plus il serait obligé de faire des concessions. Bref, les dirigeants communistes veulent réussir un beau coup : retarder les négociations tout en projetant les Etats-Unis comme le seul responsable du retard.

Hanoi, dans une première démonstration de cette stratégie, commence par proposer

¹⁴⁵ SMITH, Hendrick, « On Talks : Hanoi Won't Be Hurried », *The New York Times*, 21 avril 1968, p. E1. « The North Vietnamese don't improvise when they are negotiating. Every move is part of a very careful plan. They have their own timetable and they won't be hurried ».

trois villes : Phnom Penh, Varsovie, et Paris.¹⁴⁶ Les trois offrent des avantages tangibles aux Vietnamiens – Phnom Penh se situe géographiquement proche (et n'a pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis depuis 1965), Varsovie est une ville dominée par une idéologie commune, et Paris offre la langue française, ce qui pourrait faciliter les relations avec journalistes et avec le gouvernement hôte. Johnson commence par proposer Genève, un choix qui semble logique car le site est neutre est la ville est assez grande pour recevoir les nombreux diplomates et journalistes. De plus, Genève était le site des négociations de 1954 (sans parler du fait qu'il y a une grande ambassade américaine, ce qui pourrait faciliter l'organisation de l'équipe des négociateurs du point de vue américain).¹⁴⁷ Ce va-et-vient alimente des rumeurs dans la presse, et la liste des sites possibles finit par comprendre Vientiane, Rangoon, Djakarta, New Delhi, Colombo, Tokyo, Kabul, Katmandu, Rawalpindi, Kuala Lumpur, Rome, Bruxelles, Helsinki, Vienne, et même un bateau indonésien dans les eaux internationales du golfe du Tonkin.¹⁴⁸ Hanoi exploite les délais, accusant Johnson des mensonges à chaque fois que les Etats-Unis refusent un site.¹⁴⁹ En réponse, l'administration Johnson publie une liste de quatre conditions pour un site des négociations : qu'il soit accessible par toutes les parties engagées dans les négociations ; qu'il ait un système adéquat et sûr pour les communications; qu'il soit ouvert à la couverture par les journaux ; et que le site ne favorise aucune partie quant à la psychologie et la propagande. *Nhan Danh*, le journal du parti communiste vietnamien, répond par accuser Johnson de la duplicité.¹⁵⁰ Les journaux américains réimpriment non seulement les accusations de *Nhan Danh*, mais aussi les ripostes du bureau nord-vietnamien des Affaires étrangères, dans lesquelles Hanoi critique « les

¹⁴⁶ « Three Sites Mentioned », *The New York Times*, 5 avril 1968, p. 12.

¹⁴⁷ MARDER, Murrey, « U.S. Seeks Peace Talks Site », *The Washington Post, Times Herald*, 5 avril 1968, p. A1.

¹⁴⁸ BERMAN, p. 20; « Peace Ship », *The New York Times*, 2 mai 1968, p. 16.

¹⁴⁹ De fait, cette accusation n'est pas tout à fait injuste parce que Johnson s'était déclaré prêt à « aller n'importe où, n'importe quand » au mois de septembre 1967 pour négocier la paix au Vietnam). « Johnson Puts Peace Up to Hanoi » *The Washington Post*, 30 septembre 1967, p. A1.

¹⁵⁰ « Hanoi accuses U.S. », *The New York Times*, 22 avril 1968, p. 14.

manœuvres tortueuses des Etats-Unis calculées pour créer des difficultés ». ¹⁵¹

Le débat, et le retard qu'il occasionne, fait le jeu de Hanoi. Alors que la popularité dont jouissait Johnson suivant son discours du 31 mars commence à décliner, le pape condamne les dirigeants américains de «trop penser au prestige et pas assez au sentiment de la fraternité humaine ». ¹⁵² Plus les débats traînent en longueur, plus la presse se retourne à ses habitudes critiques envers Johnson. Plusieurs éditoriaux du *New York Times* réclament la modération, la compréhension, et la flexibilité, des accusations plutôt orientées à Washington qu'à Hanoi étant donné que les rédacteurs du journal auraient sûrement reconnu leur manque d'influence au Vietnam. ¹⁵³

Au début du mois de mai, les Etats-Unis finissent par accepter Paris, préfigurant un modèle de comportement dans lequel les Etats-Unis acceptent les demandes exigeantes de Hanoi sans que ce dernier fasse des compromis. La presse joue un rôle important dans cette acceptation en imprimant mot à mot les accusations des Nord-vietnamiens, dont une grande partie est infondée. Le brouhaha du mois d'avril associé avec la sélection d'un site, refroidit l'enthousiasme initial autour des pourparlers. Néanmoins, avec les négociations fixées dans une semaine, la réflexion perd sa place à la spéculation, et l'analyse est supplantée par les préparations aux négociations, le plus grand *scoop* journalistique de l'été.

III. LA GUERRE POUR LA RECONNAISSANCE

Paris se trouve au coeur des négociations qui commencent en mai 1968 et prennent fin en janvier 1973. Pendant presque cinq ans, les représentants de deux administrations américaines, du Politburo de Hanoi, des villages communistes sud-vietnamiens, et du

¹⁵¹ « Text of Hanoi Statement Rejecting Site Suggestions », *The New York Times*, 20 avril 1968, p. 4. « The U.S. government's tortuous manœuvres, calculated to create additional difficulties... ».

¹⁵² « Haggling Over Where to Talk », *The New York Times*, 22 avril 1968, p. 46.

¹⁵³ « The Peace Site Squabble », *The New York Times*, 17 avril, 1968, p. 46 ; « Straining Credibility », *The New York Times*, 3 avril 1968, p. 46 ; « Peace Through Victory », *The New York Times*, 9 avril, 1968, p. 46 ; « Haggling Over Where to Talk », *The New York Times*, 22 avril 1968, p. 46.

gouvernement de Saïgon, se rencontrent dans cette ville lointaine pour discuter leurs différences, faire et exiger des compromis, et dissimuler leurs messages à la presse mondiale. « Tout le monde s'attend à beaucoup » dans la conférence de Paris et les yeux du monde (surtout ceux des Américains) se tournent vers Paris où le futur de l'Indochine est en jeu.¹⁵⁴

Les Etats-Unis envoient comme chef de leur délégation Averell Harriman, le sous-secrétaire d'état pour les affaires politiques, l'ancien ambassadeur en Union Soviétique, et un homme de grande stature dans les cercles diplomatiques depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.¹⁵⁵ Andrew Goodpaster l'accompagne comme conseiller militaire ; Philip Habib aide comme assistant du département d'état ; et William Jorden représente le *National Security Council*, se chargeant aussi des relations avec la presse.¹⁵⁶ Cyrus Vance est le bras droit de Harriman, assistant personnellement à toutes les sessions, publiques et privées.¹⁵⁷

La délégation de la RDV comprend comme leader Xuan Thuy, l'ancien ministre des affaires étrangères. Ha Van Lau, qui a négocié à la conférence de Genève, l'accompagne, ainsi comme Phan Hien (directeur du département de presse du ministère des affaires étrangères), Nguyen Minh Vy (directeur du département général de l'information), et Nguyen Thanh Le (rédacteur principal du journal quotidien *Nhan Dan*).¹⁵⁸ A la différence de la délégation américaine, qui n'a aucun délégué officiel consacré seulement à la presse, la plupart des membres de l'équipe nord-vietnamienne ont des rôles liés à la propagande et aux relations avec les médias. Ce fait est très révélateur quant aux aspirations et aux buts des Nord-vietnamiens au début des négociations.

Les pourparlers qui commencent en mai 1968 ne comprennent que les Etats-Unis et le Nord Vietnam ; la République du Sud Vietnam et le Front National de Libération sont

¹⁵⁴ LOI et VU, p. 16. « ...the whole world expected a great deal from the Paris Conference... ».

¹⁵⁵ ASSELN, p.4

¹⁵⁶ IBID, p. 6.

¹⁵⁷ BERMAN, p. 24.

¹⁵⁸ LOI, Luu Van et VU, Nguyen Anh, *Le Duc Tho – Kissinger Negotiations in Paris*, Hanoi, Thê Gioi Publishers, 1996, p. 17.

exclus. La présence de ces deux parties est ressentie non seulement à Paris mais aussi dans les journaux. Bui Diem, l'ambassadeur de la RVN à Washington, arrive juste avant le début de la conférence pour «observer». ¹⁵⁹ Le Sud Vietnam veut entrer lui-même dans les négociations, mais refuse d'accepter que les membres du FNL, qu'ils considèrent comme des laquais de Hanoi, aient une place officielle. Le FNL, de son côté, embarque dans une campagne de propagande pour insister sur la parité avec le Sud Vietnam. La guerre de la reconnaissance commence.

Thieu, qui sait bien que l'administration Johnson est prête à faire des concessions défavorables au Sud Vietnam afin de finir un accord de paix avant les élections de novembre, insiste que son gouvernement «joue le rôle central» dans la détermination du futur de la guerre, pour assurer qu'il n'y ait pas de compromis faits avec les communistes. ¹⁶⁰ Le FNL, percevant la position faible de Thieu, veut profiter des divisions entre les objectifs des Etats-Unis et ceux du Sud Vietnam, et la question de *qui* semble la meilleure à exploiter.

Le problème de la présence du FNL touche directement aux contradictions du soutien américain du régime sud-vietnamien : Johnson a besoin d'un accord, Thieu a besoin de Johnson, mais Thieu ne veut absolument pas reconnaître le FNL, ce qu'il perçoit comme le premier pas vers un gouvernement comprenant les communistes. Johnson, ne voulant pas perdre l'unité avec Thieu, ne peut pas satisfaire les demandes de la RDV en acceptant de négocier avec le FNL. Un dirigeant communiste remarque plus tard, « Nous croyions que la presse occidentale allait faire pour nous ce que Johnson refusait – reconnaître le FNL comme le représentant légitime du peuple sud-vietnamien ». ¹⁶¹ Afin de se faire reconnaître, les communistes s'engagent dans une campagne diplomatique.

¹⁵⁹ SMITH, Hendrick, « The South Vietnamese Watch and Wait – Nervously », *The New York Times*, 12 mai 1968, p. E1.

¹⁶⁰ LOUCHHEIM, Donald H. « France Says U.S., Hanoi Agree to Hold Full Talks in Paris », *The Washington Post, Times Herald*, 9 mai 1968, p. A17. « [Thieu's] government should play 'the central role.' »

¹⁶¹ Cité par BGHAM, p. 79. « We believed that the Western press would do for us what Johnson did not – recognize the NLF as the legitimate representative of the South Vietnamese people ».

Suivant les conseils de Hanoi, le FNL se promeut comme « une entité politique avec un rôle fondamental dans un accord ».¹⁶² Le Sud Vietnam, devinant que le message de parité du FNL commence à être accepté par la communauté internationale, rappelle dans un communiqué aux journalistes à Paris que...

Les communistes sont habitués à profiter des pourparlers pour des raisons de propagande, pour inciter de la dissension parmi les alliés de la République du Sud Vietnam, pour soulever un certain nombre de questions hors de propos, pour semer la confusion, pour provoquer les pays démocratiques, pour faire chanter leur partenaires afin d'avoir une meilleure position pour négocier.¹⁶³

La RDV et le FNL continuent leurs demandes pour la représentation des deux parties du Sud Vietnam, et malgré le rejet de Thieu de reconnaître le FNL, la presse commence à répondre en termes positifs à ces demandes. En l'été de 1968, les journaux suivent presque mot par mot la ligne politique de la RDV, qui accuse « la rigidité à Saigon [d'être] clairement hostile aux efforts américains de promouvoir un accord de paix ».¹⁶⁴ Un éditorial du *Christian Science Monitor* déclare que le gouvernement du Sud Vietnam doit reconnaître « la nécessité inévitable de s'asseoir avec les porte-paroles du Viet Cong ».¹⁶⁵ Un éditorial du *Wall Street Journal* souligne un article insiste sur la nécessité d'accepter le fait que Hanoi ne fera pas de compromis sans l'assurance que le FNL peut jouer « un rôle ouvert et influent dans la vie

¹⁶² BRIGHAM, p. 78. « ...promote the NLF as a political entity with a significant role in settlement ».

¹⁶³ RAO, Nguyen Ngoc, « Saigon Won't Insist on Role in Paris », *The Washington Post, Times Herald*, 5 mai 1968, p. A18. « It is appropriate to remind that the communists are used to take advantage of talks for propaganda purposes, to foster dissension among the Republic of Vietnam's allies, to raise a certain number of irrelevant issues to spread out more confusion, to provoke the Democratic countries, to try to blackmail their partners in order to get a better bargaining position in the discussions... »

¹⁶⁴ ROBERTS, Chalmers M. « U.S. Prepared to Accept a Red Role in Saigon Despite Thieu-Ky Protests », *The Washington Post, Times Herald*, 15 mai 1968, p. 1.

¹⁶⁵ « Time for Concessions », *The Christian Science Monitor*, 22 juillet 1968, p. 14. « ...the unavoidable need of at some time sitting down with spokesmen for the Viet Cong... »

politique du Sud Vietnam ». ¹⁶⁶ Le *New York Times* critique Thieu pour sa position dure et irréaliste quant à la participation du FNL dans les discussions à Paris et dans la politique au Sud Vietnam. ¹⁶⁷ Le *Washington Post* aussi finit par soutenir la participation du FNL, déclarant que « quiconque croit que le FNL ne mérite pas une place à la table interprète mal les événements de ces dernières 20 années ». ¹⁶⁸

La position prise par les grands journaux américains, unanime en faveur du FNL et contre le Sud Vietnam, représente une victoire significative pour l'offensive diplomatique des communistes, et une grande défaite pour les Américains et les Sud-vietnamiens. Une reconnaissance du rôle politique du FNL par les rédacteurs des journaux américains préfigure une reconnaissance de ce même rôle par leur gouvernement. Johnson et Thieu, toujours inquiets des implications d'une reconnaissance de la diversité politique du Sud Vietnam, ne sont pas prêts à renoncer à leurs efforts de consolider le pouvoir de la RVN en se battant contre toutes tentatives diplomatiques des communistes.

S'il y a un signe avant-coureur de la façon dont les négociations allaient se dérouler, c'est l'installation permanente des bureaux de propagande à Paris. Dans un moment où les dirigeants américains se préparent pour une fin de la guerre, les Vietnamiens estiment avec plus de réalisme le temps que les négociations devaient durer. En octobre, des représentants du FNL ouvrent officiellement un « bureau d'information » destiné à diffuser de la propagande. La RVN, qui possède déjà un « bureau de presse » à Paris tente en vain de faire arrêter l'arrivée des envoyés du « Viet Cong » par le gouvernement français. ¹⁶⁹ Ayant déjà convaincu les grands rédacteurs aux Etats-Unis de la nécessité de reconnaître le Front

¹⁶⁶ « Facing the Difficulties », *Wall Street Journal*, 17 mai 1968, p. 16. « ... an overt and influential role for the [National Liberation] Front in the political life of South Vietnam ».

¹⁶⁷ « Edging to Peace in Vietnam », *The New York Times*, 14 juillet 1968, p. E10. « Such rigidity in Saigon is clearly inimical to American efforts to promote a peaceful settlement of the Vietnam conflict ».

¹⁶⁸ « Saigon's Intransigence », *The Washington Post, Times Herald*, 4 novembre 1968, p. A24. « Anyone who believes that the NLF does not deserve a place at the table misreads the events of the past 20 years ».

¹⁶⁹ WENTWORTH, Eric, « 'Information Bureau' Set Up By NLF in Paris », *The Washington Post, Times Herald*, 12 octobre 1968, p. A15.

National de Libération, les communistes continuent dans leur effort d'influencer le résultat des négociations. Leur objectif : l'inclusion du FNL dans les « conversations formelles » à Paris. Leurs moyens : la presse.

B. LE DESESPOIR

I. L'INITIATION ET L'ECHEC DES CONTACTS PRIVES

Comme nous avons déjà trouvé trop souvent au Vietnam, le destin peut avoir de nouvelles douleurs en réserve avant que la paix arrive.

Editorial du *Wall Street Journal*, le 2 avril 1968¹⁷⁰

Des jours, des semaines, et même des mois de durs des négociations sont à venir...

Editorial du *New York Times*, 1968, quatre ans et demi avant la fin des négociations¹⁷¹

Johnson veut que la guerre prenne fin avant le 20 janvier 1969, la date où le nouveau président américain entre en fonction.¹⁷² Le public et la presse sont aussi optimistes, et l'arrivée des milliers des journalistes à Paris pour le début des conversations le 13 mai indiquent que tout le monde s'attend à une fin rapide. Le *New York Times* affirme son optimisme en disant que la sélection de Paris représente une « avancée diplomatique importante » pour toutes les parties concernées, comme si la sélection d'une ville était

¹⁷⁰ « The Agony Remains », *The Wall Street Journal*, 2 avril 1968, p. 16. « As we have already found so often in Vietnam, fate may have new agonies in store before peace finally arrives ».

¹⁷¹ « To Paris With Hope », *The New York Times*, 10 mai 1968, p. 46. « Days, weeks, and even months of hard bargaining lie ahead ».

¹⁷² ROBERTS, Chalmers M., « U.S. Prepared to Accept a Red Role In Saigon Despite Thieu-Ky Protests », *The Washington Post, Times Herald*, 15 mai 1968, p. 1.

l'obstacle la plus difficile dans les négociations.¹⁷³

Mais les communistes vietnamiens ont d'autres idées. Tout en « projetant une image de préoccupation pour la paix », les représentants de la RDV s'engagent à « ne rien négocier ». ¹⁷⁴ Les déclarations faites par Xuan Thuy à la réunion du 13 mai montrent à quel point les Nord-vietnamiens ne veulent pas faire des concessions ; le texte ressemble plus à un discours devant le Politburo qu'une allocution d'ouverture d'une conférence de paix :

Puisque les Etats-Unis ont déclenché une guerre d'agression, les Etats-Unis doivent l'arrêter. Puisque les Etats-Unis ont continuellement intensifié la guerre, les Etats-Unis doivent la faire baisser. Nous les Vietnamiens, nous avons jusqu'ici toujours été sur notre propre terre. Nous sommes les victimes de l'agression, les victimes de la guerre... les Etats-Unis doivent retirer du Sud Vietnam toutes les forces américaines, tout le personnel militaire, et toutes types d'armes, démonter les bases américaines qui sont là, et supprimer leur 'alliance militaire' avec le Sud Vietnam.¹⁷⁵

Alors que Harriman et Vance se dédient au service d'un président voulant mettre fin à la guerre, Thuy et Lau « n'ont aucune intention de négocier, cherchant seulement à frustrer l'image de Lyndon Johnson comme conciliateur ». ¹⁷⁶ Tandis que Johnson se trouve face à l'obstacle du temps imposé par les élections de novembre, les négociateurs nord-vietnamiens savent que leur situation diplomatique ne peut que s'améliorer avec chaque jour qui passe. Ils arrivent à Paris en mai 1968 non pas pour négocier une fin, mais pour dissimuler leur message

¹⁷³ « Paris in the Spring », *The New York Times*, 4 mai 1968, p. 38. « ... a major diplomatic breakthrough ».

¹⁷⁴ BRIGHAM, p. 54.

¹⁷⁵ « Text of Statements by Envoys of North Vietnam and U.S. at Their Paris Meeting », *The New York Times*, 14 mai 1968, p. 18. « Since the U.S.A. has unleashed the war of aggression, the U.S.A. must stop it. Since the U.S.A. has continually escalated the war, the U.S.A. must de-escalate it. We Vietnamese have been so far always on our own soil. We are victims of aggression, victims of war... the U.S. government must withdraw from South Vietnam all U.S. troops, military personnel and weapons of all kinds, dismantle all U.S. bases there, cancel its 'military alliance' with South Vietnam ».

¹⁷⁶ BERMAN, p. 22.

à la presse qui est venue pour les négociations, tout en attendant que la situation au Vietnam se prête à plus des concessions américaines. Dans le même temps, la délégation américaine se trouve face à plusieurs difficultés : Johnson veut commencer le vrai processus des concessions mutuelles dans les négociations, mais son allié sud-vietnamien reste opposé à la reconnaissance du FNL ; la presse insiste sur des compromis, mais Hanoi n'indique aucune volonté d'amollir ses positions dures.

Le premier mois de la conférence à Paris, du 13 mai jusqu'à la mi-juin, est marqué par une attaque coordonnée de la RDV et le FNL contre l'image des Etats-Unis. Les réunions publiques, qui ont lieu à l'hôtel Majestic dans le seizième arrondissement, deviennent une espèce d'échange de la propagande. Johnson et son équipe sont déçus par l'intransigeance des Vietnamiens, alors que les dirigeants de la RDV profitent de la présence d'un tel nombre de journalistes américains pour influencer la situation politique intérieure aux Etats-Unis. Dans la première réunion, les Nord-vietnamiens font référence à l'opposition américaine à la guerre, même citant les noms du sénateur J.W. Fulbright, Martin Luther King, et Robert F. Kennedy.¹⁷⁷ Ces références reflètent la connaissance vietnamienne de la politique américaine, ainsi comme leur stratégie d'exploiter les divisions entre les Etats-Unis et Thieu.

Au mois de mai 1968, 14 éditoriaux du *New York Times* se consacrent au thème du Vietnam. Parmi ces 14, pas moins de sept font appel à un assouplissement de la position américaine afin de faire avancer les négociations. Bien qu'il y ait aussi beaucoup de critique des positions de la RDV, il y a plus d'éditoriaux consacrés à critiquer la RVN et les Etats-Unis que la RDV. Autrement dit, l'image projetée dans les journaux américains et celle d'un entêtement sud-vietnamien et américain, ce qui n'est pas tout à fait faux ; mais ce n'est pas tout à fait vrai non plus. Le manque de critique médiatique des communistes s'attribue à la manipulation de la presse du FNL et de la RDV, et à l'incompétence de l'administration

¹⁷⁷ LEWIS, Anthony, « U.S. and North Vietnam Open Pairs Talks With No Illusions of Easy Road to Peace », *The New York Times*, 14 mai 1968, p. 1.

Johnson en ce qui concerne ses propres relations avec la presse.

Pour Johnson, le début des négociations est un véritable désastre. Ayant déjà perdu le soutien populaire de la guerre dans l'offensive du Têt, le soutien des journaux qui répondent favorablement à l'offensive de propagande des communistes, et même l'unité avec son allié qui se montre de plus en plus entêté, il a besoin du progrès pour montrer au public que sa présidence n'a pas été un catastrophe total. Johnson interprète mal les intentions des Nord-vietnamiens, pensant que leur entêtement pourrait être à cause des pressions géopolitiques et non pas partie d'une stratégie cohérente. Il suppose que si les négociations se font dans une atmosphère privée, Thuy et Lau peuvent être plus flexibles.

Dans un effort de percer donc l'impasse, Harriman et Vance reçoivent l'autorisation du président d'initier des voies secrètes avec leurs homologues nord-vietnamiens. Par coïncidence, Thuy et Lau reçoivent la même autorisation en même temps. Le Politburo de Hanoi, voulant mieux comprendre les intentions des Américains, communique à la délégation à Paris un message expliquant pour quoi le Nord Vietnam entrerait dans des négociations privées : « Nous sommes pour des contacts secrets afin de sonder, pas encore pour négocier ».¹⁷⁸ Avec une stratégie tellement réussie dans les réunions publiques, la RDV n'a pas besoin de compromettre.

Une première rencontre secrète a lieu le 26 juin dans la maison de la délégation de la RDV à Vitry-Sur-Seine.¹⁷⁹ Vance propose aux Nord-vietnamiens un arrêt complet des bombardements sur le territoire de la RDV contre l'assurance que l'armée communiste ne profiterait pas du calme. Lau, prenant la même position en privée qu'en public, refuse catégoriquement, car un arrêt des bombardements ne peut être que sans conditions.¹⁸⁰ Un mois plus tard, avec les négociations publiques toujours dans un état d'impasse, les deux

¹⁷⁸ Cité par LOI et VU, p. 19. « We stand for private contacts for probing purposes, not yet for bargaining ».

¹⁷⁹ ASSELIN, p. 7.

¹⁸⁰ LOI et VU, p. 22.

envoyés se rencontrent encore - les mêmes propositions des Américains, les mêmes objections des Vietnamiens. Ces rencontres stériles continuent en juillet, août, et septembre, sans des résultats tangibles.

II. *LES JOURNAUX AMÉRICAINS ET LES BOMBARDEMENTS*

Nous pensons que [les Américains] trouveront cette guerre sur la paix un peu absurde.

Editorial du *Wall Street Journal*, le 27 août 1968¹⁸¹

Alors que les réunions publiques et les rencontres privées ne sont pas à l' hauteur des espérances, la campagne de la RDV et du FNL pour un « arrêt inconditionnel des bombardements » commence à prendre de l' élan. Les Nord-vietnamiens dépeignent un arrêt sans conditions comme logique dans le contexte des négociations. Après tout, comment peut-il y avoir de vraies négociations quand une partie persiste à attaquer l' autre ? Les Américains, par contre, se déclarent prêts à arrêter tous les bombardements contre « une geste réciproque de Hanoi », c' est-à-dire une baisse d' hommes et d' armes venant du nord au sud.¹⁸²

Moscou rosse Washington de n' avoir « aucun désir de faire un seul pas vers la paix en Indochine ». ¹⁸³ A Paris, les Nord-vietnamiens font écho. Heureusement pour Johnson, la plupart de la population et des journaux américains sont d' accord avec son insistance que la RDV ne mérite aucun arrêt des bombardements sans une démonstration tangible de sa bonne volonté. Les négociations traînent sans progrès pendant l' été de 1968, et la campagne

¹⁸¹ « The War About Peace », *The Wall Street Journal*, 27 août 1968, p. 12. « We suspect many of them will find this war about peace a little pointless ».

¹⁸² « The Nation : To Paris with Patience », *Time*, 27 mai 1968, pages inconnues (du Indochina Archive, University California).

¹⁸³ ANDRIYANOV, Boris, « U.S. Disillusions World at Paris Talks » (transcrit), *Moscow Domestic Service in Russian*, 30 mai 1968. « Washington has no desire to take a single step in a direction leading to peace in Indochina ».

infatigable des communistes se fait ressentir dans les journaux. A partir du 13 juillet, le *New York Times* préconise un arrêt des bombardements, comme « la seule manière d'éventer » les vraies intentions de Hanoi.¹⁸⁴ Deux semaines plus tard, le message des rédacteurs devient plus radical : « Hanoi a fait considérablement plus que les Etats-Unis afin de faire baisser les hostilités ».¹⁸⁵ En août, les éditoriaux du *New York Times* font encore appel à un arrêt des bombardements, spécifiant que les Etats-Unis « sont suffisamment forts pour prendre ce risque », et que « Hanoi a rempli toutes les provisions du formule de San Antonio ».¹⁸⁶ Ils répètent ce même message le 8, le 11, le 16, le 21, le 22, et le 26 du mois d'août.¹⁸⁷ Dans le même temps, le *Washington Post*, un journal plus conservateur et généralement moins disposé à recommander des compromis avec des communistes, change radicalement d'avis quant à la question des bombardements. En juillet, les rédacteurs du journal admonestent les Nord-vietnamiens, suivant la ligne de propagande de l'administration Johnson. « Etant donné que nous nous dirigeons vers un arrêt des bombardements » une baisse des hostilités « ne serait pas trop à demander » aux Nord-vietnamiens.¹⁸⁸ Un mois plus tard, la position du *Washington Post*, répondant à l'initiative du FNL et de la RDV, commence à s'assouplir vis-à-vis les exigences américaines pour un arrêt des bombardements. Les rédacteurs vont jusqu'à accuser Johnson de ne pas être consistant quant à ses conditions.¹⁸⁹ En octobre, toujours sans admettre qu'un arrêt des bombardements soit nécessaire, un éditorial du *Washington Post*

¹⁸⁴ « Straws in the Wind », *The New York Times*, 13 juillet 1968, p. 26. « The only way to find out [the 's intentions] is to stop the bombing ».

¹⁸⁵ « Hanoi Shows Restrain », *The New York Times*, 29 juillet 1968, p. 30. « Hanoi has gone considerably further than the United States toward de-escalating the war ».

¹⁸⁶ « Once Upon a Time », *The New York Times*, 2 août 1968, p. 32. « [The U.S.] is strong enough to take that risk » ; « Hanoi has met the requirements of the San Antonio Formula ». Le formule San Antonio est une référence à un discours fait par Johnson en septembre 1967 dans lequel il se déclare prêt à arrêter des bombardements contre certaines conditions, comme la baisse en violence dans le Sud Vietnam.

¹⁸⁷ « Opportunity in Paris », *The New York Times*, 8 août 1968, p. 32 ; « For Vietnam Peace », *Ibid*, 11 août 1968, p. 36 ; « Humphrey on Bombing », *Ibid*, 16 août 1968, p. 32 ; « Johnson's War Plan », *Ibid*, 21 août 1968, p. 21 ; « Kennedy on Vietnam », *Ibid*, 22 août 1968, p. 36 ; « The Divided Democrats », *Ibid*, 26 août 1968, p. 38.

¹⁸⁸ « Honolulu Communiqué », *The Washington Post, Times Herald*, 23 juillet 1968, p. A8. « Given the distance that this country has already gone toward a halt in the bombing, this is not a lot to ask ».

¹⁸⁹ « Vietnam – An Unlearned Lesson », *The Washington Post, Times Herald*, 4 août 1968, p. B6.

déclare que « le moment est opportun » pour faire des compromis.¹⁹⁰ Le *Christian Science Monitor* met aussi son soutien clair derrière un arrêt des bombardements.¹⁹¹

On ne doit pas sous-estimer la pression que l'opinion publique, mesurée dans ces éditoriaux, mettent sur Johnson. A partir du 31 mars, il limite les bombardements afin d'unir son parti et de faire rallier le peuple américain autour de lui. Mais dans les mois suivants le 31 mars, les événements mondiaux, au lieu d'aider sa cause diplomatique, entraînent sa ruine. Les journaux l'abandonnent (encore une fois), l'Union Soviétique envahit la Tchécoslovaquie, les négociateurs nord-vietnamiens ne bougent point, et ses alliés européens revendiquent presque unanimement un arrêt complet des bombardements et l'acceptation du FNL dans les pourparlers à Paris. Tout cela aboutit à deux défaites diplomatiques sérieuses pour Johnson et Thieu : 1) Il n'y a pas de progrès dans les rencontres secrets à Paris et 2) son parti est divisé. En septembre, désespéré, dans une réunion avec ses proches conseillers, Johnson fait un sondage sur la possibilité d'arrêter les bombardements : la majorité de son cabinet vote en faveur.¹⁹² Même Harriman lui communique de Paris qu'un arrêt des bombardements pourrait faire avancer les négociations. En résumé, l'administration arrive aux mêmes conclusions que les journaux, avec trois mois de retard.

Le 31 octobre 1968, sans aucun geste réciproque des Nord-vietnamiens, Johnson annonce un arrêt complet et inconditionnel des bombardements sur le Nord Vietnam.

III. LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE, LES NEGOCIATIONS, ET LA

¹⁹⁰ « Vietnam : The Immediate Imperatives », *The Washington Post, Times Herald*, 14 octobre 1968, p. A20. « ... the time for bending a little is probably riper now... ».

¹⁹¹ « The Democrats Face Vietnam », *The Christian Science Monitor*, 21 août 1968, p. 18.

¹⁹² COHEN, Warren L, et TUCKER, Nancy Bernkopf, *Lyndon Johnson Confronts the World: American Foreign Policy, 1963-1968*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 88.

PRESSE

C'est la division caustique intérieure, sans parallèle sauf peut-être dans la Guerre Civile, qui pèse le plus sur Msr. Johnson.

Editorial du *Wall Street Journal*, le 2 avril 1968¹⁹³

L'historien français, Jacques Portes, n'a pas tort de décrire 1968 comme « l'année de tous les dangers ». En janvier, l'offensive du Têt bouleverse l'image populaire de la guerre aux Etats-Unis. En avril, Martin Luther King Jr. est tué par un assassin, et des émeutes raciales éclatent dans les villes du sud. Un mois plus tard, Robert Kennedy, *colombe*, candidat à la présidence, et frère de l'ancien président, tombe lui aussi sous la balle d'un assassin. En août, Prague est pris par les Soviétiques. Le mois d'octobre voit le massacre des centaines d'étudiants au Mexique. Tout en même temps, les passions politiques, exacerbées par les événements mentionnés ci-dessus, commencent à s'enflammer pour les élections présidentielles. A Paris, et partout dans le monde, les yeux tournent vers les Etats-Unis, où le futur des négociations – et de la guerre même – est en jeu.

Certains interprètent le discours du 31 mars – celui qui ouvre la voie aux négociations et dans lequel Johnson déclare qu'il ne se présente pas pour un deuxième mandat – comme le début de la campagne électorale de 1968. En réalité, le retrait de Johnson de la politique n'est pas le début de la campagne, mais le résultat du positionnement politique pris par ses adversaires des mois avant. Normalement, un parti qui possède déjà la présidence ne cherche pas à promouvoir d'autres candidats, préférant s'unir derrière le président pour résister la possibilité d'une victoire du parti opposant. Mais en 1968, le parti démocrate est tellement divisé (entre les *colombes* qui favorisent un retrait rapide du Vietnam et les *faucons* qui

¹⁹³ « Mr. Johnson's Withdrawal », *The Wall Street Journal*, 2 avril 1968, p. 16. « It is the corrosive division at home, without parallel except perhaps during the Civil War, that plainly weights most heavily on Mr. Johnson ».

soutiennent la politique du président), que certains de ces premiers commencent à parler d'une campagne contre Johnson. Notamment parmi eux, on trouve le nom d'Eugene McCarthy, qui annonce sa candidature le 30 novembre 1967, onze mois avant l'élection de 1968. Le fait que McCarthy n'a aucune plate-forme électorale à part son opposition à la guerre montre l'importance que prend le Vietnam dans la politique démocrate de la période. En déclarant son opposition à Johnson, McCarthy cite exclusivement la mauvaise gestion de la guerre :

Ma décision de contester la position du président et la position de l'administration a été renforcé par des annonces récentes de l'administration, l'intention d'augmenter et d'intensifier la guerre au Vietnam, et...l'absence d'une indication positive ou d'une suggestion d'un compromis ou d'un accord politique négocié.

Je craigne que l'administration n'ait pas de limites quant au prix qu'elle paiera pour une victoire militaire...». ¹⁹⁴

La presse écarte la possibilité d'une victoire de McCarthy comme « extrêmement improbable »¹⁹⁵, « sans aucune chance »¹⁹⁶, et même « donquichottesque ».¹⁹⁷ Mais sa campagne, organisée par des jeunes *hippies* qui se rallient autour du thème « Get clean for Gene ! » (« lavez-vous pour Gene ! »), commence à prendre de l'ampleur dans les sondages. Après l'offensive du Têt, dans un moment où l'opposition à la guerre monte en flèche, les

¹⁹⁴ WEAVER, Warren. « McCarthy to Fight Johnson Policies in 5 or 6 Primaries », *The New York Times*, 1 décembre 1967, p. 1. « My decision to challenge the President's position and the administration position has been strengthened by recent announcements by the administration, the evident intention to escalate and intensify the war in Vietnam and on the other hand the absence of any positive indication or suggestion for a compromise or for a negotiated political settlement. I am concerned that the administration seems to have no limit to the price it's willing to pay for a military victory ».

¹⁹⁵ « The McCarthy Challenge », *The New York Times*, 1 décembre 1967, p. 46. « ...highly unlikely... ».

¹⁹⁶ « Why McCarthy Stands Up », *The Christian Science Monitor*, 4 décembre 1967, p. 22. « ...no chance that Senator McCarthy will become president ».

¹⁹⁷ « McCarthy's Moral Imperative », *The Wall Street Journal*, 13 décembre 1967, p. 18. « ... quixotic... ».

journaux commencent à prendre sa campagne en sérieux. Dans les primaires démocrates (les élections internes d'un parti politique) de l'état de New Hampshire, McCarthy gagne un surprenant 42%, mettant « une nouvelle complexité » aux élections présidentielles.¹⁹⁸ Le scénario devient même plus complexe quatre jours plus tard quand Robert F. Kennedy, le frère de l'ancien président, voulant profiter du sentiment anti-guerre dans le pays, déclare lui aussi sa candidature. Tout à coup, Johnson se trouve face non seulement à ses adversaires républicains, mais aussi à deux campagnes rivales au sein de son propre parti.

La couverture quotidienne de l'offensive du Têt n'aide pas la cause de Johnson, car son nom est souvent associé à l'intensification de la guerre. Par contre, Kennedy et McCarthy, ayant des rôles régionaux et non pas nationaux (ils sont tous les deux des sénateurs), peuvent désavouer toute responsabilité pour la violence quotidienne. Johnson perd continuellement des points dans les sondages de popularité, alors que les candidats républicains et démocrates lancent des attaques incessantes contre sa présidence. La division du pays et de son parti inquiète profondément Johnson, qui commence à planifier son discours du 31 mars. Le Vietnam a déjà brisé sa présidence ; il ne veut pas qu'elle anéantisse son pays.

Malgré les intentions de Johnson, son départ politique ne produit pas l'unité dans son parti. Au contraire, en se retranchant de la campagne présidentielle, il donne encore de l'espoir à ses rivaux *colombes*. En plus, Johnson ouvre la voie à une campagne menée par son vice président, Hubert Humphrey. Au lieu d'unir le parti en préparation pour 1968, Johnson le laisse dans la même division qui la caractérisait auparavant, les trois rivaux intenses se battant pour la nomination démocrate. La presse remarque que la division intérieure du parti, et le « désordre » qu'elle reflète, fait le jeu du candidat républicain, Richard Nixon, qui n'a aucun

¹⁹⁸ « The New Hampshire Result », *The Christian Science Monitor*, 14 mars 1968, p. 20. « ... a new complexity. »

adversaire important au moment du discours de Johnson.¹⁹⁹ Un journaliste dépeint la situation de la gauche en termes très clairs : « La guerre civile entre les démocrates cette année fera que les vieilles disputes dedans le parti semblent à des parties conviviales de volley-ball dans un pique-nique de dimanche ». ²⁰⁰

Le 5 juin 1968, tout change au sein du parti démocrate avec l'assassinat de Robert Kennedy, le candidat anti-guerre le plus populaire. Sa mort écrase les espoirs du mouvement *colombe*, car McCarthy (l'autre candidat anti-guerre) n'achève pas les mêmes chiffres dans les sondages d'opinion. Les *hippies*, les *yippies*, et les voteurs opposés à l'engagement américain au Vietnam n'ont qu'une seule chance de battre Humphrey : la convention démocrate à Chicago le 26 août 1968. Ces *colombes* font de la Guerre du Vietnam la question dominante de toute la convention, les délégués étant obligés à se situer par rapport à celle-ci.²⁰¹

La convention éclate en violence. Des confrontations entre les radicaux et la police font la une des journaux mondiaux. Même si le parti finit par choisir son candidat officiel (Humphrey), les démocrates sont perçus par la population générale comme désorganisée, violente, et radicale. Les Américains gardent le souvenir de la « guerre de Chicago », et les républicains savourent le moment. Les *colombes*, tellement opposés à la politique de guerre de Johnson, « ont contribué à affaiblir le parti démocrate ». ²⁰² Comme un journaliste note à la fin de la convention, « les observateurs républicains ont gardé le silence... sous la théorie que les démocrates se faisaient plus de mal à soi-même que les républicains auraient jamais pu faire ». ²⁰³ Tout d'un coup, la campagne républicaine de Richard Nixon, avec son slogan de

¹⁹⁹ STROUT, Richard L., « Five Months To Go : Humphrey's Entry Awaited ; Nixon has Clear Field for Now », *The Christian Science Monitor*, 2 avril 1968, p. 1. «

²⁰⁰ LAHR, Raymond, « Democrats' Internal Battles Are Enjoyed by the GOP », *Chicago Daily Defender*, 3 avril 1968, p. 14. « Civil War between democrats this year promises to make the old fights within the party look like friendly volleyball games at Sunday picnics ».

²⁰¹ PORTES, p. 214.

²⁰² PORTES, p. 219.

²⁰³ WEAVER, Warren, « Democratic Split Buys GOP », *The New York Times*, 30 août 1968, p. 13. « The Republican observers at the Democratic Convention had been silent until today, on the theory that the

« la loi et l'ordre », semble aux Américains de plus en plus séduisante. Sans un miracle, le parti démocrate allait être destiné à perdre.

Ce miracle arrive à la fin du mois d'octobre. La décision de Johnson d'arrêter les bombardements à partir du 31 octobre 1968 est directement liée à son désir d'aider son vice-président, Hubert Humphrey, contre le candidat républicain, Richard Nixon. Ce dernier, le leader dans tous les sondages depuis la convention d'août, annonce un « plan secret » pour en finir avec la guerre.²⁰⁴ Humphrey, souvent associé à Johnson et à la guerre, doit montrer que les choses améliorent au Vietnam pour que les Américains lui fassent confiance. En annonçant l'arrêt des bombardements, Johnson donne un coup dur à Nixon dans la campagne.

Nixon n'est pas le seul à ne pas vouloir un arrêt des bombardements (car ça pourrait entraîner un accord et une victoire démocrate). Le président Thieu, au Sud Vietnam, pense qu'une victoire républicaine lui emporterait plus de soutien américain qu'une victoire démocrate. Il pense que Johnson « essaie de réaliser un miracle... » en annonçant un arrêt complet des bombardements moins d'une semaine avant l'élection. Il pense qu'une « victoire de Humphrey voudrait dire un gouvernement de coalition dans les six mois ».²⁰⁵ Thieu a toujours opposé un tel gouvernement.

L'arrêt des bombardements plaît non seulement au public mais aussi aux rédacteurs des journaux, ouvrant la voie à une fin négociée avant l'élection. Les Nord-vietnamiens et les Américains acceptent un plan mutuel pour le déroulement des négociations à Paris. Il ne manque que la confirmation de la République du Sud Vietnam pour que de vrai progrès se fasse.

Mais si les Sud Vietnamiens acceptent de négocier, et si le parti démocrate achève un

democrats were doing themselves far more damage unaided than the Republicans could inflict... ».

²⁰⁴ En réalité, ce plan est basé dans l'idée que Nixon peut utiliser les pressions internationales, surtout l'influence chinoise et russe au Vietnam, pour mettre fin au conflit.

²⁰⁵ Cité par BERMAN, p. 32. « A Humphrey victory would mean a coalition government in six months ».

accord de paix, les républicains n'ont pas une chance. Nixon est bien conscient de ce fait, et décide de prendre des mesures extrêmes pour maintenir son avantage. Il veut profiter du fait que Thieu et lui partagent un intérêt mutuel dans la défaite de Humphrey. A travers une intermédiaire américaine-vietnamienne, Claire Chennault, Nixon dit à Thieu de « rester dur ».²⁰⁶ Le vice-président sud-vietnamien, le Général Ky, rappelle que Nixon fait pression sur l'ambassadeur sud-vietnamien aux Etats-Unis en disant « Attendez ! N'acceptez pas une invitation d'aller à Paris. Si Msr. Nixon est élu, il promet d'augmenter son soutien pour la Guerre du Vietnam ».²⁰⁷

Le point auquel Nixon utilise les négociations pour ses propres fins politiques ne doit pas être sousestimé. Deux jours avant l'arrêt des bombardements, Thieu est en train de préparer une équipe sud-vietnamienne pour négocier à Paris, montrant son acceptation de la présence du FNL dans les pourparlers.²⁰⁸ Le 28 octobre, il dit à l'ambassadeur américain au Sud Vietnam qu'il est content avec les conditions imposées par la RDV et les Etats-Unis et qu'il reconnaît qu'il « ne peut pas demander plus que celles-là ».²⁰⁹ Ce fait indique que Thieu accepte que, quel que soit le résultat des négociations, il est obligé à faire des concessions pour se sauver. Mais au début de novembre, jours après avoir montré sa candeur en ce qui concerne les pourparlers officiels, il change complètement d'avis, déclarant qu'il refuse de négocier avec les communistes sud-vietnamiens. Le seul facteur qui explique ce changement radical, c'est l'influence de Chennault, la liaison entre Nixon et les Sud-vietnamiens. Assuré par cette première qu'une victoire républicaine conviendrait mieux aux vœux sud-vietnamiens qu'une victoire démocrate, Thieu fait tout ce qu'il peut pour empêcher les négociations,

²⁰⁶ Cité par BERMAN, p. 33. « ... stand firm ».

²⁰⁷ Idem. « Hold on ! Don't accept the invitation to go to Paris. If Mr. Nixon is elected President, he promises he will increase support for the Vietnam War ».

²⁰⁸ ROBERTS, Gene. « Thieu is Forming Negotiating Team for Paris Parley », *The New York Times*, 30 octobre 1968, p. 1.

²⁰⁹ Cité par LOI et al., p. 57. « As late as October 28, Thieu had said to the US ambassador in Saigon, « I don't see how we can ask for anything more ».

énerver l'administration Johnson, et neutraliser le profit que Humphrey jouit dans les sondages depuis l'arrêt des bombardements.

Pour accomplir ces tâches, Thieu va aux médias, reflétant une tendance qui se répète tout au long de la guerre. Il veut non seulement faciliter la victoire de Nixon, mais aussi faire avancer sa cause politique dans un moment où il sait que les citoyens du monde (et surtout des Etats-Unis) sont en train de penser au Vietnam. Thieu dit aux journalistes non seulement qu'il ne soutient pas l'arrêt des bombardements, mais aussi que le geste a été fait sans sa collaboration.²¹⁰ Le lendemain, il insiste que le FNL ne participe pas dans les négociations, étant donné que sa participation entraînerait une reconnaissance *de facto* de leur légitimité. Thieu est bien conscient que si Humphrey gagne, le Sud Vietnam risque de perdre un for allié à cause de son intransigence. Mais le pari est précisément cela ; Thieu augmente les chances pour Nixon, sachant que si son plan ne marche pas, tout est perdu.

Heureusement pour la campagne de Nixon et le gouvernement de Thieu, les journaux sont assez réceptifs à son message. Au lieu de dépeindre les manœuvres comme obstructionnistes, le *New York Times* décrit Thieu comme un nationaliste « inquieté que les Sud-vietnamiens l'accuseraient de vendre son pays ».²¹¹ Le *Christian Science Monitor* proclame « qu'il n'est pas difficile de comprendre la réticence de Thieu d'envoyer une délégation de Saigon... sous les circonstances présentes ».²¹² Même le *Washington Times*, dont les rédacteurs décrivent Thieu d'une façon plus mitigée, exprime un message qui est implicitement plus critique de l'incapacité de Johnson de gérer Thieu, que de Thieu lui-même.²¹³ La position de Thieu met l'administration Johnson et le parti démocrate dans une « position gênante », car

²¹⁰ ROBINSON, Douglas, « Thieu, in Brief Statement, Says Johnson Took Steps Unilaterally », *The New York Times*, 1 novembre 1968, p. 10.

²¹¹ ROBERTS, Gene, « Thieu Says Saigon Cannot Join Paris Talks Under Present Plan », *The New York Times*, 2 novembre 1968, p. 1. « ...he has worried that some South Vietnamese would accuse him of selling out the country ».

²¹² « Saigon and Paris », *Christian Science Monitor*, 6 novembre 1968, p. 16. « It is not hard to understand President Thieu's reluctance to send a delegation from Saigon... under present circumstances ».

²¹³ « Saigon's Intransigence », *The Washington Post*, 4 novembre 1968, p. A24.

une différence d'opinion avec le Sud Vietnam met en question toute la logique de la guerre.²¹⁴

Une avancée dans les pourparlers remonterait le moral au parti démocrate, donnant une chance à Humphrey, mais cette avancée ne vient pas. – Thieu, encouragé par Nixon, la prévient. Les républicains gagnent l'élection du 6 novembre. Le vice-président de Thieu, le Général Ky, rappelle plus tard : « en attendant, on a privé les démocrates de leur victoire électorale, et Nixon est devenu président ».²¹⁵ A travers l'obstination, se justifiant dans les communiqués de presse, l'alliance Nixon-Thieu gagne une importante victoire politique.

²¹⁴ GWERTZMANS, Bernard, « Thieu's Position on Paris Stirs Concern in Capital », *The New York Times*, 3 novembre 1968, p. 3. « ... an embarrassing position ».

²¹⁵ Cité par BERMAN, p. 36. « By holding out we deprived the Democrats of their election victory and Nixon became president instead ».

3. NIXON FACE AU POLITBURO : LA GUERRE CONTINUE

A. 1969 : L'ANNEE DES MAUVAISES INTENTIONS

I. LES CONSEQUENCES DES ELECTIONS DE 1969

1968 est une année de succès mitigés pour les dirigeants communistes vietnamiens. D'un côté, le Front National de Libération gagne une victoire psychologique importante avec l'offensive du Têt, et la République Démocratique du Vietnam fait des progrès diplomatiques importants en dissimulant leur message de « neutralité » dans le monde. Les divisions intérieures des Etats-Unis font le jeu de Hanoi, qui continue à se concentrer sur l'enrôlement de nouveaux alliés politiques surtout parmi les leaders de la gauche américaine. Des pourparlers officiels commencent à Paris, offrant un espace de diffusion pour la propagande dans les journaux américains. Le climat politique aux Etats-Unis annonce un retrait inévitable des forces américaines du Vietnam.

De l'autre côté, la victoire de Nixon au mois de novembre représente un nouveau défi pour les dirigeants de Hanoi. Alors que Johnson est obligé de répondre à des pressions démocrates contre la guerre, le parti républicain n'a pas de réels opposants à la guerre. Nixon est donc moins pressé à mettre fin au conflit. A la différence de Johnson, véritable responsable de la guerre, le public ne considère pas Nixon comme l'agresseur. Il a donc une main plus libre pour négocier. De plus, la période suivante l'élection d'un nouveau président se caractérise par un manque totale de critiques, les citoyens américains donnant une période de grâce d'environ cent jours avant de juger. Les conditions ne sont donc plus favorables pour Hanoi ; leur seul recours, c'est de continuer l'offensive diplomatique internationale afin de déstabiliser le soutien populaire de Nixon.

La victoire républicaine de 1968 n'aurait pas pu avoir lieu sans la participation directe de Thieu. En remettant au plus tard les négociations qui devaient suivre l'arrêt

inconditionnel des bombardements sur le Nord Vietnam, Thieu enlève au parti démocrate un beau coup diplomatique. Sans cette conspiration, on peut constater que Humphrey aurait gagné la présidence, mettant Thieu dans une situation défavorable. Malgré la victoire républicaine, la situation de Thieu à la fin de 1968 n'est pas idéale. Le vent a tourné ; les Américains ne veulent plus soutenir son gouvernement. Le président sud-vietnamien sait qu'un retrait des forces américaines est inévitable bien que Nixon soit redevable envers Thieu. « Notre existence est en jeu », dit-il aux journalistes à la fin de 1968.²¹⁶

Les Vietnamiens du nord et du sud ne sont pas à l'aise après la victoire de Nixon parce qu'ils ne savent ni l'un ni l'autre ce que Nixon compte faire. D'un côté, Nixon adhère à l'anticommunisme dur, défendant une politique étrangère forte contre les ennemis des Etats-Unis. De l'autre, Nixon déclare qu'il a un « plan secret » pour en finir avec la Guerre du Vietnam. Par rapport à Johnson, Nixon semble un candidat de la paix, mais son histoire politique et sa dette envers Thieu indiqueraient qu'un retrait immédiat n'est pas envisageable.

II. LA STRATEGIE DE NIXON ET LES NEGOCIATIONS : UN MAUVAIS DEBUT

Le « plan secret » dont Nixon parle souvent dans sa campagne présidentielle n'est ni un secret ni un vrai plan. Il compte utiliser les influences internationales, surtout celle des Soviétiques et des Chinois, pour pousser les Nord-vietnamiens à faire des concessions. C'est la théorie du *linkage* (le couplage). Autrement dit, Nixon veut lier l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et leurs homologues communistes à une fin favorable de la Guerre du Vietnam. Son plan dépend de la coopération des ennemis des Etats-Unis, une coopération qu'il considère sûre étant donné que ce rapprochement est dans l'intérêt de toutes les parties possédantes « l'arme nucléaire ».

²¹⁶ « Our Existence is at Stake », *The Washington Post*, 14 mai 1968, p. A24. « Our Existence is at stake ».

Au cas où les Soviétiques et les Chinois décident de ne pas coopérer, ce que Nixon considère improbable, il a un plan de secours. Pour faire pression sur les Vietnamiens, Nixon a la possibilité d'utiliser la *théorie madman*, créée par son conseiller pour la sécurité nationale, Henry Kissinger. La théorie se base sur l'idée qu'en projetant une image d'irrationalisme, on peut faire peur aux ennemis pour obtenir des concessions. Nixon l'explique à son entourage :

Je veux que les Nord-vietnamiens croient que je suis arrivé au point de prendre n'importe quelle mesure pour mettre fin à la guerre. Vous allez leur dire « Pour l'amour de Dieu, Nixon est devenu obsédé par les communistes. Nous ne pouvons plus l'arrêter quand il se fache –et il a son doigt sur le bouton nucléaire... ». Ho Chi Minh sera à Paris dans deux jour réclamant la paix ». ²¹⁷

Nixon, confiant en son plan, considère que les négociations ne peuvent servir que l'ennemi. A la différence de Johnson, qui commence les négociations, Nixon pense que le *couplage* et la *théorie madman* auraient plus de succès dans le contexte des négociations ratées. Il confie dans son journal :

J'ai décidé que les séances plénières ne sont pas dans notre intérêt. Je veux un plan pour nous dépatouiller de ces séances – ou au moins pour les réduire en quantité ; elles ont été utilisées pendant une année pour répéter de vieux arguments. ²¹⁸

Nixon se trouve face à plusieurs obstacles pour réaliser ses objectifs au Vietnam. D'abord, comme il est indiqué dans cette dernière citation, il veut absolument limiter

²¹⁷ Cité par HALLIN, p. 179. « I want the North Vietnamese to believe I've reached the point where I might do anything to stop the war. We'll just slip the word to them that, 'for God's sake, you know Nixon is obsessed about communists. We can't restrain him when he's angry – and he has his finger on the nuclear button – and Ho Chi Minh himself will be in Paris in two days begging for peace ».

²¹⁸ Cité par ASSELIN, p. 15. « I have concluded that these plenary sessions are not in our interest. I want a plan developed to get us out of them – or to reduce the number ; they have been used for a year to repeat old arguments ».

l'incidence des négociations sur l'opinion publique. La manière la plus efficace pour accomplir cette tâche, c'est de mettre fin aux négociations. Les attentes de la population américaine sont très hautes. Une fin des pourparlers à Paris risquerait de sembler une marche en arrière. Pour que le « plan secret » de Nixon marche, il a besoin de temps et de la confiance du public américain. Pour garder cette confiance, Nixon doit faire semblant de faire des progrès dans les négociations, tout en travaillant sur ses vraies stratégies – le *couplage* et son image *madman*.

Comme Nixon, les Nord-vietnamiens ne voient pas d'intérêt de faire de vraies concessions à Paris. Premièrement, ils veulent attendre pour voir si Nixon compte commencer le retrait immédiatement. Deuxièmement, ils perçoivent qu'une prolongation des négociations entraînerait des conséquences favorables à la et au FNL, notamment une hausse des reportages américains sur la guerre au Vietnam. Sous Johnson, l'impopularité de la guerre aux Etats-Unis est directement liée à la quantité de reportages ; plus la RDV peut médiatiser la guerre, plus Johnson aura des difficultés à mobiliser les Américains pour soutenir ses plans. Alors que Nixon veut terminer les négociations (un objectif très difficile à réaliser étant donné l'attente du peuple américain) les dirigeants communistes veulent qu'elles continuent tout en stagnant. Comme en mai 1968, le début de 1969 voit deux pays résolus à aucune concession.

III. LA TABLE TRISTEMENT CELEBRE

Quand l'histoire des négociations de paix de Vietnam sera écrite, la postérité regardera peut-être avec étonnement l'obstacle procédural le plus important : la forme de la table à laquelle les participants s'assoient.

Editorial de *Time*, 24 janvier 1969²¹⁹

La question de la participation du FNL dans les pourparlers ne disparaît pas avec l'élection de 1968. Le jour où il annonce l'arrêt des bombardements, Johnson déclare que le Nord Vietnam a accepté de négocier avec la RVN, dépeignant comme victoire une réelle défaite diplomatique. Cette acceptation dépend de la participation du Front National de Libération dans les négociations, une participation que Thieu oppose dès le début. La situation politique intérieure et la pression diplomatique extérieure obligent les Etats-Unis à faire encore des concessions, ce qui fait le jeu de Hanoi. A partir du mois de novembre, ayant déjà gagné un arrêt des bombardements et la participation des communistes du sud et sans avoir rien concédé, les dirigeants de la RDV peuvent concentrer leurs efforts sur le prochain but diplomatique : la reconnaissance *de facto* du FNL comme égal et en parité avec la RVN. Ils perçoivent cette reconnaissance comme un outil afin de diviser les Etats-Unis du Sud Vietnam, et comme un premier pas vers un gouvernement de coalition dans le sud, ce que Thieu et Ky ne veulent absolument pas.

Les dirigeants de Hanoi veulent que les négociations, approuvées par les Etats-Unis et la RDV à la fin du mois d'octobre 1968 et finalement acceptées par Thieu après l'élection de Nixon, soient de forme « quadripartite », c'est-à-dire avec quatre parties indépendantes et reconnues par les autres. Par contre, les Etats-Unis, et surtout leur allié sud-vietnamien,

²¹⁹ « Full Circle in Paris », *Time*, 24 janvier 1969. « When the history of the Vietnam peace negotiations is written, posterity will probably look with astonishment on what has proved to be the most important procedural obstacle to getting down to substantive business: the shape of the table at which the participants sit ».

pensent qu'en donnant une place séparée et indépendante au FNL, on lui confère une légitimité politique qu'il ne mérite pas. Selon les portes-paroles américains et sud-vietnamiens, le FNL n'est qu'un gouvernement fantoche de la RDV. Pour les E.-U. et la RVN, la forme la plus appropriée pour les discussions serait « bipartite », les Etats-Unis et la RVN d'un côté, et la RDV et le FNL de l'autre.

Que les négociations soient bipartites ou quadripartites (en fait, tous les négociateurs finissent par dire que les différentes parties peuvent les appeler comment elles veulent), c'est la forme de la table qui prend de l'importance dans la période de transition entre l'administration Johnson et Nixon. Les négociateurs de Hanoi proposent une table carrée, avec les quatre parties (les E.-U., la RDV, la RVN, et le FNL) chacun sur un côté de la table. Les Etats-Unis, considérant qu'une table carrée ferait l'impression de deux autorités sud-vietnamiennes égales, répondent en proposant une table rectangulaire, la RDV et le FNL d'un côté, et la RVN et les E.-U. de l'autre. La proposition des Etats-Unis, assez logique dans le contexte de cette guerre, est rejetée catégoriquement par la RDV et le FNL. Ces derniers, se rendant compte que la question de la table fait les gros titres des plus grands journaux mondiaux, décident de continuer à exiger une table carrée qui « reflète la réalité politique ». A travers cette stratégie, ils comptent non seulement faire reconnaître le FNL comme autorité politique légitime, mais aussi semer la discorde entre les Etats-Unis et le Sud-Vietnam. Les négociateurs nord-vietnamiens à Paris entreprennent alors une stratégie de refus absolu jusqu'à ce que la table soit conforme à leurs exigences. Xuan Thuy, chef de l'équipe des négociateurs du nord, déclare aux journaux : « nous ne pouvons pas nous asseoir sans une table ».²²⁰

Les dirigeants de la RVN - Thieu et Ky - sont hésitants à commencer des négociations quadripartites pour des raisons évidentes : une fin négociée entraînerait des compromis avec

²²⁰ LOUCHHEIM, Donald H. « Red See Delays On Talks », *The Washington Post, Times Herald*, 6 décembre 1968, p. A1. « We can't sit down until we have a table ».

le FNL, et le fait de s'asseoir à la table des négociations impliquerait une parité avec l'ennemi communiste. A la différence de l'administration Nixon, qui doit faire face à un électorat qui exige des progrès dans la guerre, Thieu n'est pas obligé de prendre en compte des considérations démocratiques. Thieu est tellement inquiet des conséquences politiques que peuvent entamer les détails formels des négociations qu'il insiste pour que l'ambassadeur américain au Sud Vietnam, Ellsworth Bunker, fasse la déclaration suivante :

Nous considérerons toutes les personnes de l'autre coté de la table comme de membres d'une seule partie, celle de Hanoi...

Les Etats-Unis ne reconnaitront aucun gouvernement qui ne soit pas élu librement par le peuple du Sud Vietnam à travers des procédés démocratiques et légales. L'imposition d'un gouvernement de coalition serait en conflit avec ce principe...

[Saigon] prendra l'initiative et sera le porte-parole principal pour toute question touchant le Sud Vietnam.²²¹

Le FNL est bien conscient de l'inquiétude de Thieu. Les dirigeants communistes voient dans la question de la forme de la table l'opportunité parfaite ; en soulignant leur candeur et leur volonté à mener des négociations *inconditionnelles*, ils dépeignent la RVN comme obstinée et déraisonnable. C'est une stratégie de génie – non seulement le gouvernement Sud-vietnamien semble insensé, mais les guérillas communistes peuvent utiliser la question de la table pour que les Etats-Unis prennent des mesures gênantes pour Thieu, ce qui ne peut qu'améliorer la position politique de la RDV.

La stratégie du FNL – de se faire reconnaître *de facto* dans les négociations à Paris -

²²¹ « We will regard all the persons on the other side of the table as members of a single side, that of Hanoi... The U.S. will not recognize any government that is not freely chosen through democratic and legal process by the people of South Viet Nam. The imposition of any coalition government would be in conflict with this principle... [Saigon] to take the lead and be the main spokesman on all matters which are of principal concern to South Vietnam ».

n'est pas un secret. Thieu, le gouvernement américain, et même les journalistes savent tous que la forme que prennent les négociations au début peut préfigurer du fond et de la nature des compromis décidés plus tard. Le FNL, qui ne contrôle que 15.3% du Sud Vietnam, insiste sur la reconnaissance diplomatique non seulement pour avancer sa cause, mais également pour diviser Nixon et Thieu, pour éloigner Nixon de son soutien populaire, et pour retarder les négociations (prolongeant ainsi l'attention médiatique autour du Vietnam).

La campagne pour cette reconnaissance commence à vraiment prendre de l'élan au mois de décembre 1968. Le gouvernement français sous la présidence de Charles de Gaulle, un militant d'une solution neutraliste au Vietnam, laisse passer les représentants du FNL à l'aéroport de Paris sans qu'ils montrent leurs passeports nord-vietnamiens, ce qui aurait humilié ces diplomates.²²² Reconnus par les français, encouragés par l'attention que leurs donnent les journaux américains, et motivés à faire avancer le message d'un Sud Vietnam neutre et libre, les représentants du FNL et de Hanoi mettent leurs espoirs et leurs énergies dans les négociations à Paris. Dans la presse, ils dépeignent le Sud Vietnam comme obscurantiste, dictatoriale, et anti-compromis. Pour combattre cette image, Saigon, tellement opposé à la possibilité d'une présence du FNL dans les pourparlers, finit par accepter d'envoyer une délégation.

Ironiquement, ce ne sont pas ces hommes politiques mais les journaux qui font le plus pour faire reconnaître le FNL. Ils répondent très positivement aux diplomates du FNL qui déclarent qu'ils sont prêts à négocier avec n'importe qui, n'importe quand.²²³ La demande des communistes pour que les pourparlers soient « quadripartites », même si elle est rejetée par Thieu et Nixon, est implicitement acceptée par tous les journaux principaux américains. Le *Washington Post* déclare que « les pourparlers entre les quatre parties semblent

²²² « Diplomacy : The Front in Paris », *Time*, 6 décembre 1968. Indochina Archive, University of California, File : D.S., Subject : P.S.

²²³ BRIGHAM, p. 81.

bientôt probables». ²²⁴ Le *Christian Science Monitor* réfère aux membres du FNL à Paris comme des « représentants officiels », reflétant la rhétorique employée par le Viet Cong. ²²⁵ Ce même journal va plus loin deux semaines plus tard, informant que les « pourparlers à quatre côtés » sont prêts à débiter. ²²⁶ Quelque mois plus tard, un éditorial du *Monitor* fête l'acceptation officielle de la RVN de négocier directement avec le FNL comme une bonne nouvelle, disant que les Vietnamiens doivent « régler leurs propres comptes ». ²²⁷

L'aspect le plus impressionnant de la campagne communiste pour faire médiatiser la question de la table est que même les groupes politiques qui ne compatissent pas normalement aux causes tiers-mondistes et communistes finissent par adopter les opinions promulguées dans les journaux. La situation politique des négociations - une situation dans laquelle une organisation politico-militaire qui ne contrôle que moins de 20% de la population de son pays insiste sur sa participation complète dans des pourparlers diplomatiques – devrait être favorable au Sud Vietnam. Mais le FNL maîtrise tellement bien l'art de gérer la presse que leur statut par rapport à la RVN semble la plupart du temps en parité dans les journaux, voire supérieur. Avec ce coup de génie en relations publiques, le FNL dépeint Thieu non seulement comme un adversaire à la justice, mais également un opposant à tout compromis. Cette représentation rend inutile l'effort de Thieu de résister aux négociations. A force de ne pas attaquer les Etats-Unis directement, le message anti-Thieu commence à se crédibiliser dans les cercles politiques américains. Comme le sénateur Goerge McGovern le dit à la fin de 1968, « Alors que Ky s'amuse dans les endroits cossus de Paris en perdant son temps à se poser la question s'il va s'asseoir à une table rectangulaire ou circulaire, les hommes

²²⁴ Cité par BRIGHAM, p. 81. « ...peace talks between the four sides appear likely in the near future ».

²²⁵ DEEPE, Beverly, « Saigon Slowly Names Delegates to Paris », *Christian Science Monitor*, 3 décembre 1968, p. 14.

²²⁶ « Kissinger article suggests separate Paris talks », *The Christian Science Monitor*, 20 décembre 1968, p. 15.

« Kissinger... has said that the four-sided peace talks in Paris... ».

²²⁷ « Vietnamese to Vietnamese », *Christian Science Monitor*, 28 décembre 1968, p. 22. « The more the Vietnamese... can settle their own problems... ».

américains meurent pour soutenir son régime au Vietnam ». ²²⁸

Dans un effort de régler l'impasse, les Etats-Unis suggèrent une table ronde. Mais Thieu refuse encore. Les rédacteurs du *New York Times* critiquent Thieu en disant que : « c'est l'heure pour Thieu de prendre une position plus souple quant au rôle du Front National de Libération afin de trouver un accord de paix ». ²²⁹ Au lieu de prolonger le débat sur la forme table, les Etats-Unis décident de faire pression sur Thieu pour qu'il accepte enfin un compromis, c'est-à-dire deux tables rectangulaires séparées par une table circulaire. ²³⁰ Grace à cette acceptation, favorable à la position communiste, le FNL peut insister sur son rôle fondamental dans les négociations.

Sur la question de la table, on constate plusieurs faits qui dominant pendant les négociations : la gestion et le rôle des médias, l'opiniâtreté des Vietnamiens, les retards intentionnés, et la supériorité de la forme sur le fond. Cette victoire diplomatique du FNL au début de 1969 préfigure un modèle de comportement qui allait se répéter tout au long des négociations. L'important dans la question de la table n'est pas *ce que* l'on fait mais *comment* on le fait. En acceptant les demandes du FNL, les Etats-Unis et le Sud Vietnam se mettent dans une position de faiblesse. Pour réussir des vraies négociations, ce qu'il faut, c'est la force.

B. « CHASSANT DEUX LAPINS » : LA DOUBLE-STRATEGIE GEOPOLITIQUE

DE NIXON

²²⁸ « Quotation of the Day », *New York Times*, 18 décembre 1968, p. 49. « While Ky is playing around in the plush spots of Paris and haggling over whether he is going to sit at a round table or a rectangular table, American men are dying to prop up his corrupt regime back home ».

²²⁹ « Running Around in Circles », *The New York Times*, 2 janvier 1969, p. 30. « It is high time Saigon took a more flexible position regarding the role of the National Liberation Front in a peaceful settlement ».

²³⁰ BRIGHAM, p. 83.

I. LA DOCTRINE NIXON

On ne peut pas surévaluer les nombreuses pressions politiques que Nixon subit dès son entrée à la Maison Blanche en janvier 1969. Depuis la déclaration du 31 mars 1968 de Lyndon Johnson, les Américains attendent une fin favorable et rapide à la Guerre du Vietnam, ce qui limite les options militaires de Nixon. Ses électeurs veulent qu'il aboutisse à une victoire dans la guerre – « la paix avec l'honneur » - alors que ses adversaires politiques réclament le retrait immédiat des 500,000 Américains du Vietnam (et le tiennent responsable pour tout mort qui a lieu après son investiture). L'opposition intérieure à la guerre croît rapidement. Les relations avec la Chine et la Russie ne sont pas bonnes. Finalement, Nixon ne veut pas que sa présidence soit dominée par la question du Vietnam, une guerre qu'il hérite de son prédécesseur.

À Paris, les premiers huit mois des négociations (ou des « pourparlers officiels ») n'aboutissent à aucun résultat, excepté un moyen pour les communistes d'accéder aux journaux américains. Au Vietnam même, la guerre est une impasse totale : les Vietnamiens du nord utilisent les pays voisins pour approvisionner le FNL, alors que l'armée américaine est paralysée par l'arrêt des bombardements et la présence médiatique massive.

« L'état de grâce » dont Nixon jouit après son élection ne lui permet pas la résolution de tous ces problèmes.²³¹ Au contraire, le climat social et politique de l'époque crée une ambiance de critique qui met en cause tout homme politique, surtout le président. Si Johnson a dû supporter une presse investigatrice, Nixon doit faire face maintenant à une presse hostile et agressive. En ce qui concerne le Vietnam, Nixon a très peu de champs de manœuvre pour échapper à la critique. S'il déclare un retrait des forces américaines, il risque de se faire traiter de traître ou de lâche. S'il recommence les bombardements, il sait que la gauche l'accusera d'être un criminel.

²³¹ PORTES, p. 223.

Nixon doit donc accomplir un fait impossible – satisfaire toutes les factions d'un pays fortement divisé. Son plan pour vaincre au Vietnam dépend du soutien populaire, et il doit donc faire certaines concessions afin d'amadouer son opposition. Sans ces concessions il ne peut pas mettre en pratique des mesures pour assurer la survie du gouvernement anti-communiste au Sud Vietnam. Il est obligé de répondre aux exigences du mouvement anti-guerre, mais sans compromettre sa conviction qu'un retrait précipité du Vietnam conduirait au ternissement de l'image américaine à l'échelle mondiale. Comme ses prédécesseurs, Nixon croit que au rôle prépondérant des Etats-Unis dans la géopolitique. A la différence d'autres présidents, Nixon est confronté à une opposition intérieure qui attaque non seulement ses positions politiques, mais aussi qui s'allie ouvertement avec l'ennemi.

Afin de maintenir l'équilibre politique fragile entre les opposants à la guerre et ceux qui la soutiennent, Nixon déclare, au mois de mai, sa nouvelle stratégie pour le Vietnam : la *Vietnamisation*. Cette nouvelle approche comprend un retrait progressif des forces américaines, mais aussi un renforcement de l'armée sud-vietnamienne. En retirant les soldats américains, Nixon compte porter un coup dur au mouvement anti-guerre ; en soutenant le Sud Vietnam au niveau financier et matériel, Nixon n'abandonne pas ses alliés et ne ternit pas l'image forte des Etats-Unis. Cette approche, similaire au *jaunissement* employé par les Français lors de la guerre d'Indochine, devient la base de la *Doctrine Nixon*, qui insiste sur le fait que les alliés des Etats-Unis doivent prendre leur responsabilité par rapport à leur propre défense.

Le dévoilement de ce nouveau plan a lieu dans le contexte d'une « attaque éclair de relations publiques ».²³² Démontrant une maîtrise certaine de la gestion de la presse qui manquait à son prédécesseur, l'administration Nixon dévoile secrètement les détails de la

²³² HALLIN, p. 184. « A public relations blitz ».

nouvelle stratégie aux journaux pour qu'ils les publient.²³³ C'est un coup de génie : au lieu de claironner sa doctrine (ce qui aurait sembler moins sincère), Nixon laisse volontairement « transpirer » ses intentions, sachant qu'ainsi la couverture médiatique lui serait plus positive. Comme l'Amiral John McCain (père du futur homme politique américain) le déclare, la *Vietnamisation* est « un programme coordonné... pour assurer l'avantage politique et psychologique de la diminution [des forces armées] ». ²³⁴

II. UNE NOUVELLE STRATEGIE, UN NOUVEAU DEFI

Malheureusement pour la nouvelle stratégie de Nixon, le FNL ne lui laisse pas l'accès aux journaux. Les dirigeants du FNL se moquent publiquement de la Vietnamisation, déclarant que le double-objectif (une victoire militaire et un retrait des troupes) s'apparente à « chasser deux lapins » en même temps.²³⁵ Pire, le jour où la presse est informée du plan de Nixon, les rebelles sud-vietnamiens annoncent la formation d'une nouvelle organisation politique : le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud Vietnam (GRP). Ce « gouvernement », une coalition politique de tous les Sud-vietnamiens qui ne s'opposent pas à des négociations directes avec le FNL, est contrôlé majoritairement par les responsables politiques du FNL. Dans ce contexte, la création du GRP n'est qu'un changement formel. Mais les journaux, à l'affût d'un possible drame d'un gouvernement rival au Sud Vietnam, ne cessent pas de publier sur le GRP. En conséquence, le gros titre du nouveau plan de Nixon, la *De-americanisation* de la guerre perd sa première place à la une des journaux au profit du nouveau gouvernement du GRP.

Nixon a le sentiment que la *Vietnamisation* a le potentiel pour lui apporter beaucoup

²³³ IDEM.

²³⁴ Cité par HAMMOND, p. 154. « ... a coordinated program... to ensure maximum political and psychological benefit from this reduction ».

²³⁵ MARDER, Murrey, « Reds Say Nixon's Viet Strategy is like 'Chasing Two Rabbits' », *The Washington Post*, 14 mai 1969, p A12.

des benefices politiques, et ne baisse pas les bras. Après avoir demande l'avis des ses proches conseillers, il decide d'annoncer publiquement la nouvelle stratégie américaine au Vietnam pendant une réunion avec le président sud-vietnamien le 8 juin 1969 à Midway, une île dans le Pacifique. Pour « assurer l'avantage politique et psychologique », Nixon compte annoncer non seulement le retrait de 25,000 soldats américaines, mais aussi une réception publique des premiers régiments qui repartent pour les Etats-Unis. L'objectif de cette annonce est de presenter le retrait des forces armées americaines comme une veritable victoire des Etats-Unis, mais également d'une démonstration de force du Sud Vietnam.

Malheureusement pour Nixon, deux jours avant cette réunion qui devait être son plus beau succes en relations publiques depuis le début de sa présidence, l'opposition politique sud-vietnam se réunit dans la jungle pour la première conférence du nouveau GRP. Les dates choisies pour la conférence du GRP sont du 6 au 9 juin alors que l'annonce de Nixon devait être le 8. Ce n'est pas un hasard ! Dans la guerre mediatique, le GRP gagne une nouvelle bataille. Alors que Nixon se vante des bonnes conditions au Sud Vietnam permettant un retrait rapide des forces américaines, les combattants du FNL et leurs alliés politiques créent un gouvernement parallèle, ce qui ne correspond pas a l'image que Nixon aimerait faire passer. Alors que Nixon complimente Thieu pour son esprit démocratique, les nouveaux dirigeants du GRP annoncent, qu'à la différence de Thieu, ils sont prêts à négocier avec « toute personne ou force politique, sans distinction d'opinion politique et sans considération de leur passé, étant donné qu'ils sont pour la paix, l'indépendance, et la neutralité ».²³⁶

La formation du GRP n'est pas un acte isolé. Au contraire, la création d'une aile politique qui représente l'insurrection militaire était en préparation depuis quelques années. Avec le succès diplomatique du FNL au cours des années 1967 et 1968, et la certitude que les

²³⁶ RANDAL, Jonathan C. « New Team Taking Over », *The Washington Post*, 12 janvier 1969, p. A1. « ...the revolutionary government was ready to negotiate the formation of a coalition government 'with all persons or political forces without distinction of political opinion and without consideration of thier past provided tje are for peace, independence, and neutrality' ».

forces américaines allaient quitter le pays, les communistes vietnamiens se préparent donc à la transition de la lutte armée à la lutte politique. Le GRP, conçu dans le contexte d'une campagne pour acquérir du soutien au niveau international, permet d'isoler Nixon et Thieu de leur soutien en mettant en cause la RVN, la privant ainsi de toute légitimité politique.

Les journaux américains donnent autant de place à la création du GRP qu'à l'annonce de Nixon. Alors que la stratégie de Nixon est critiquée par la presse, la formation du GRP est dépeinte comme relativement positive. Le *New York Times* réimprime non seulement les commentaires du représentant du FNL à Paris sur le nouveau « gouvernement », mais il le décrit en termes positifs comme « représentant d'un continuum politique plus large que le Front National de Libération ». ²³⁷ L'article du *Washington Post*, apparemment franc et objectif, emploie certains mots qui donnent une impression positive dans le lexique collectif américain, associant les membres du GRP à « la classe moyenne ». Il imprime les noms des « fonctionnaires » du GRP, insinuant que le GRP devrait être considéré comme un interlocuteur gouvernemental. ²³⁸ Dans le *Christian Science Monitor*, les rédacteurs ne mentionnent même pas que le GRP est lié au FNL, ce qui donne encore plus l'impression de sa légitimité politique et de sa nature représentative (par rapport à l'administration Thieu). ²³⁹ Il y a bien sûr beaucoup d'articles qui critiquent le GRP et qui dénoncent les liens entre le nouveau « gouvernement » et son organisation de base, le FNL. Mais le fait même de rapporter ces événements en même temps qu'a lieu « l'attaque éclair en relations publiques » de Nixon, fait le jeu du FNL.

Le GRP désigne comme ministre des Affaires étrangères la charismatique femme du

²³⁷ « Declaration by N.L.F.'s Successor Group », *The New York Times* 12 juin 1969, p. 13 ; MIDDLETON, Drew, « Vietcong and Their Allies Set up Anti-Thieu Regime », *The New York Times*, 11 juin 1969, p. 1. « ...covering a wider spectrum than the National Liberation Front ».

²³⁸ RANDAL, Jonathan C. « NLF Forms 'Temporary' Government », *The Washington Post, Times Herald*, 11 juin 1969, p. A1. En ce qui concerne les titres officiels des fonctionnaires du GRP, le *New York Times* fait pareil, réimprimant la liste des ministres dans son ensemble. « Members of 'Provisional Government' », *The New York Times*, 12 juin 1969, p. 13.

²³⁹ « The news – briefly », *Christian Science Monitor*, 12 juin 1968, p. 2.

sud, Nguyen Thi Binh. Déjà à Paris pour représenter le FNL, « Madame Binh » est une personne reconnue et tenue en estime non seulement par le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, mais aussi par des nombreux gouvernements. Elle est jeune (41 ans), persuasive, et déjà expérimentée dans la diplomatie internationale. Un journal français la dénomme « la Jeanne d'Arc des rizières ».²⁴⁰ Avec Ho Chi Minh, le vénérable leader de la RDV, elle fait partie des personnalités « stars » des leaders vietnamiens. Dans les manifestations aux Etats-Unis, les manifestants chantent « Ho, Ho, Ho Chi Minh – the NLF is going to win », ou bien « Ho, Ho, Ho Chi Minh – the NLF and Madame Binh ».²⁴¹ Le FNL, devenu le GRP, maîtrise la gestion de l'image publique de ses leaders en faveur de leurs objectifs politiques. Nixon, nerveux et peu commode devant les caméras, n'arrive pas à rivaliser avec l'équipe Minh/Binh.

III. NIXON ET LA PRESSE : A L'ATTAQUE

En se proclamant le Gouvernement Revolutionnaire Provisoire, le Front National de Libération fait encore une démonstration de sa maîtrise des médias. Non seulement le nouveau nom lui apporte une nouvelle légitimité, mais la date de l'annonce est méticuleusement choisie pour rendre l'effet de propagande le plus efficace. Certes, Nixon est énervé par la persévérance de l'adversaire et par la couverture médiatique sans fin que lui accordent les journaux, mais sa présidence est jeune, et Nixon ne sait pas encore la valeur politique de la presse. Pour Nixon, la presse n'est qu'un inconvénient mineur dans la politique intérieure des Etats-Unis et un non-facteur à l'échelle internationale. Nixon sous-estime le rôle de la presse dans la diplomatie. En ce qui concerne sa stratégie de *linkage*, Nixon ne pense pas que la fièvre médiatique autour de la création du GRP allait avoir un effet

²⁴⁰ *l'Express*, Cité par « Diplomacy », *Indochina Archive of the University of California*, 6 décembre 1968, p. 4. « ... a sort of Joan of Arc of the rice paddies » (double-traduction).

²⁴¹ « Ho, Ho, Ho Chi Minh – le FNL va gagner » ; « Ho, Ho Ho Chi Minh – le FNL et Madame Binh ». BRIGHAM, p. 91.

probant.

Il a tort. Les Soviétiques trouvent dans la création du GRP l'occasion de donner un coup dur aux Etats-Unis. Gromyko reconnaît le GRP comme le « représentant officiel du peuple du Sud Vietnam à la conférence de Paris » moins d'une semaine après sa création et Breznhev convertit la délégation du FNL à Moscou en ambassade.²⁴² Nixon, qui comptait sur l'URSS pour faire pression sur les Vietnamiens, est pris complètement au dépourvu par ces nouvelles. Le *linkage* étant un échec, Nixon ne peut plus envisager une sortie rapide des Etats-Unis de l'enlissement vietnamien. Son « plan secret » échoue, ses ennemis gagnent des victoires diplomatiques et l'opposition intérieure croît. La lune de miel des premiers six mois de sa présidence est terminée.

La formation d'un « gouvernement » de résistance au Sud Vietnam au lieu d'un « front » jette de l'huile sur le feu sur le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis. La gauche a été divisée de 1963 à 1968 en raison des actes du président démocrate. Nixon, républicain, permet l'unification de la gauche traditionnelle avec les mouvements anti-guerre et les groupes radicaux. Tout à coup, Nixon se trouve face non seulement à des conditions diplomatiques défavorables (la reconnaissance soviétique du GRP), mais aussi à un électorat agité et une presse hostile. C'est cette dernière que Nixon considère comme responsable de l'échec de son plan de *linkage* et il part à l'attaque contre cette presse. S'il n'a pas les Soviétiques de son côté, Nixon a au moins besoin du public américain pour soutenir ce qui ressemble de plus en plus à une guerre qui devait durer tout le long de son mandat de quatre ans. La presse, pense-t-il, manipule son image publique de manière négative. Concernant la politique étrangère, Nixon croit sincèrement qu'il existe un réseau de conspirateurs déterminés à déjouer ses plans. « La Guerre du Vietnam » écrit-il dans ses mémoires, « a été compliquée par des facteurs qui n'ont jamais été vus avant dans la conduite d'une guerre... Les médias américains

²⁴² BRIGHAM, p. 87.

sont arrivés à dominer l'opinion intérieure sur ses buts et sa conduite ».²⁴³ À partir du printemps 1969, il commence alors à surveiller et à contrôler la presse. En mai, après un reportage critique du *New York Times*, Nixon décide de poser des écoutes dans les bureaux de la Maison Blanche pour surveiller les contacts entre les membres de son administration et la presse.²⁴⁴ Nixon, de plus en plus paranoïaque sur la fidélité de ses proches conseillers commence à s'isoler. Il ne fait plus de conférences de presse préférant s'adresser directement au peuple américain à la télévision (évitant ainsi que les médias filtrent et déforment ses propos). Le président Franklin Delano Roosevelt a organisé autant de conférences de presse dans ses trois premiers mois de fonction que Nixon devait en organiser au cours de ses six années à la Maison Blanche.²⁴⁵

Le fait de ne plus communiquer avec la presse entraîne l'effet contraire de ce que veut Nixon. Au lieu de faire taire la critique et d'arrêter les fuites d'information, l'isolement de Nixon ne fait qu'aggraver sa situation. La presse qui a désespérément besoin d'informations va de plus en plus chercher des sources non-officielles au sein de l'administration. Ces sources mécontentes sous la présidence de Nixon et malgré les écoutes électroniques, sont disposées à donner encore plus d'informations aux reporters. En voulant contrôler la presse, Nixon perd tout contrôle.

Le mois d'octobre voit la convergence de tous ces problèmes au *Moratorium* (Moratoire), manifestation prévue pour le 15 octobre 1969. Organisé par les étudiants et les syndicats, le Moratoire a comme but le rassemblement pacifique des milliers de personnes en opposition à la Guerre du Vietnam. À cause de l'hostilité de l'administration Nixon et du bon comportement des manifestants (par rapport à Chicago l'année précédente), la presse couvre

²⁴³ Cité par HALLIN, p. 3. « The Vietnam War was complicated by factors that had never before occurred in America's conduct of a war... [T]he news media had come to dominate domestic opinion about its purpose and conduct ».

²⁴⁴ HALLIN, p. 190.

²⁴⁵ SCHLESINGER, Arthur Mayer, *The Imperial Presidency*, New York, Houghton Mifflin Books, 2004, p. 225.

le Moratoire avec sympathie « insistant sur le calme et la profondeur morale des diverses manifestations ». ²⁴⁶ La RDV suivant toujours sa stratégie de s'adresser directement au public américain, envoie une lettre aux manifestants, les félicitant de leur lutte contre l'agression militaire. ²⁴⁷ Nixon, dégoûté, fait semblant de ne pas prendre en compte le Moratoire, pourtant une des plus grandes manifestations qui n'ait jamais eu lieu aux Etats-Unis. Son conseiller principal Henry Kissinger admet l'importance psychologique et politique que cette manifestation prend dans l'histoire : alors que l'administration essaie d'établir des compromis à Paris, « Hanoi reste sur le banc de touche, observant froidement comment l'Amérique négociait non pas avec son adversaire, mais avec elle-même ». ²⁴⁸

Après le Moratoire, les relations entre la presse et la présidence sont au plus bas. En annonçant un changement de politique ou en s'adressant directement à la presse, Nixon aurait pu rompre ce cycle d'hostilité entre la presse et lui. Mais les événements de 1969 – de la couverture positive de la formation du GRP en juin jusqu'au Moratoire en octobre – rendent le président Nixon tellement furieux qu'il décide de passer finalement à l'attaque. En combattant la presse, Nixon espère la convaincre de son influence négative. C'est une stratégie qui aurait pu marcher une décennie auparavant quand l'ambiance politique et l'attitude de la presse étaient bien différentes. Afin de garder son image publique calme et posée et ne pas risquer de se montrer hostile, il utilise son vice-président Spiro Agnew pour délivrer le message anti-presse.

Le 14 octobre, à la veille du Moratoire, Agnew essaie d'associer le mouvement anti-guerre aux communistes en demandant aux leaders du Moratoire de condamner une lettre que le premier ministre nord-vietnamien leur a envoyée. ²⁴⁹ Cette tactique, l'accusation du

²⁴⁶ PORTES, p. 234.

²⁴⁷ KISSINGER, p. 98.

²⁴⁸ Ibid, p. 101. « All this time Hanoi stood by the sidelines, coldly observing how America was negotiating not with its adversary but with itself ».

²⁴⁹ NAUGHTON, James M. « Nixon Challenges Protest Leaders », *The New York Times*, 15 octobre 1969, p. 1.

mouvement anti-guerre d'être communiste, « est une constante que Nixon poursuit ».²⁵⁰ Les alliés politiques de Nixon vont à l'attaque alors que Nixon reste toujours silencieux. Ronald Reagan, le gouverneur de Californie, déclare à New York que « nous avons le droit de soupçonner qu'au moins quelques uns qui organisent des parades sont moins concernés par la paix et plus par le fait de donner un coup de main à l'ennemi ».²⁵¹ Juste après le Moratoire, le Vice-Président nomme les manifestants des « anarchistes professionnels ».²⁵² L'administration Nixon, interrogée par des reporters sur les propos d'Agnew, ne les désavoue pas en précisant que le président ne met pas en laisse son vice-président.²⁵³ La stratégie fait « good copy »²⁵⁴ - c'est-à-dire, elle attire encore plus l'attention des journaux sur les propos du vice-président que sur les manifestations. Etant donné le succès de cette tactique, l'administration décide de continuer la critique directe de la presse même après la période du Moratoire. Dans un entretien avec le *U.S. News and World Report*, Agnew accuse les journalistes d'être les « penseurs les plus superficiels que je n'ai jamais vus ».²⁵⁵ Quelques jours plus tard, il attaque les stations de télévision, les accusant d'avoir des préjugés contre Nixon.²⁵⁶ Une semaine après, Agnew attaque de nouveau les journaux citant spécifiquement le *New York Times* et le *Washington Post* pour leur « monopolisation de l'opinion publique ».²⁵⁷

Les attaques, représentées comme une initiative personnelle du vice président, font

²⁵⁰ PORTES, p. 236.

²⁵¹ Cité par NAUGHTONS, James M. « Nixon Challenges Protest Leaders », *The New York Times*, 15 octobre 1969, p. 1. « We have a right to suspect that at least some of those who organize those parades are less concerned with peace than with lending comfort and aid to the enemy ».

²⁵² JENSEN, Robert C. « Scott Deplores Agnew Attack on Protestors », *The Washington Post, Times Herald*, 21 octobre 1969, p. A8. « ...professional anarchists ... ».

²⁵³ NAUGHTON, James M. « White House Discounts Conflict in Officials' Moratorium Views », *The New York Times*, 22 octobre 1969, p. 16.

²⁵⁴ Le terme « make good copy » veut dire prendre beaucoup de place dans les journaux. SEMPLE, Robert B. « Agnew : The Evidence is that He's Speaking for the President », *The New York Times*, 2 novembre 1969, p. E3.

²⁵⁵ KENWORTHY, E.W. « Agnew Says TV Networks Are Distorting the News », *The New York Times*, 14 novembre 1969, p. 1. « ... the most superficial thinkers I have ever seen ».

²⁵⁶ « Transcript of Address by Agnew Criticizing Television on its Coverage of the News », *The New York Times*, 14 novembre, 1969, p. 24.

²⁵⁷ LYDON, Christopher, « Agnew Attacks Press as Unfair ; Names 2 Papers », *The New York Times*, 21 novembre 1969, p. 1. « ... monopolization of public opinion ».

réellement partie d'une campagne générale contre les médias, coordonnée par la Maison Blanche afin de regagner l'opinion publique. Le moment culminant de cette campagne est le discours du président du 3 novembre 1969 dans lequel il s'adresse directement à la « grande majorité silencieuse ». C'est un véritable coup de génie. Alors qu'Agnew s'occupe de distraire « l'ennemi » (la presse et les opposants à la guerre), Nixon rallie ses partisans, les Américains « normaux » qui ne vont pas aux manifestations et qui sont écoeurés par le manque de « patriotisme » des manifestants et des médias :

Ce soir, je demande votre soutien à vous, la grande majorité silencieuse de mes concitoyens. Je me suis engagé dans ma campagne présidentielle à mettre fin à la guerre d'une façon qui nous permet de gagner la paix.

J'ai commencé un plan d'action que me permettra de tenir cette promesse. Plus j'ai du soutien de la part du peuple américain, plus vite cet engagement peut être réalisé. Car plus nous sommes divisés chez nous, moins disposé sera l'ennemi à négocier avec nous à Paris.

Soyons unis pour la paix. Soyons unis aussi contre la défaite. Car nous devons comprendre : le Nord Vietnam ne peut pas battre ni humilier les Etats-Unis. Seulement les Américains peuvent faire cela.²⁵⁸

La réception médiatique du discours de Nixon est plutôt mitigée. Le *Wall Street Journal* décrit le discours comme « non seulement raisonnable, mais prometteur ».²⁵⁹ Le

²⁵⁸ « So tonight, to you, the great silent majority of my fellow Americans, I ask for your support. I pledged in my campaign for the Presidency to end the war in a way that we could win the peace. / I have initiated a plan which will enable me to keep that pledge. The more support I can have from the American people, the sooner that pledge can be redeemed. For the more divided we are at home, the less likely the enemy is to negotiate in Paris. / Let us be united for peace. Let us also be united against defeat. Because let us understand : North Vietnam cannot defeat or humiliate the United States. Only Americans can do that ». « Text of President Nixon's Address to Nation on U.S. Policy in the War in Vietnam », *The New York Times*, 4 novembre 1969, p. 16.

²⁵⁹ « The President Sets His Course », *Wall Street Journal*, 5 novembre 1969, p. 22. « ... the President's plan for ending the American part of the war seems not only reasonable but promising ».

Christian Science Monitor fait écho signalant le plan de Nixon comme « la meilleure possibilité vue les circonstances difficiles actuelles ».²⁶⁰ Mais les rédacteurs du *New York Times*, le journal le plus lu aux Etats-Unis, déclarent leur hostilité à son « plan pour la paix », ce qu'ils accusent d'être « une formule pour la guerre prolongée ».²⁶¹ Dans le même éditorial, ils notent que « Nixon a offert un plan pour la Vietnamisation de la guerre. Ce qu'il faut, c'est un programme pour la Vietnamisation de la paix ».²⁶² Le *Chicago Daily Defender* va plus loin dans sa critique de Nixon et de son discours, accusant le président « de ne rien avoir dit qui n'a pas été dit avant ».²⁶³

Nixon reçoit des milliers des télégrammes le félicitant pour son discours.²⁶⁴ Même ses adversaires politiques reconnaissent le succès de ce discours du 3 novembre. Sa décision d'ignorer les exigences des manifestants du 15 octobre et de faire appel directement à cette « grande majorité silencieuse » est justifiée par l'histoire comme une manoeuvre politique géniale. Malgré le ralliement des partisans républicains autour du président, le discours ne fait rien pour unir le pays ou pour apaiser les militants anti-guerre. Les dirigeants de la RDV, anticipant une offensive diplomatique après les mots durs du discours, envoient un message à leur délégation à Paris :

Etant donné la situation générale, surtout après le discours de
Nixon du 3 novembre, nous montrerons une position dure,
une riposte et nous nous opposerons à leur pression !²⁶⁵

²⁶⁰ « A plea for support », *Christian Science Monitor*, 5 novembre 1969, p. 18. « ...the President's course... is the best under the present difficult circumstances... ».

²⁶¹ « Mr. Nixon's 'Plan for Peace' », *The New York Times*, 4 novembre 1969, p. 44. « ... with a 'plan for peace' that looks more like a formula for continued war ».

²⁶² Ibid. « President Nixon has offered a plan for Vietnamizing the war. What is needed is a program for Vietnamizing the peace ».

²⁶³ « The Same Old Stuff », *Chicago Daily Defender*, 6 novembre 1969, p. 21. « In truth, Mr. Nixon said nothing that he had not said before ».

²⁶⁴ KISSINGER, p. 104.

²⁶⁵ Cité par LOI et VU, p. 109. « In view of the general situation, particularly after Nixon's 3 November speech, we will show a tough position, a riposte, and will oppose their pressure ».

Le discours du 3 novembre est une démonstration de force qui motive la base politique de Nixon. Mais ses opposants intérieurs ne cessent pas de croître ; ses adversaires diplomatiques se préparent à rejeter tout compromis ; et les journaux – même ceux qui accordent une réception positive à son discours – rapportent ce discours sur un ton sceptique car toute cette décennie a été marquée par le mensonge présidentiel et la tromperie politique. Si la « grande majorité silencieuse » répond favorablement à l'appel du président, la petite minorité bruyante devient de moins en moins petite et de plus en plus bruyante.

C. LA DIPLOMATIE SOUS NIXON : LES ORIGINES D'UNE STRATEGIE ECHOUÉE

I. DUCK HOOK ET LA DATE LIMITE DE NOVEMBRE 1969

Entrant dans la Maison Blanche, Nixon ne veut pas répéter les erreurs de son prédécesseur. Après la victoire de Nixon en 1968 mais avant son investiture en 1969, Johnson lui confie que « toutes les suspensions des bombardements étaient des erreurs ». ²⁶⁶ Les Vietnamiens, selon l'ancien président démocrate, sont fermement décidés à achever une victoire complète, et tout signe de faiblesse ne ferait que les encourager. Nixon suit ces conseils à la lettre, menant une stratégie diplomatique fondée sur la force et les menaces. Les négociations, selon les membres de l'administration Nixon, ne sont qu'un « instrument de la guerre politique » employé par les Nord-vietnamiens. ²⁶⁷ Nixon écarte complètement la possibilité d'un succès diplomatique à travers les négociations à Paris, proclamant au général chargé de la guerre, « Je ne sais pas de quoi ces clowns veulent parler... je ne crois pas que ce soit le moment pour faire des concessions ». ²⁶⁸

Selon Nixon, l'erreur la plus grave que fait Johnson, c'est de donner aux communistes

²⁶⁶ Cité par BERMAN, p. 11. « Every one of the bombing halts was a mistake ».

²⁶⁷ KISSINGER, p. 71. « They treated negotiations as an instrument of political warfare ».

²⁶⁸ Cité par Idem, p. 112. « I don't know what these clowns want to talk about... I don't feel this is any time for concession ».

vietnamiens un sens de l'espoir. S'ils pensent qu'ils ont la possibilité de gagner la guerre, ils vont continuer à la mener. S'ils pensent que les Etats-Unis sont un pays qui n'arrêtera à rien pour empêcher les communistes de prendre contrôle du Sud Vietnam, ces communistes s'arrêteront eux-mêmes. Cette théorie de Nixon dépend surtout de la rationalité de l'autre. Et même si sa gestion de la guerre n'est pas parfaite, l'histoire montre que Nixon n'a pas tort : les nombreuses concessions faites par l'administration Johnson ne font qu'encourager les Vietnamiens à être plus intransigeants.

Pour briser le cercle vicieux des concessions américaines et de l'entêtement vietnamienne, Nixon décide d'entreprendre une approche radicalement différente de celle de Johnson. Au lieu d'offrir le rameau d'olivier, Nixon menace de punir les Nord-vietnamiens pour leur obstination. Alors que Johnson offrait des incitations à la RDV pour le bon comportement, Nixon lui propose des mesures de dissuasion pour les encourager à faire des concessions. Surtout après l'été de 1969 (le succès de la campagne des relations publiques de la RDV et du GRP), Nixon décide qu'une prolongation de la Guerre du Vietnam signifierait sa mort politique. Ses conseillers militaires préparent le plan pour un coup de force armé. Une telle opération accomplirait deux objectifs : 1) elle convaincrat la RDV que Nixon est sérieux et que la continuation de la lutte armée contre le Sud Vietnam et les Etats-Unis sera futile, et 2) elle donnerait confiance à Thieu face au retrait des troupes américaines, montrant que Nixon veut bien utiliser la force armée pour protéger son allié.

L'administration établit une commission pour examiner les détails d'une attaque sur le Nord Vietnam.²⁶⁹ L'opération s'appellerait *Duck Hook* et elle est planifiée pour le 1 novembre 1969. Si les Nord-Vietnamiens continuent de retarder les négociations à Paris, Nixon compte les faire pression à travers les avions B-52. Kissinger informe les dirigeants de la RDV que des démarches positives dans les négociations doivent être prises vers une paix favorable à la

²⁶⁹ BERMAN, p. 55.

position des Etats-Unis ou le Nord Vietnam entraînerait des « conséquences graves ».²⁷⁰ Il précise même une date limite pour ces démarches

Malgré les menaces, *Duck Hook* n'a jamais lieu. Le plan, qui allait « appliquer toute la force nécessaire afin d'obtenir les objectifs américains en Asie... [avec] un choc politique, militaire, et psychologique maximum », est annulé à cause de la pression que mettent sur l'administration Nixon la presse et le mouvement anti-guerre. Les Vietnamiens comptent sur les divisions intérieures aux Etats-Unis pour empêcher Nixon d'attaquer, et ces divisions finissent par accomplir ce que les armes inférieures de la RDV et du GRP ne pourraient jamais : l'abandon par Nixon de ses plans. C'est surtout le moratoire d'octobre 1969, encouragé par la RDV et couvert favorablement dans les journaux, qui pousse Nixon à capituler. Au lieu de dévier de la voie défailante de son prédécesseur, Nixon répète ces erreurs, remettant en marche la diplomatie des menaces en l'air. Les Etats-Unis deviennent un chien qui aboie mais ne mord pas.

II. LES NEGOCIATIONS SECRETES

Les négociations à Paris mettent Nixon dans une mauvaise situation en ce qui concerne son image publique et la presse. A la différence de Johnson, Nixon ne peut pas s'attribuer le mérite pour ces gestes en faveur de la paix. Pire, il ne peut pas les arrêter car le mouvement anti-guerre et la presse le dépeindraient comme un dictateur belligérant. Finalement, Nixon ne peut pas utiliser les négociations pour ses propres fins politiques car la nature des négociations ouvertes et publiques est en conflit avec sa stratégie diplomatique de couplage. Nixon est capif des actions du passé : toutes ses options semblent mauvaises. Comme le dit un journaliste pour le *Washington Post*, « le Président Nixon est obligé non pas

²⁷⁰ KISSINGER, p. 89. « ... steps of grave consequence ».

par ses propres mots, mais par l'état d'esprit national, de suivre le cours de Johnson ». ²⁷¹

L'écart entre les conditions actuelles dans lesquelles Nixon se trouve et les conditions idéales pour que sa stratégie fonctionne de manière efficace est insurmontable. Son conseiller le plus proche, Henry Kissinger, est un universitaire expérimenté dans la théorie de la diplomatie mais non pas dans sa pratique. Et la mentalité internationale de Nixon est formée autour des concepts dépassés de la guerre froide, se fondant trop sur l'importance des deux blocs. En résumé, la formation diplomatique de Nixon est basée dans la *macrodiplomatie* alors que ses ennemis emploient une stratégie de *microdiplomatie*. La macrodiplomatie, qui met l'accent sur l'importance de la Chine et de l'URSS, ne prend pas en compte une nouvelle réalité politique, sortie des années 60, qui favorise la microdiplomatie. Les dirigeants du FNL et de la RDV, expérimentés depuis des années dans les guerres *guerrillas* et la microdiplomatie, utilisent des moyens plus concrets et moins théoriques pour achever leurs objectifs. Au lieu de se concentrer sur la faveur des superpuissances, ils mettent leurs efforts dans le ralliement de leur propre peuple autour d'une cause nationaliste. Alors que les pratiquants américains de la macrodiplomatie imaginent des théories compliquées pour faire pression sur leurs adversaires, les Vietnamiens de l'école microdiplomatie pensent plus à saper l'autorité de leur ennemi intérieur à travers des mesures concrètes et simples. Le péché mortel de la macrodiplomatie est le fait qu'elle ne prend pas en compte l'importance de l'opinion publique. C'est ce facteur, plus que tous les autres combinés, qui détermine le déroulement de la Guerre du Vietnam.

Prouvant que la double-stratégie de *madman* et de *linkage* n'obtient pas les résultats qu'ils désirent, l'administration Nixon modifie ses plans pour incorporer un élément de la *microdiplomatie*. Etant donné que les négociations publiques offrent une occasion à Hanoi de « manipuler le débat américain intérieur », Nixon décide de poursuivre des négociations

²⁷¹ Cité par KISSINGER, p. 95. « President Nixon is bound, not so much by his own words as the national mood, to continue on the Johnson course ».

parallèles, mais en secret, ce qui lui permettrait d'arriver à de vrais compromis sans donner encore de publicité médiatique aux Vietnamiens.²⁷² Cette stratégie semble idéale pour les deux côtés : ils peuvent faire démonstration de leur dureté et de leur détermination en public tout en travaillant ensembles pour des compromis réciproquement profitables en privé.

Le négociateur secret américain, Henry Kissinger, rencontre son homologue nord-vietnamien le 4 août 1969 dans l'appartement parisien de Jean Sainteny, un Français avec des liens à la RDV et au gouvernement américain. Dans cette réunion, Kissinger propose des négociations officielles et secrètes à Xuan Thuy, l'envoyé nord-vietnamien :

Pour accélérer les négociations, les Etats-Unis sont préparés à ouvrir une autre voie de contact avec le Vietnam... nommer un envoyé de haut rang pour mener les négociations à des résultats... Si cette voie est ouverte, les Etats-Unis ajusteront ses activités militaires afin de créer les circonstances les plus favorables pour achever une solution.²⁷³

Thuy accepte la proposition de Kissinger et les deux diplomates se mettent d'accord pour la continuation des réunions secrètes.

En 1970, Le Duc Tho remplace Xuan Thuy comme le chef de l'équipe des négociations. Ce remplacement indique aux Américains que les Nord-vietnamiens commencent à prendre les négociations au sérieux. Mais les réunions sont marquées par une ambiance de tension, ce qui ne se prête pas à l'achèvement des compromis. Les rencontres entre Tho et Kissinger deviennent une espace d'affronts personnels et non pas d'idées politiques. Voici un échange typique, transcrit par un témoin des négociations :

-Le ministre est plus difficile de caractère que moi.

²⁷² KISSINGER, p. 42. Hanoi had a « capacity to manipulate American domestic debate ».

²⁷³ LOI et VU, p. 100. « To increase the tempo of negotiations, the US president is prepared to pen another channel of contact with Vietnam... to appoint a competent high-ranking envoy to bring the negotiations to results... If this channel is opened, the US will adjust its military activities so as to create the most favorable circumstances to reach a solution ».

- J'ai adopté ce caractère depuis que je vous ai connu. Je l'ai appris de vous.
- Depuis le premier jour, je vous ai trouvé très difficile.
- Cela n'est pas vrai. J'ai adopté ce caractère à force d'écouter votre philosophie contournée.²⁷⁴

En février, en mars, et en avril 1970, Kissinger et Tho se rencontrent à Paris, Sèvres, et Choisy-le-Roi pour des pourparlers secrets. Les Nord-vietnamiens ne s'attendent pas à mettre fin à la guerre à travers les négociations et les utilisent pour évaluer la position diplomatique de leur adversaire. Les Américains sont aussi pessimistes quant à la possibilité d'achever la paix. Kissinger finit par comprendre la stratégie diplomatique des Nord-vietnamiens : prolonguer la guerre dans un effort de rendre les Américains politiquement divisés. Malgré cette compréhension, il n'y a rien que puisse faire le conseiller de Nixon. La stratégie nord-vietnamienne se déroule, les Etats-Unis deviennent de plus en plus divisés, et Nixon n'a plus de recours à part les concessions. La presse critique l'entêtement des deux parties, le mouvement anti-guerre croît, et le processus imparable du retrait des forces américaines continuent à influencer la pression que peuvent mettre la RDV sur les Etats-Unis. Comme Kissinger écrit dans ses mémoires des années plus tard, « La première série des négociations ont échoué parce que la diplomatie reflète toujours un certain équilibre des forces, et Le Duc Tho n'avait pas tort : il avait la bonne perception de l'opinion publique en Amérique ».²⁷⁵ L'équilibre des forces en 1970 est en faveur de la RDV. Au lieu de renoncer, Nixon parie sur sa stratégie de macrodiplomatie. Mais les « deux lapins » de Nixon – la pression diplomatique à travers les superpuissances et la théorie *madman* – sont incompatibles l'un avec l'autre. Ses

²⁷⁴ LOI et VU, p. 139. « -The minister is of more difficult character than I am. -I have got that difficult character since I met you. I have learned it from you. - Since the very first day, I have found you very difficult. -It's not true. I have got this character listening to your round-about philosophy ».

²⁷⁵ Cité par Idem, p. 139. « The first round of negotiations with Le Duc Tho failed because diplomacy always reflects a certain balance of forces and LDT was not so badly mistaken. He had a correct perception of public opinion in America ».

options limitées, voire contrôlées, par l'opinion publique intérieure, les négociations privées, comme celles qui ont lieu à l'Avenue Kléber, sont un échec pour Nixon. La pression diplomatique n'a pas fonctionné et Nixon sait que son dernier recours pour accomplir sa mission de « la paix avec l'honneur », c'est la pression militaire.

III. LA PAIX A TRAVERS LA GUERRE : L'INVASION DU CAMBODGE

La relation entre l'administration Nixon et la presse n'est jamais bonne. Nixon profite de l'ambiance anti-critique de ses premiers 5 mois au pouvoir, mais à partir de l'été de 1969, la presse revient à la position qu'elle avait durant l'administration Johnson, celle d'un frein au pouvoir exécutif. La combinaison du succès diplomatique du GRP en juin, le succès politique du Moratoire en octobre, et l'impasse générale de la guerre, pèse lourd sur les épaules de Nixon et Kissinger. Dans une réunion en février 1970 à Paris, Le Duc Tho remarque que son homologue américain « semble déçu et attristé par la division d'esprit aux Etats-Unis ».²⁷⁶

Alors que les Etats-Unis commencent à retirer progressivement leurs troupes, les forces du Nord Vietnam se rassemblent aux frontières laotienne et cambodgienne avec le Sud Vietnam pour infiltrer le gouvernement de Thieu. Le Cambodge offre aux communistes vietnamiens le double-avantage d'une proximité aux centres de populations sud-vietnamiens (surtout, Saigon), et la protection des frappes aériennes des avions américains (car le Cambodge est officiellement un pays neutre, même si son leader depuis un coup d'Etat en mars 1970 est pro-américain). La région orientale du Cambodge devient une espèce de « sanctuaire » pour les troupes communistes, et même si l'armée sud-vietnamienne y fait des incursions, Nixon considère toujours que l'utilisation du Cambodge par la RDV est nocive à l'effort américain.

Il y a plusieurs théories sur la raison pour laquelle Nixon décide d'envoyer des troupes

²⁷⁶ LOI et VU, p. 118. « Kissinger appeared to be disappointed and grieved by the division of mind in the US ».

américaines au Cambodge. La plus manifeste, c'est que l'infiltration des hommes et des armes au Sud Vietnam à travers le Cambodge atteint un niveau que ses conseillers militaires déterminent insupportable. Mais avec Nixon on ne doit pas seulement tenir en compte les considérations militaires. L'invasion du Cambodge comporte aussi un élément de géostratégie souvent omis par les historiens. Etant donné que la situation intérieure en novembre 1969 ne lui permet pas de mener à bien l'opération *Duck Hook*, Nixon n'a jamais pu réaliser l'image de *madman* qu'il voulait. En 1970, l'accumulation militaire des troupes communistes au Laos et au Cambodge lui donne l'occasion de prouver aux Nord-vietnamiens qu'il est aussi fou qu'il prétend. Les attaques sur le Laos et le Cambodge ont, alors, une double raison : une militaire et l'autre psychologique.

Nixon annonce l'envoi des troupes sud-vietnamiennes au Cambodge le 20 avril 1970 avec du soutien aérien américain.²⁷⁷ La presse accorde aux nouvelles très peu d'articles, se concentrant sur l'annonce parallèle des retraits des troupes planifiés pour 1970. Seulement le *New York Times* publie des éditoriaux sur la question cambodgienne, et même si sa position est en contre de l'intervention américaine au Cambodge, Nixon doit se régaler du manque de critique des autres journaux.²⁷⁸ Mais le 30 avril, Nixon annonce qu'il envoie aussi des troupes américaines au Cambodge pour écraser les sanctuaires communistes. Dans un moment où il proclame qu'il est en train de diminuer l'engagement américain au Vietnam, Nixon semble être en train d'intensifier la guerre, agrandissant sa portée géographique. La presse et le public sont enragés.

Les rédacteurs du *New York Times* déclarent que l'envoi des troupes américaines au Cambodge ne peut que « retarder, ou bien renverser, le processus du retrait américain ». ²⁷⁹ Dans le même article, le *Times* accuse Nixon d'une « répétition tragique des erreurs du passé,

²⁷⁷ PORTES, 238.

²⁷⁸ « Cambodian Quandary », *The New York Times*, 27 avril 1970, p. 32.

²⁷⁹ « Escalation in Indochina », *The New York Times*, 30 avril 1970, p. 34. « [The incursion] will slow down, if not reverse, the process of American withdrawal ».

[et] une renonciation effective de la promesse du président du retrait » des forces armées.²⁸⁰

Le *Wall Street Journal*, normalement encourageant envers la politique étrangère de Nixon, déclare que sa décision d'envoyer des troupes au Cambodge est sur « une logique horrible », destinée à « élargir la guerre en ce qui concerne les Etats-Unis ». ²⁸¹

Plus virulent que la réaction de la presse, c'est la réaction publique aux nouvelles de l'invasion du Cambodge. Les étudiants réagissent particulièrement fort au fait que « la guerre s'étendait au nom de la paix ». ²⁸² Les étudiants des universités élitaires du nord-est vont en grève. Dans d'autres universités, les étudiants organisent des manifestations et des actes de désobéissance civile pour protester l'invasion. A Kent State, une université de petite taille en Ohio, une manifestation typique d'environ 2000 étudiants a lieu. Le 4 mai 1970, des Gardes nationaux tirent sur les manifestants, tuant 4 étudiants non-armés. ²⁸³ Nixon aggrave ce qui est déjà une situation lamentable en déclarant, une semaine plus tard que « quand la dissidence devient violente, c'est une invitation à la tragédie ». ²⁸⁴

L'effet combiné de l'invasion du Cambodge et des assassinats à Kent State change radicalement la relation entre l'administration Nixon et ses adversaires politiques. Si l'image publique de Nixon dans les journaux est mauvaise avant mai 1970, elle devient pire après. Même les modérés et les conservateurs parlent en contre de l'outrance de la force par les Etats-Unis et au Cambodge. La presse attaque Nixon avec une tonicité jamais vue auparavant. Le *Chicago Defender* met les assassinats à Kent State directement sur le dos du président, car c'est « la guerre absurde » qui provoque les étudiants et les Gardes nationaux à

²⁸⁰ Idem, « The move into Cambodia is a tragic repetition of the mistakes of the past, a virtual renunciation of the president's promise of disengagement from Southeast Asia... ».

²⁸¹ « On Into Cambodia », *The Wall Street Journal*, 30 avril 1970, p. 18. « ...horrible logic... » ; « ...a widening of the war as far as the U.S. is concerned... ».

²⁸² DEBENEDETTI, Charles, *An American Ordeal : The Antinwar Movement of the Vietnam Era*, Syracuse University Press, New York, 1990, p. 279.

²⁸³ PORTES, p. 241.

²⁸⁴ Cité par DEBENEDETTI, p. 279. « ...when dissent turns to violence it invites tragedy ».

de telles confrontations.²⁸⁵

La fureur nationale autour du Cambodge et du Kent State, encouragée par la presse, pousse les membres du congrès, dont les actions sont plus liées à l'opinion publique que celles du président, à prendre des mesures extrêmes. Les démocrates John Sherman Cooper et Frank Church présentent des lois interdisant l'engagement américain au Cambodge et au Laos en juin 1970.²⁸⁶ Les sénateurs George McGovern et Mark Hatfield présentent l'Amendement McGovern-Hatfield, ce qui va beaucoup plus loin que la loi passée par Cooper et Church, car l'Amendement exigerait un retrait *complet* des troupes américaines du Vietnam en 1971. Il échoue mais fait son impression. Ces deux lois représentent un changement radical du climat politique aux Etats-Unis, et surtout de la manière dont le congrès affirme son pouvoir dans le domaine de la politique étrangère. Alors qu'en 1964, le congrès déclare, à travers la Résolution du golfe de Tonkin, que le président peut prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre l'agression communiste, 7 ans plus tard, le congrès veut emporter ce contrôle du pouvoir exécutif.

A la fin de 1970, les négociations à Paris sont dans le même état qu'en 1968 : l'impasse absolue. Nixon ne peut plus jouir de la lune de miel avec la presse, le congrès, et le public. Son « plan secret » a échoué car la Chine et l'URSS décident de ne pas donner un coup de main à Nixon au Vietnam. Il se trouve face non seulement à une presse qui met en question toutes ses décisions, mais aussi un public de plus en plus fatigué d'une guerre qui semble interminable. La Vietnamisation de la guerre entraîne des difficultés à l'échelle militaire alors que dans le domaine de la politique intérieure, le retrait progressif des forces américaines semble stimuler l'appétit du mouvement anti-guerre sans satisfaire personne. Pire, le congrès, qui est resté assez réservé depuis le début de la guerre, commence à répondre aux appels populaires pour un frein sur le pouvoir du président en passant des lois qui

²⁸⁵ « A Tragic Error », *Chicago Daily Defender*, 11 mai 1970, p. 13. « ...the senseless war ».

²⁸⁶ ASSELIN, p. 24.

limitent sa capacité de mener la guerre.

4. LA LONGUE FIN DE LA GUERRE : LE CHEMIN AUX ACCORDS DE PARIS

A. « UN HOMME DESEPERE ET FACHE » : L'AGGRAVATION DE LA

SITUATION INTERIEURE EN 1971-2 ET SON IMPACT SUR LES NEGOCIATIONS

I. LES « PENTAGON PAPERS »

S'il y a un seul événement qui incarne la tension que crée la Guerre du Vietnam entre l'administratin Nixon et la presse, c'est la publication des « papiers du Pentagone » par la presse. En réalité, les *papers*, une étude de 7.000 pages comissionnée par le Département de la Défense, ne concerne pas le président, parce qu'il ne s'agit que des années 1945 à 1967. Mais l'étude, qui trace l'histoire de l'engagement américain au Vietnam à travers des documents clasifiés et souvent gênants à l'image américaine, contrarie l'administration Nixon qui la perçoit comme une tentative de détériorer le soutien public pour la guerre.

Les historiens écrivent que la publication des *Pentagon Papers* a un « effet dévastateur sur Nixon et son administration ». ²⁸⁷ L'étude, divulguée à la presse par un employé du Département de la Défense devenu opposant à la guerre, est clasiffiée « top secret » par son créateur, Robert McNamara (le Secrétaire à la Défense de Johnson). Elle raconte en détail non seulement la fabrication des événements autour de l'incident du golfe du Tonkin, mais aussi les efforts des administrations Kennedy et Johnson de manipuler le soutien de la guerre à travers le mensonge.

Au lieu d'ignorer ce qu'il aurait pu discréditer comme les erreurs des administrations précédents, Nixon décide d'utiliser le cas de la publication des *Pentagon Papers* pour prendre sa revanche contre la presse, qu'il estime d'avoir causé beaucoup de mal à la cause américaine au Vietnam. Déjà Nixon est troublé par les fuites d'information secrète à la presse, et Kissinger le pousse à agir, car la presse « est en train de nous détruire systématiquement ». ²⁸⁸ Kissinger

²⁸⁷ RUDENSTINE, David, *The Day the Presses Stopped: A History of the Pentagon Papers Case*, University of California Press, Los Angeles, 1996, p. 5. « The Pentagon Papers episode ultimately had a devastating impact on Nixon and his administration ».

²⁸⁸ Cité par RUDENSTINE, p. 72. Cette citation est attribuée à Kissinger par un assistant, Charles Colson. « ...leaks are slowly and systematically destroying us ».

avertit le président contre l'inaction, lui disant que ne rien faire « montrerait que vous êtes un gringalet ».²⁸⁹ Ses conseillers lui disent que la publication des *Papers* est « contre l'intérêt public ».²⁹⁰ John Mitchell, le procureur général nommé par Nixon, demande au système judiciaire une injonction pour interdire la continuation de la publication des *Papers* à cause de la menace qu'ils représentent pour la sécurité nationale américaine. Dans un procès bien médiatisé, la cour suprême américaine déclare que la position que prend l'administration Nixon contre la publication n'est pas justifiable par la loi. Le *New York Times* et le *Washington Post* continuent à publier des extraits des *Papers* et Nixon devient endurci dans sa conviction que la presse se conspire pour sa ruine.

Le cas des *Pentagon Papers* n'est pas destructeur à l'image publique de Nixon, mais en conjonction avec d'autres événements politiques en même temps, il s'avère d'être une des causes primaires de la baisse en popularité de la guerre et du parti républicain. Juste avant la publication des *Papers*, une campagne militaire de l'armée sud-vietnamienne au Laos reçoit beaucoup d'attention dans les journaux américains. L'incursion, dépeinte par l'administration comme preuve du succès de la Vietnamisation car ce sont les troupes sud-vietnamiennes et non pas américaines qui mènent les opérations, finit par échouer, encourageant le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis.²⁹¹ Les journaux réagissent particulièrement fort contre la décision d'envahir le Laos ; un éditorialiste pour le *New York Times* écrit dans son article, « Une Boucherie des Innocents » compare l'expansion de la guerre sous Nixon à l'Holocaust, une comparaison qui apparaît de plus en plus fréquemment.²⁹² Au printemps de 1971, le congrès vote sur 17 projets de loi qui limitent le pouvoir du président ou fixent des dates pour les retraits des troupes. Cependant, les retraits promis par Nixon dans son discours sur

²⁸⁹ Cité par RUDENSTINE, p. 72. Cette citation est attribuée à Kissinger par un autre assistant, Haldeman. « ... you are a weakling ».

²⁹⁰ RUDENSTINE, p. 73. « ...against public interest ».

²⁹¹ HAMMOND, p. 241.

²⁹² WICKER, Tom, « A Slaughter of Innocents », *The New York Times*, 21 février 1971, p. E11.

la Vietnamisation continuent, ce qui ne laisse plus que 156 800 troupes au Vietnam (comparées aux 475 200 en 1969), ce qui laisse Nixon dans une position militaire beaucoup affaiblie par rapport à celle de son prédécesseur.²⁹³

L'impact qu'ont les événements susmentionnés sur le déroulement des négociations ne doit pas être sous-estimé. Tant que Nixon semble en train de s'autodétruire, la RDV trouve que sa meilleure tactique reste la prolongation des négociations et la continuation de leur campagne de propagande internationale. Pensant que la dégradation de la situation politique intérieure aux Etats-Unis égalerait à de meilleures conditions pour un accord à Paris, le Politburo change officiellement d'une stratégie militaire à une stratégie diplomatique. Dans une réunion en janvier 1970, les dirigeants déclarent qu'il faut « répondre aux attaques de l'ennemi non seulement avec la guerre et les activités politiques, mais aussi avec la diplomatie ».²⁹⁴ Les mémoires de Luu Van Loi, un négociateur pour le Nord Vietnam à Paris, raconte l'importance que met l'équipe communiste sur l'attention aux journaux américains.²⁹⁵ La RDV, voulant encore diviser les Etats-Unis et dans un effort « d'inciter l'opinion publique » donne une liste des noms des soldats capturés non pas au gouvernement américain mais au mouvement anti-guerre américain en même temps que le procès des *Pentagon Papers*.²⁹⁶

La « diplomatie » dont parlent les Etats-Unis et le Nord Vietnam n'est pas celle des compromis. De 1970 à 1972, une période marquée par la croyance lambinante chez les deux parties en la supériorité des leurs tactiques, les négociations débutées par Ho Chi Minh et Lyndon Johnson prennent une deuxième place à la guerre. Pour Nixon, ce n'est pas seulement une guerre contre la RDV et le FNL, mais aussi contre une résistance intérieure qui n'arrête pas de croître. Pour les communistes vietnamiens, c'est une guerre des mots et des

²⁹³ PORTES, p. 228.

²⁹⁴ Cité par ASSELIN, p. 25. « ...answer enemy attacks not only with war and political activity, but with diplomacy ».

²⁹⁵ LOI, p. 153, 154.

²⁹⁶ LOI et VU, p. 165. « ... to incite public opinion ».

actions subtiles. Pour eux, le coup le plus dur qu'ils peuvent donner à Nixon, c'est de ne pas attaquer, ainsi privant le président américain de tout prétexte pour la violence. C'est une affaire risquée, car le chiffre de morts vietnamiens ne cesse pas d'augmenter. Mais Dong et ses conseillers dans le Politburo sont confiants qu'avec chaque jour qui passe, la position diplomatique de la RDV dans les négociations à Paris devient de plus en plus forte.

II. LA GRANDE OFFENSIVE DE PRINTEMPS ET L'OPERATION « LINEBACKER »

Le 30 mars 1972, la RDV lance sa plus grande offensive militaire depuis l'offensive du Têt. La décision d'attaquer le Sud Vietnam dans un moment où les troupes de la RDV et du FNL sont dans un état de faiblesse et de réorganisation montre que l'offensive est basée plus sur la stratégie diplomatique que la stratégie militaire. Comme dans l'offensive du Têt avant elle, les dirigeants militaires qui organisent l'offensive de printemps savent très bien que le succès est improbable. Mais l'offensive n'est pas faite pour écraser les troupes sud-vietnamiennes. Au contraire, le Nord Vietnam veut envoyer un message clair au public américain : la Vietnamisation ne marche pas et ne marchera jamais. Les dirigeants de Hanoi savent qu'une attaque bien coordonnée, même si elle est repoussée par l'ennemi, mettrait en question toutes les maximes victorieuses de l'administration Nixon, renforçant la position communiste à Paris.

L'offensive échoue à l'échelle militaire, et la RDV perd 100.000 hommes. Mais elle atteint son objectif : l'armée sud-vietnamienne se montre incapable de battre les communistes sans le soutien aérien américain, et la presse américaine profite de la situation pour écharper la politique vietnamienne de Nixon. Le *New York Times* déclare que « le moment de négocier est arrivé », une critique subtile de Nixon qui avait rompu les négociations à Paris quelques

semaines avant.²⁹⁷ Un éditorial du *Washington Post* déclare l'invasion de printemps un « cauchemar ». ²⁹⁸ Cette comparaison fait le jeu de Hanoi, qui veut montrer l'impossibilité d'une victoire américaine. Dans un autre article, ce même journal dénomme la Guerre du Vietnam « la guerre de Nixon » car il semble opter systématiquement pour l'intensification.²⁹⁹ La presse rapporte essentiellement le message que veut envoyer Hanoi à travers l'invasion : la Vietnamisation est un échec et le Sud Vietnam est destiné à rejoindre son homologue du nord sous le contrôle d'un gouvernement communiste.

Nixon est furieux. Il blâme les journaux de ternir l'image de l'armée sud-vietnamienne, ce qu'il considère comme équivalent à la haute trahison. Fatigué de la critique incessante de la presse, il dit au Général chargé des opérations au Vietnam qu'il « oublie la réaction aux Etats-Unis. C'est le moment de les attaquer ».³⁰⁰ Le 6 avril 1972, les Etats-Unis commencent une campagne des frappes aériennes dénommée « Linebacker ». Ces bombardements arrivent à repousser les troupes vietnamiennes mais pas sans leur prix politique. Le *New York Times* appelle les frappes « un exercice de la folie et de la futilité ».³⁰¹ Le *Chicago Daily News* déclare les attaques « l'acte d'un homme fâché est désespéré ».³⁰² La fameuse photo d'une fille de 9 ans, Phan Thi Kun Phuc, nue et brûlée après une attaque de Napalm sur son village, apparaît dans les journaux.³⁰³ Nixon, son image ternie par ces reportages, dit à son conseiller Kissinger que « notre pire ennemi semble être la presse ».³⁰⁴ La tension entre l'administration et la presse atteint son point culminant.

La RDV, toujours le stratège, veut profiter de l'ambiance anti-vietnamisation et anti-

²⁹⁷ « Negotiation Needed », *The New York Times*, 16 avril 1972, p E12. « The time to negotiate is now ».

²⁹⁸ BRADEN, Tom, « Nixon's Vietnam Nightmare », *The Washington Post*, 25 avril 1972, p. A21.

²⁹⁹ « Nixon's War », *The Washington Post*, 26 avril 1972, p. A16.

³⁰⁰ Cité par HAMMOND, p. 272. « Forget the domestic reaction. Now is the best time to hit them ».

³⁰¹ Cité par HAMMOND, p. 271. « ...an exercise in folly and futility ».

³⁰² Cité par IBID, p. 274. « The act of an angry and desperate man ».

³⁰³ PORTES, p. 258.

³⁰⁴ Cité par HAMMOND, p. 249. « ...our worst enemy seems to be the press ».

Nixon aux Etats-Unis. Ses dirigeants lancent un projet sans précédent de collaboration avec les leaders de l'opposition intérieure et les membres de la presse américaine. En juillet 1972, l'actrice Jane Fonda va à Hanoi où elle déclare que la lutte menée par le FNL et la est une cause juste face à l'impérialisme américain. Le candidat démocrate pour les élections de 1972 rencontre lui aussi les dirigeants communistes. D'abord, à Verrières en France, il rencontre les leaders du GRP. Après, toujours à Paris, il rencontre Xuan Thuy, le négociateur nord-vietnamien.³⁰⁵ La collaboration directe d'un homme politique américain avec les dirigeants d'un camp ennemi n'est pas imaginable dans un scénario typique. Mais dans une guerre tellement contestée, Nixon n'a pas l'influence politique de l'empêcher sans entamer des conflits sérieux et gênants avec ses adversaires.

Alors que les personnages politiques américains rencontrent les leaders vietnamiens, les membres de la presse acceptent des invitations de la RDV pour voir les dégâts causés par *Linebacker*. Plusieurs reporters se rendent à Hanoi, où le gouvernement nord-vietnamien leurs fournit non seulement des traducteurs, mais aussi des guides et du transport afin de pouvoir voir les régions les plus affectées par les bombardements de *Linebacker*. L'administration accuse ces reporters et leurs journaux d'être au service de la propagande de l'ennemi.³⁰⁶ Malgré les attaques du président, ces articles connaissent une grande popularité. 1972 voit une véritable vague des visites à Hanoi par les membres du congrès et par des journalistes.³⁰⁷

La nouvelle tendance politique de collaboration directe avec la RDV et le GRP sape l'autorité de Nixon et creuse sa position dans les négociations à Paris. Si les opérations de *Linebacker* arrivent à repousser une importante invasion nord-vietnamienne, la gestion des médias par les dirigeants vietnamiens dans la période qui suit *Linebacker* recule le progrès militaire que font les Etats-Unis. Les événements de l'été de 1972 – la perte massive des

³⁰⁵ BERMAN, p. 85.

³⁰⁶ HAMMOND, p. 276.

³⁰⁷ IBID, p. 278.

hommes et des armes dans l'offensive de printemps pour la RDV et le ternissement de l'image populaire de la guerre aux Etats-Unis – rendent les deux parties, même les Nord-vietnamiens, plus disposées à de vraies négociations à Paris.

B. « NOUS AVONS LA MAIN SUR LA PAIX »³⁰⁸

I. L'IMPACT DES ELECTIONS SUR LES NEGOCIATIONS

Les élections au congrès et à la présidence jouent un rôle important dans le déroulement des négociations en 1972. En janvier, dans un effort de blâmer le Nord Vietnam pour les retards dans le progrès, Nixon expose au public américain les détails des négociations secrètes entre Kissinger et Tho, soulignant le fait qu'il avait proposé en octobre 1971 un plan de retrait qui semblait très juste. « De la même manière que des négociations secrètes peuvent servir à accélérer le processus », dit-il dans une adresse télévisée, « je sens maintenant qu'une divulgation pourrait faire pareil ».³⁰⁹ Un membre de son staff clarifie les motivations de Nixon à un journaliste du *New York Times* :

Une situation impossible a développé dans laquelle l'abîme entre ce que nous avons offert à l'autre côté à Paris en privé et en public est devenu tellement grand que notre crédibilité se détériorait. L'effet était la démoralisation du peuple américain... Il est possible que l'ennemi tenter toujours une victoire militaire. Nous estimions qu'il est important que le peuple américain sache que si la guerre continue, ce n'est pas à cause de notre obstination à la table des négociations.³¹⁰

³⁰⁸ Cité par BERMAN, p. 101. « Peace is at hand ». Traduction française : PORTES, p. 261.

³⁰⁹ Cité par ASSELIN, p. 32. « Just as secret negotiations can sometimes break a deadlock... I now felt that public disclosure might help to break a secret deadlock ».

³¹⁰ SMITH, Terrence, « Nixon Aide Says Disclosure had Domestic Aims », *New York Times*, 26 janvier 1972, p. 13. « An impossible situation had developed in which the differences between what we had offered the other side publicly and privately in Paris were so great that our credibility at home was being undermined. The effect was to demoralize the American people... The other side may still attempt a military victory. We felt it was important for the American people to understand that if the war goes on, it is not because of our obstinacy at the negotiating table ».

Pour la première fois, Nixon se montre capable de gérer la presse aussi bien que les Nord-vietnamiens. Le *New York Times*, qui depuis 1969 prend une position contre le président et la guerre, fête la déclaration de Nixon comme « digne du soutien de tous les Américains, et d'une réponse de l'autre côté ».³¹¹

Mais la réponse de l'autre côté n'est pas exactement celle à quoi Nixon s'attendait. La RDV, à travers Radio Nhan Danh, accuse Nixon des « duplicités, » et des « manœuvres pour servir les besoins de son élection présidentielle ».³¹² Le GRP, de son côté, répond par insister qu'il libérerait tout prisonnier américain après le retrait des soldats du territoire du Sud Vietnam.³¹³ Le geste du GRP fait le jeu du parti démocrate, qui avait lancé des appels à un retrait depuis 1970.

La publicité autour des termes des négociations, ceux qui jusqu'au présent étaient toujours discutés en privée, reflète l'importance que les élections de 1972 prennent dans les stratégies de toutes les parties engagées dans les accords de Paris. Nixon veut donner l'impression du progrès dans les négociations pour empêcher la campagne démocrate. Nixon veut non seulement rester dans la Maison Blanche, mais aussi assurer une victoire républicaine au congrès, car c'est ce dernier qui contrôle les fonds pour administrer la guerre. Thieu est conscient de cette préoccupation de Nixon, et comme en 1968, travaille pour aider sa campagne. Dans le même temps, la RDV et le FNL essaient de profiter des préoccupations électorales de Nixon. Un négociateur de la RDV à Paris écrit : « La campagne pour la Maison Blanche fait pression sur Nixon et elle présente une opportunité pour

³¹¹ « President's Peace Proposals », *New York Times*, 26 janvier 1972, p. 36. « They therefore merit support from all shades of American opinion and a positive response from the other side ».

³¹² « Hanoi 'Can't Accept' Nixon Peace Plan », *The Washington Post*, 30 janvier 1972, p. A22. « duplicities... an ugly maneuver to serve Nixon's presidential election needs ».

³¹³ ASSELIN, p. 36.

nous ». ³¹⁴ Les dirigeants communistes aperçoivent que « la pression populaire devient plus forte » à cause des élections, ce qui pourrait « obliger Nixon de résoudre le problème » du Vietnam d'une manière plus favorable à leurs exigences qu'après les élections. ³¹⁵

En juillet 1972, quand le parti démocrate choisit George McGovern comme son candidat présidentiel, Hanoi se trouve dans une situation idéale. L'opposition d'un candidat anti-guerre rend Nixon plus disposé à faire des concessions lui-même. Même si McGovern perd, les 5 mois entre sa sélection comme candidat de l'opposition et l'élection de novembre pourraient entraîner un ramollissement des exigences de Nixon. Et si par hasard McGovern gagne, il commencerait un retrait rapide des troupes américaines. « Nous devons faire le maximum d'attention à comment nous pouvons profiter des contradictions intérieures des Etats-Unis » écrivent Xuan Thuy et Le Duc Tho à Hanoi. « Nous pouvons profiter de cette élection et faire pression sur les Etats-Unis tout en donnant une opportunité à Nixon en proposant un accord sans concessions de notre part ». ³¹⁶

En septembre, le *New York Times* donne son appui officiellement à la campagne de George McGovern, soulignant la Guerre du Vietnam comme une des principales raisons :

Non seulement Msr. Nixon a failli à sa promesse explicite de mettre fin au conflit vietnamien, une promesse sur laquelle Nixon a remporté de justesse la victoire de l'élection de 1968 ; il a poursuivi une politique qui semble faire une chose tout en faisant une autre. Il souligne constamment le ralentissement de la guerre et le retrait des troupes américaines, et dans le même temps il agrandit la portée des hostilités, il entreprend la campagne des bombardements la plus grande dans l'histoire, et il engage le prestige américain à un régime

³¹⁴ LOI, p. 240. « The race to the White house put pressure on Nixon and was an opportunity for us ».

³¹⁵ IBID, p. 242. « We were fighting in a year of presidential election, so pressure from public opinion became stronger, obliging Nixon to settle the problem ».

³¹⁶ LOI, pp. 281, 299. « We should pay utmost attention to taking advantage of the internal contradictions of the US... we can take advantage of the election to put pressure on the US and at the same time to open a way for Nixon by proposing a settlement with the requirements [which we want] ».

autoritaire à Saigon.³¹⁷

Les journaux considèrent la Guerre du Vietnam comme la question principale des élections. Le public, de son côté, commence à tourner les yeux vers les problèmes économiques. La décision de McGovern de baser sa campagne dans son opposition à la guerre devient alors une erreur, et les sondages la montrent. Malheureusement pour la RDV et le GRP, la campagne de McGovern n'a plus une chance de remporter la victoire en novembre.

II. LA PERCEE D'OCTOBRE

Ayant le sentiment qu'une victoire républicaine soit de plus en plus probable, Hanoi veut un accord avant l'élection de 1972 - avant que Nixon reçoive un deuxième mandat. L'administration Nixon voudrait résoudre le conflit avant l'élection aussi, non pas à cause de McGovern, mais parce qu'un accord de paix détruirait complètement les espoirs des démocrates de reprendre le congrès. Donc, pour la première fois depuis 1968, les Etats-Unis, le GRP, et la RDV sont tous prêts à mettre fin à la guerre.

Un mois avant l'élection, les négociateurs communistes à Paris envoient une note à leurs homologues américains exprimant leur bonne volonté à négocier.³¹⁸ Nixon envoie Kissinger pour une réunion de quatre jours, du 8 au 11 octobre 1972. Les nombreuses influences de l'année précédente – la divulgation des négociations secrètes, l'invasion de printemps, l'opération aérienne de *Linebacker* et la campagne électorale – créent les conditions nécessaires pour un accord de paix, et les deux côtés travaillent sincèrement pour mettre fin au conflit dans cette réunion.

³¹⁷ « The Next Four Years », *The New York Times*, 28 septembre 1972, p. 46. « Not only has Mr. Nixon failed to carry out his explicit pledge to end the Vietnam conflict, on which he won the election by a hair's breadth four years go ; he has pursued a policy that appears to move in one direction while actually moving in another. Constantly emphasizing the winding down of the war and the withdrawal of American troops, Mr. Nixon has nevertheless enlarged the scope of hostilities, undertaken the biggest bombing campaign in history and committed American prestige to an increasingly authoritarian regime in Saigon »

³¹⁸ LOI, p. 307.

Le 8 octobre, dans une maison à Gif-sur-Yvette, Tho propose, pour la première fois, un texte complet avec d'importants compromis.³¹⁹ Au lieu d'un gouvernement de coalition (ce que Hanoi avait demandé depuis 1968), Tho accepte « une administration de concorde nationale ». ³²⁰ Alors que les Etats-Unis insistent depuis 1968 sur le retrait parallèle des troupes américaines et nord-vietnamiennes en même temps, Kissinger accepte un « cessez-le-feu sur place », permettant les troupes communistes de rester indéfiniment dans le sud.³²¹ Si les Etats-Unis et la RVN reconnaissent l'existence de deux administrations dans le sud, la délégation nord-vietnamienne n'insiste plus sur la démission de Thieu.³²²

Le texte d'octobre préfigure le texte final de janvier 1973. Il contient « un conseil » national au lieu d'un gouvernement de coalition, ainsi qu'un langage qui insiste sur l'unité du Vietnam. Le 11 octobre, dans une dernière session de 16 heures, la RDV accepte de libérer tous les prisonniers de guerre américains, et les Etats-Unis acceptent une limite de deux mois pour le retrait définitif des troupes américaines. Il semble que la Guerre du Vietnam a fini. L'ambiance est tellement joviale que Tho et Kissinger plaisantent sur la date pour le retrait des forces américaines, Kissinger insistant sur 75 jours après l'accord et Tho déclarant que 60 jours seraient plus juste :

« Nous pouvons diviser les 15 jours de différence en deux » dit Tho à son homologue américain.

« J'avais la même idée que vous », déclare Kissinger. « J'allais proposer 67 ½ jours ».

« Vous êtes restés dans notre pays pendant dix ans... si vous restez 7 jours de plus, cela n'a pas d'importance ». ³²³

³¹⁹ ASSELIN, p. 80.

³²⁰ KISSINGER, p. 328.

³²¹ Ibid.

³²² BERMAN, p. 155.

³²³ Cité par BERMAN, p. 156. « If you agree, we can divide these 15 days in two » ; « I had the same idea as you, I intended to propose 67 days and a half » ; « You have remained in our country for over ten years... if you stay 7 days more it doesn't matter ».

Kissinger informe le président des progrès dans les négociations, et ce dernier félicite son conseiller pour un travail bien fait. Dans le même temps, Le Duc Tho envoie un message sur l'accord au gouvernement nord-vietnamien, qui répond favorablement aussi. La presse, qui s'informe sur les négociations à travers des sources secrètes, commencent à célébrer une fin au conflit. Dans le *New York Times*, James Reston déclare qu'un « accord de paix peut être sérieusement considérée » par les pays belligérants.³²⁴ Le *Washington Post* fait écho, intitulant un article « Les allusions à la paix continuent à Paris ».³²⁵ Même le marché boursier répond favorablement aux rumeurs de la paix.³²⁶

A la mi-octobre 1972, il paraît que tout le monde est prêt à fêter la paix au Vietnam. La seule personne qui reste silencieux, c'est celle dont le pays est le plus affecté par les termes d'un accord final : Nguyen Van Thieu, le président de la RVN. Ce silence ne devait pas durer longtemps.

III. « COUPER LE CORDON OMBILICAL AMERICAIN »³²⁷

C'est l'allié nominal du pays qui s'avère être plus intraitable que l'ennemi.

Editorial du *New York Times*, le 20 octobre 1972³²⁸

³²⁴ RESTON, James, « Don't Cheer Yet, But... », *The New York Times*, 18 octobre 1972, p. 47. « an interim peace agreement... may be under serious discussion ».

³²⁵ RANDAL, Jonathan C. « Peace Hints Continue in Paris », *The Washington Post*, 19 octobre 1972, p. A1.

³²⁶ SKALA, Martin, « Market soars with every Kissinger flight », *Christian Science Monitor*, 24 octobre 1972, p. 13.

³²⁷ KISSINER, p. 355. « [Thieu is] having great psychological difficulty with cutting the American umbilical cord ».

Pour la première fois, les intérêts et les objectifs du président Nixon et du président Nguyen Van Thieu commencent à diverger.

Editorial du *Washington Post*, le 20 octobre 1972³²⁹

Le peuple de la République du Vietnam, ravagé par la guerre depuis 30 ans, aurait énormément bénéficié d'un accord de paix juste. Le bienfaiteur de l'état sud-vietnamien, les Etats-Unis d'Amérique, estime que les compromis fait dans l'accord d'octobre sont favorables à toutes les parties concernées, y compris le gouvernement de Thieu. Non seulement il peut garder la présidence de son pays, il a aussi les assurances de Nixon que n'importe quelle infraction des termes du traité du côté communiste entraînerait des représailles militaires américaines. Dans un effort de rassurer le président sud-vietnamien, Kissinger lui dit qu'un accord de paix permettrait l'administration de « répondre aux violations du Nord avec le soutien populaire des Etats-Unis ». ³³⁰

Malgré ces assurances, Thieu n'est pas persuadé. Les termes de l'accord d'octobre lui semblent une trahison de l'alliance entre le Sud Vietnam et les Etats-Unis. Il doute des motivations de Nixon, soupçonnant que ce dernier soit prêt à sacrifier la RVN aux communistes afin d'améliorer les relations entre les Etats-Unis, l'URSS et la Chine. Sans une marge de manœuvre pour faire pression sur l'allié dont l'existence même de son pays dépend, Thieu se dirige vers les journaux. Avant, c'étaient les ennemis des Etats-Unis – le Front National de Libération et la République Démocratique du Vietnam – qui utilisaient la presse

³²⁸ « Showdown in Saigon ?... », *The New York Times*, 20 octobre 1972, p. 42. « It has often been suggested that when the moment of truth for a Vietnam settlement arrives, it will be this country's nominal ally who proves even more intractable than the enemy ».

³²⁹ ALSOP, Joseph, « Nixon Versus Thieu », *The Washington Post*, 20 octobre 1972, p. A19. « For the first time, the interests and purposes of President Nixon and President Nguyen Van Thieu are beginning to diverge a bit ».

³³⁰ Cité par BERMAN, p. 175. « ... we will be able to respond to violations by the North with the essential basis of U.S. domestic support ».

pour empêcher l'administration Nixon de réaliser ses objectifs au Vietnam. A partir d'octobre 1972, c'est l'allié des Etats-Unis – la République du Vietnam – qui essaie d'exploiter la portée influente des journaux américains pour empêcher que Nixon signe un traité de paix.

L'administration perçoit que Thieu commence à prendre une « mentalité de siège similaire à celle de 1968 ».³³¹ Mais Nixon ne peut pas faire pression sur Thieu parce qu'il veut garder l'image de l'unité entre les Etats-Unis et le Sud Vietnam. Pour rassurer Thieu, Nixon envoie Kissinger à Saigon. Thieu reste silencieux pendant quelques jours, évitant l'envoyé du président. En réalité, il prépare une campagne de propagande pour obliger Nixon de se retirer de l'accord de paix. Quand ils reçoivent finalement les Américains dans son palais présidentiel, Thieu insiste que les terms fixés par Kissinger et Tho ne sont pas acceptables. « L'ambiance était très tendue » rappelle un membre de la délégation américaine à Saigon. « Le président Thieu a réagi très mal au brouillon de l'accord. Je crois qu'il se sentait coincé. Il n'était pas sûr de ce qu'il devait faire. Mais il était sûr d'une chose : qu'il lui fallait trouver un moyen pour temporiser ».³³² Dans le même temps, Hanoi envoie des messages incessants (et publics) au gouvernement américain déclarant qu'ils sont prêts à signer l'accord final. Cette candeur de la part de la RDV est calculée : ayant le sentiment que Thieu va résister au traité, les Nord-vietnamiens peuvent profiter de leur flexibilité, montrant au monde leurs nombreuses offres de faire la paix.

Thieu se trouve dans une situation impossible. Il a besoin des Américains pour maintenir son armée et son gouvernement. Mais les conditions que Nixon essaie d'imposer entraîneraient sûrement sa chute politique. S'il accepte l'accord d'octobre, il risque de perdre définitivement le soutien des nationalistes du sud, qui le dépeindraient comme un traître. Mais s'il résiste publiquement aux exigences de Nixon, il est possible que les Etats-Unis

³³¹ KISSINGER, p. 343.

³³² Cité par BERMAN, p. 164. « So the atmosphere was very tense, and President Thieu reacted very badly to the draft agreement. And I think he felt cornered. He wasn't certain he knew what to do about it. But the one thing he was sure of was that he wanted to find a way to delay ».

signent un accord bilatéral avec la RDV. Des deux options, la deuxième semble la meilleure.

Le 25 octobre 1972, après avoir dit aux membres de l'administration qu'il ne compte pas participer dans la signature d'un accord sous les conditions actuelles, Thieu part à l'attaque. Dans une adresse à la télévision et à la radio, Thieu déclare qu'il ne signera jamais un accord de paix qui attente à la souveraineté de la RVN. « La raison pour laquelle ils veulent un cessez-le-feu maintenant » dit-il dans son adresse, « c'est parce qu'ils estiment que Nixon est moins fort comme un candidat qu'un président ». Surtout, il attaque l'accord pour « le conseil national de réconciliation et de concorde », ce qu'il considère un gouvernement de coalition qui devait être contrôlé par les communistes.³³³ « Les communistes parlent d'une coalition, disant que si nous n'acceptons pas, nous n'aurons rien. Cela n'est qu'une ruse. Il faut que nous nous rendions compte que s'ils étaient toujours dans une position supérieure, ils n'accepteraient jamais un cessez-le-feu ».³³⁴ Malgré les prières de Nixon de « maintenir l'unité » entre les deux gouvernements, Thieu attaque publiquement les Etats-Unis pour leur désir de signer un accord qui trahit leur allié.³³⁵

Pour répondre à l'attaque de Thieu, la RDV divulgue à la presse tous les détails des négociations d'octobre. En donnant cette information aux journalistes, la RDV défait effectivement tout progrès politique qu'aurait pu faire Thieu en dénonçant l'accord comme injuste. La divulgation révèle que Washington n'a pas été fidèle à sa promesse de signer l'accord à la mi-octobre.³³⁶ De plus, les détails d'un accord déjà réglé par la RDV et les Etats-Unis montre que le seul obstacle à la paix, c'est le Sud Vietnam et non pas le Nord. D'un

³³³ « The Kissinger-Tho Terms for Peace », *The Christian Science Monitor*, 27 octobre 1972, p. 16. « The National Council of Reconciliation and Concord ».

³³⁴ « Excerpts From Thieu's Address to the Nation on the New Proposal for Peace », *The New York Times*, 25 octobre 1972, p. 17. « The reason they want a cease-fire now is because they think that it is easier to deal with Mr. Nixon as a candidate than with Mr. Nixon as a president-elect » ; « The communists speak of a coalition, saying that if we do not accept it we will have nothing. It is nonsense, it is just a ploy. We must realize that if they were still in a strong position they would never accept a cease-fire ».

³³⁵ BERMAN, p. 175. « ...maintain unity ».

³³⁶ ASSELIN, p. 101.

coup, Nixon perd non seulement l'accord qu'il avait presque achevé, mais aussi l'image de l'unité avec le Sud Vietnam. La population américaine se retourne contre Thieu. Malgré l'effort du président sud-vietnamien de faire appel aux médias de soutenir son opposition à un accord qui entame un possible gouvernement de coalition, Hanoi montre encore sa maîtrise des relations avec la presse en divulguant, au moment parfait, les détails d'un traité qui s'est presque réalisé.

La publication des termes du traité par la RDV rend Kissinger et Nixon « les otages des événements ».³³⁷ Ils ne peuvent plus accuser les communistes de temporiser. Avec moins de deux semaines avant l'élection, l'obstination de Thieu représente une menace à la campagne de Nixon. Kissinger tient une conférence de presse pour défendre son allié et clarifier les événements des derniers jours. « Nous avons la main sur la paix », déclare-t-il aux journalistes à Washington. « Il est inévitable que dans une guerre d'une telle complexité, il y a des difficultés de temps à autre, mais nous croyons que la partie la plus longue du chemin a été traversée... ».³³⁸

Le discours a un double-objectif : pacifier les critiques anti-Thieu aux Etats-Unis, et faire pression sur Thieu pour qu'il se rende compte qu'un accord est inévitable. En novembre, Nixon donne l'ordre à Kissinger de convaincre à Thieu en termes très francs de la nécessité d'arriver à un accord le plus vite possible :

Vous allez lui dire que je pense que nous sommes arrivés à un carrefour. Soit il me fait confiance et il signe ce que j'ai déterminé d'être le meilleur accord que nous pouvons achever, soit il va mener ce combat seul et nous mettons fin à notre engagement sous les meilleurs termes que nous pouvons achever. Je ne lui donne pas ces options difficiles à

³³⁷ « Peace at Hand », *Wall Street Journal*, 27 octobre 1972, p. 8. « ...the hostages of events... ».

³³⁸ Cité par BERMAN, p. 172. « We believe that peace is at hand... It is inevitable that in a war of such complexity that there should be occasional difficulties in reaching a final solution, but we believe that by far the longest part of the road has been traversed... ».

cause d'un désir personnel, mais à cause de la réalité politique aux Etats-Unis... Il n'est plus possible pour moi, malgré le mandat [de l'élection]... de gagner le soutien nécessaire d'un congrès hostile pour continuer cette guerre alors que les Nord-vietnamiens ont offert le 8 octobre un accord qui était de loin mieux que les résolutions [du congrès]...³³⁹

Les Nord-vietnamiens gagnent au mois d'octobre d'importantes victoires diplomatiques. Leur divulgation sur le fond du traité Tho-Kissinger leur accorde une couverture favorable des journaux américains, tout en mettant Nixon dans une position défensive sur sa conduite dans les négociations. Même si Thieu semble l'obstacle à la paix, sa popularité au Sud Vietnam croît à son apogée après son discours rejetant l'accord.³⁴⁰ Le vrai perdant des événements d'octobre, c'est Nixon. Il gagne l'élection, mais il perd le congrès, la confiance du public, et l'image de l'unité avec le Sud Vietnam. De plus les attentes américaines sont élevées après que Kissinger déclare que « nous avons la main sur la paix ». Le congrès, devenu plus anti-guerre après l'élection, reprend session au début de janvier. Nixon manque de temps.

IV. UNE NOUVELLE IMPASSE

Le 15 novembre 1972, Nixon écrit une lettre sérieuse à Thieu, lui assurant de son soutien tout en avertissant sur les conséquences que ses démarches contre la paix peuvent entraîner :

³³⁹ Cité par ASSELIN, p. 120. « You must tell Thieu that I feel we have now reached the crossroads. Either he trusts me and signs what I have determined is the best agreement we can get or we have to go it alone and end our own involvement in the war on the best terms we can get... I do not give him this very tough option by personal desire, but because of the political reality in the United States it is not possible for me, even with the massive mandate I personally received in the election, to get the support from a hostile Congress to continue the war when the North Vietnamese on October 8 offered an agreement which was far better than both the House and the Senate... resolution... [which] they thought we ought to accept ».

³⁴⁰ ASSELIN, p. 111.

Je vous répète mes assurances personnelles que les Etats-Unis réagiront rapidement et fortement contre toute violation de l'accord. Mais afin de faire cela, il est indispensable que j'aie du soutien populaire et que votre gouvernement ne se démontre pas comme l'obstacle à la paix que l'opinion populaire américaine désire universellement. C'est pour cette raison que j'insiste sur l'acceptation d'un accord qui soit honorable est juste ...³⁴¹

Nixon dit au livreur de la lettre, l'ambassadeur américain à Saigon, de souligner l'importance d'achever un accord *avant* que le congrès reprenne session. Même les sénateurs qui soutiennent Saigon, lui dit-il, « mèneront personnellement le combat de couper toute assistance militaire et économique quand le congrès se réunira de nouveau le 3 janvier ».³⁴² Malgré la pression que met l'administration Nixon sur Thieu, ce dernier reste motivé à ne pas permettre un accord qu'il ne considère pas juste.

Les négociations reprennent le 20 novembre dans une maison en banlieue parisienne mais l'ambiance est radicalement différente que celle des négociations d'octobre. L'élection étant passée, les Nord-vietnamiens ne sont plus pressés à arriver à un compromis. Ils sentent rassurés par le fait qu'un nouveau congrès anti-guerre devait bientôt arriver. De plus, la division très publique entre Thieu et Nixon les pousse à prendre une position moins flexible qu'un mois auparavant. La RDV passe secrètement l'endroit des négociations à la presse, et un entourage des reporters encercle la maison pour prendre des photos et faire des entretiens. La situation semble idéale pour les négociateurs vietnamiens.

³⁴¹ Cité par BERMAN, p. 187. « I repeat my personal assurances to you that the United States will react very strongly and rapidly to any violation of the agreement. But in order to do this effectively it is essential that I have public support and that your Government does not emerge as the obstacle to a peace which American public opinion now universally desire. It is for this reason that I am pressing for the acceptance of an agreement which I am convinced is honorable and fair... ».

³⁴² Cité par HAMMOND, p. 283. « ...they will personally lead the fight when the new Congress reconvenes on January 3 to cut off all military and economic assistance ».

Du 20 au 25 novembre la série de pourparlers qui ont lieu entre Kissinger et Le Duc Tho n'achève aucun résultat. Les Nord-vietnamiens profitent de l'attention médiatique alors que les journaux, optimistes depuis le discours de Kissinger dans lequel il déclare que « nous avons la main sur la paix », commencent à critiquer le président. « Le nouveau mandat de Nixon... », écrit un journaliste du *Washington Post*, « n'a rien changé. Les deux côtés sont exactement où ils étaient il y a plusieurs années, sauf qu'ils sont plus sages, plus tristes, et plus fatigués ».³⁴³ Un éditorial du *New York Times* est plus critique : « Loin de réaliser un désengagement de l'effectif américain du Vietnam, l'administration a entrepris une augmentation secrète... ».³⁴⁴ La plupart des éditoriaux de tous les journaux principaux expriment leur déception envers Nixon et Thieu pour ne pas avoir mis fin à la guerre selon la formule d'octobre. Plus la guerre traîne en longueur, plus Nixon confronte des critiques.

En 1968, Kissinger écrit dans un article de la magazine américaine *Foreign Affairs* : « Diviser Washington et Saigon est un objectif constant de Hanoi : si les pourparlers à Paris deviennent un instrument pour accomplir cela, Hanoi sera tenté de les utiliser pour faire de la propagande, et non pas pour de vraies discussions ».³⁴⁵ Il a raison : le GRP et la RDV, sachant que le scénario politique américain est défavorable pour Nixon, entreprennent une campagne pour retarder, encombrer, et prolonger les négociations à Paris, exactement comme ils l'avaient fait quatre ans auparavant. Dans les négociations privées, la délégation nord-vietnamienne ne fait aucun compromis. En public, Madame Binh du GRP insiste qu'un accord comprenne la libération de tous les prisonniers politiques dans le sud (une question que l'accord d'octobre n'a pas touché). Afin d'obliger les communistes de négocier,

³⁴³ BRADEN, Tom, « Vietnam Stalemate », *The Washington Post*, 25 novembre 1972, p. A15. « Mr. Nixon's fresh mandate... really hasn't changed anything. Both sides are about where they were a couple of years ago, only wiser and sadder, and more exhausted ».

³⁴⁴ « The Vietnam Handshake », *The New York Times*, 28 novembre 1972, p. 44. « Far from envisaging a disengagement of American personnel from Vietnam, the Administration is revealed to have embarked on a secret build-up... ».

³⁴⁵ Cité par BERGER, Marilyn, « Kissinger's Scenario », *The Washington Post*, 2 décembre 1972, p. A23. « To split Washington and Saigon had been a constant objective of Hanoi ; if the Paris talks turn into an instrument to accomplish this, Hanoi will be tempted to use them for political warfare rather than for serious discussions ».

Kissinger recommande que Nixon reprenne une campagne des frappes aériennes contre la RDV : « Il faut que nous augmentions radicalement les bombardements » écrit-il dans une lettre au président.³⁴⁶

Politiquement, une nouvelle campagne des bombardements est risquée, mais avec seulement un mois avant que le nouveau congrès se réunisse, Nixon estime que c'est sa seule opportunité. Dans une conférence de presse le 16 décembre 1972, suivant le départ de son homologue nord-vietnamien de Paris, Kissinger déclare que les négociations sont provisoirement annulées.³⁴⁷ Deux jours plus tard, Nixon ordonne la plus grande campagne aérienne de la guerre : l'opération *Linebacker II*, « les bombardements de Noël ».

Pendant dix jours, des avions B-52 attaquent sans arrêt les villes de Haiphong et Hanoi. Les bombardements font au moins 1.600 morts au Vietnam outre le personnel des quinze « forteresses volantes » américaines que font tomber les forces défensives nord-vietnamiennes.³⁴⁸ L'opération est faite pour « infliger l'effet psychologique maximum ». ³⁴⁹ Nixon écrit dans ses mémoires : « L'ordre de recommencer les bombardements la semaine avant le Noël était une des décisions les plus difficiles que j'ai faite tout au long de la guerre. Pourtant, je savais que c'était nécessaire ». ³⁵⁰

Quoi qu'elle soit « nécessaire », la décision de Nixon d'augmenter radicalement la guerre six semaines après que Kissinger déclare qu'une fin était proche, angoisse ses alliés, écoeure le public, et fait enrager la presse. Le *Christian Science Monitor* exprime son « regret » sur la décision de Nixon alors que d'autres journaux emploient des mots plus forts.³⁵¹ Dans

³⁴⁶ Cité par HAMMOND, p. 283. « We will have to... [drastically step up] the bombing ».

³⁴⁷ GWERTZMAN, Bernard, « Kissinger Says Talks Have Not Reached 'Just and Fair' Agreement ; Blames Hanoi », *New York Times*, 17 décembre 1972, p. 1.

³⁴⁸ PORTES, p. 262.

³⁴⁹ BERMAN, p. 215. « ... to inflict maximum psychological damage ».

³⁵⁰ Cité par LOI et VU, p. 420. « The order to renew bombing the week before Christmas was the most difficult decision I made during the entire war. At the same time, however, it was also one of the most clear-cut and necessary ones ».

³⁵¹ « ... but bombs are only bombs », *The Christian Science Monitor*, 20 décembre 1972, p. 14.

un éditorial immédiatement après le début des raids, le *New York Times* compare le président à un « tyran fou », faisant appel au congrès « d'avoir le courage » de mettre fin à la guerre de Nixon.³⁵² Le *St. Louis Dispatch* attaque non seulement la moralité des attaques, mais aussi l'intelligence : « les bombardements ... n'ont jamais marché avant et ils ne marcheront pas maintenant ».³⁵³ Le *Washington Post* accuse Nixon d'utiliser « la terreur au nom de la paix » et de tarnir durablement « l'honneur de ce pays ».³⁵⁴

L'erreur la plus grave de Nixon au mois de décembre n'est pas l'autorisation des bombardements de Noël, mais le fait qu'il garde le silence tout au long de ces bombardements. Les raids commencent sans aucun avertissement à la presse, et dans un effort de détourner l'attention de la guerre, Nixon refuse d'en parler. Ce silence laisse la parole à l'ennemi, qui en profite en dépeignant les attaques comme plus graves qu'elles étaient en réalité.³⁵⁵ Les journalistes aux Etats-Unis, puisqu'ils ne reçoivent pas des explications suffisantes de l'administration, vont aux sources vietnamiennes pour clarifier les détails sur les bombardements. En essayant d'éviter l'attention médiatique autour des bombardements, Nixon l'attire, puisque les exagérations de la RDV et du GRP font la une des journaux. Encore une fois, les Etats-Unis font démonstration de leur prééminence militaire alors que la RDV montre sa supériorité en relations publiques.

Les défenseurs de l'administratin Nixon maintiennent que les bombardements de Noël représentent « la meilleure des alternatives difficiles ».³⁵⁶ Selon cette théorie, la pression militaire pousse les Nord-vietnamiens à revenir à la table des négociations et à faire des concessions, des concessions qui aboutissent aux Accords de janvier 1973. Mais une

³⁵² « Bombs Away », *The New York Times*, 19 décembre 1972, p. 42. LOI et VU, p. 420. « The president was acting like a maddened tyrant ».

³⁵³ Cité par ASSELIN, p. 153. « It has not worked before and it will not work today ».

³⁵⁴ « Terror Bombing in the Name of Peace », *The Washington Post*, 28 décembre 1972, p. A20. « ... wash away the stains on this country's honor... ».

³⁵⁵ HAMMOND, p. 285.

³⁵⁶ KISSINGER, p. 411.

comparaison détaillée du texte de ces Accords avec les propositions faites par les nombreuses côtés au long de la guerre (voir le Chapitre 4-C) montre le contraire : les bombardements de Noël – et surtout la couverture médiatique qu'ils suscitent – font pression non pas sur les Nord-vietnamiens, mais sur l'administration Nixon. Sa marge de manœuvre politique devient tellement contrainte après les bombardements qu'il est obligé de mettre fin à la guerre pour éviter que le congrès lui préempte.

C. LES ACCORDS DE PARIS

I. LES PROPOSITIONS DE 1965 A 1972

i. 1965-1968

Pour bien comprendre le rôle que joue la presse dans la formation des Accords de Paris de 1973, il faut d'abord tracer l'histoire des exigences et des compromis faits par la RDV, la RVN, le FNL, le GRP, et les Etats-Unis depuis le commencement des négociations jusqu'à sa fin. Au cours des négociations, la plupart des reportages sur les événements à Paris soulignent les nombreuses propositions faites par les parties différentes comme indicatives du progrès de la guerre. Cette période montre non seulement les attentes variables des Américains, mais un fort désir de tous les côtés de se dépeindre comme plus réaliste, plus flexible et plus juste que l'ennemi.

Les événements politiques au Vietnam et aux Etats-Unis influencent la forme que prennent les propositions. En 1968, avec toujours plus de 500.000 hommes sur le terrain vietnamien et un nouveau président qui vante un « plan secret » pour en finir avec la guerre, les conditions qui déterminent les négociations sont bien différentes que celles de 1973.

LES 4 POINTS DE LA RDV (8 avril 1965)

Le 8 avril 1965, pour répondre à la déclaration de Johnson qu'il est prêt à participer

dans des pourparlers « inconditionnelles » sur le Vietnam,³⁵⁷ les responsables de la République Démocratique du Vietnam annoncent à la presse les conditions qu'ils considèrent appropriées pour achever la paix en Indochine :

1. Le retrait complet des forces armées américaines et la reconnaissance de « l'indépendance, la souveraineté, l'unité, et l'intégrité territoriale » du Vietnam.³⁵⁸
2. Le respect des Accords de Genève de 1954 (y compris l'annulation de toute alliance militaire des deux Vietnams).
3. Le droit du FNL de contribuer à régler la situation intérieure au Sud Vietnam.
4. L'unification du Vietnam sans l'ingérence des pays tiers.³⁵⁹

Il faut rappeler qu'en 1965 le climat politique et l'attitude de la presse envers la guerre n'ont pas beaucoup changé depuis la guerre de Corée. Les journaux, comme le gouvernement américain, répondent mal à cette première proposition de la RDV, surtout au troisième point. Les portes-paroles de l'administration Johnson déclare que la proposition du Nord Vietnam est inapplicable à un possible accord, étant donné que la RDV est un pays « étranger » à la RVN.³⁶⁰ Les journaux applaudissent le président pour signaler son ouverture à des négociations tout en critiquant la RDV pour y imposer des conditions. « A la différence de l'ennemi », écrivent les rédacteurs du *Wall Street Journal*, « nous n'avons aucun but territorial ou colonial ».³⁶¹ Un éditorial du *New York Times* déclare que « les réponses communistes négatives ne doivent pas nous divertir de l'offensive encourageante de paix [de

³⁵⁷ CAHN, Robert, « Bombing Pause Rejected », *Christian Science Monitor*, 20 avril 1965, p. 1.

« ...unconditional... ».

³⁵⁸ Cité par « Chinese Report on North Vietnam's Four-Point Peace Formula », *The New York Times*, 14 avril 1965, p. 13. « ...independence, sovereignty, unity, and territorial integrity ».

³⁵⁹ KATTENBURG, Paul M., *The Vietnam Trauma in American Foreign Policy, 1945-1975*, Transaction Publishers, New Brunswick, 1980, p. 132.

³⁶⁰ FRANKEL, Max, « Hanoi Proposes a Plan For Talks : Washington Cool », *The New York Times*, 14 avril 1965, p. 1.

³⁶¹ « Propaganda dor the Truth », *Wall Street Journal*, 9 avril 1965, p. 12. « Unlike the enemy, we have no territorial or colonial aims anywhere ».

Johnson] ». ³⁶²

LES 6 POINTS DE LA RVN (juillet 1968)

Trois ans plus tard, au début des négociations à Paris, voulant assurer que les désirs de son gouvernement soient rapportés dans les journaux internationaux, Thieu propose un plan de six points pour la paix au Vietnam :

1. Le rétablissement de la ligne de démarcation du 17^e parallèle comme frontière entre les deux Vietnams.
2. Le respect pour l'intégrité territoriale du Sud Vietnam.
3. Le retrait de toutes les forces armées de la RDV du Sud Vietnam.
4. La cessation des hostilités partout au Vietnam.
5. Le principe de la « non-ingérence » entre les deux Vietnams.
6. La supervision internationale d'un cessez-le-feu. ³⁶³

LES 10 POINTS DU FNL (8 mai 1969)

Dans la période des négociations, tous les côtés essaient de faire preuve de leur flexibilité et leur volonté de mettre une fin rapide à la guerre. La sympathie de la presse est en jeu, et avec les yeux du monde tournés vers Paris, les propositions que font les négociateurs sont plus formelles que substantives. La RDV exige un arrêt inconditionnel des bombardements avant de s'asseoir à la table des négociations, alors que les Etats-Unis veulent l'assurance que les troupes communistes ne profiteraient pas de l'arrêt. Quand Johnson déclare finalement l'arrêt des bombardements juste avant l'élection de 1968, les négociations n'aboutissent à aucun compromis à cause de l'intransigeance de Thieu. Ce n'est

³⁶² « Initiative for Peace », *The New York Times*, 11 avril 1965, p. E14. « Negative Communist responses must not distract us from this hopeful peace offensive ».

³⁶³ ASSELIN, p. 18.

qu'en 1969, une année après l'arrivée des délégations vietnamiennes et américaines à Paris, que les parties commencent à faire de vraies propositions.

Le 8 mai, 1969, le FNL informe la presse de son « Plan de 10 points ».³⁶⁴ C'est la première annonce de la position des communistes depuis les quatre points de la RDV en 1965. Ces dix points sont :

1. Le respect de l'indépendance et de l'unité du Vietnam.
2. Le retrait des forces armées américaines du Vietnam.
3. Le droit des Vietnamiens de régler leurs propres comptes, y compris dans le sud.
4. Des élections libres pour déterminer le futur du Sud Vietnam
5. Un gouvernement provisoire pour administrer la transition entre la cessation des hostilités et les élections dans le sud.
6. Une politique étrangère basée dans la neutralité.
7. La réunification progressive sans l'ingérence des pays tiers.
8. Aucune alliance militaire des « zones » du Vietnam avec des pays étrangers.³⁶⁵
9. La libération des prisonniers de guerre et des paiements de retribution de la part des Etats-Unis.
10. La supervision internationale du retrait des forces armées étrangères.³⁶⁶

A part sa spécificité, le plan est quasiment identique à celui de 1965. La raison pour laquelle les dirigeants communistes décident de l'annoncer, c'est de profiter de l'attention médiatique autour du Vietnam. La seule différence entre les quatre points de 1965 et les dix points de 1968, c'est l'appel pour un gouvernement provisoire. Cet appel, plus exigeant en ton qu'en 1965, montre que Hanoi est moins disposé à faire un accord en 1969 qu'en 1965.

³⁶⁴ Marvin E. GETTLEMAN, Jane FRANKLIN, Marilyn B. YOUNG, H. Bruce FRANKLIN, *Vietnam and America: A Documented History*, Grove Press, New York, 1995, p. 431-433.

³⁶⁵ La RDV ne fait jamais référence aux « deux Vietnams » comme fait la RVN, insistant toujours que le Vietnam est un seul pays.

³⁶⁶ « Text of Vietcong's 10-Point Proposal in Paris », *The New York Times*, 9 mai 1969, p. 6.

Imprimés dans tous les journaux, le « plan pour la paix » reçoit beaucoup plus d'attention médiatique que celui de 1965. Encore à la différence de 1965, cette attention est très favorable. Le *New York Times* appelle le plan « une démarche importante vers un accord au Vietnam ».³⁶⁷ Le *Christian Science Monitor* exprime les mêmes sentiments, déclarant le plan du FNL « une avance sûre ».³⁶⁸ Les dirigeants américains prennent note de la couverture favorable du plan du FNL. Comme le rappelle Henry Kissinger, « La simple existence d'un plan de paix communiste...a causé une réaction au congrès, dans les médias, et dans l'opinion populaire. [Toutes ces facteurs] allaient faire pression sur le gouvernement [américain] de ne pas manquer l'opportunité ».³⁶⁹

LES 8 POINTS DES ETATS-UNIS (14 mai 1969)

Afin de « ne pas manquer l'opportunité » imposée par la couverture favorable des 10 points du FNL, Nixon répond, le 14 mai 1969, avec sa propre proposition sur la forme sous laquelle une paix doit être achevée au Vietnam. Son plan, télévisé en direct au peuple américain, comporte huit principes importants :

1. Toutes les forces qui ne proviennent pas du Sud Vietnam commencent un retrait du Sud Vietnam en même temps.
2. Pendant une période de 12 mois, les forces armées étrangères se retirent parallèlement.³⁷⁰ A la fin de cette période, ces forces resteraient dans des bases militaires et ne s'engageraient plus en combat.
3. Les forces armées américaines partent du pays alors que les forces nord-

³⁶⁷ « The Front's Ten Points », *The New York Times*, 9 mai 1969, p. 46. « ...a significant step toward a Vietnam settlement ».

³⁶⁸ « Peace Path Shortens », *Christian Science Monitor*, 12 mai 1969, p. 16. « .. a definite step forward ».

³⁶⁹ Cité par LOI et VU, p. 83. « ... the simple existence of a communist peace plan, thought surprising in itself, aroused an immediate reaction in the Congress, the mass media, and the public opinion, which would make pressure on the Government to not miss the opportunity ».

³⁷⁰ Y compris les forces armées nord-vietnamiennes.

vietnamiennes repartent au Nord.

4. Une organisation internationale supervise ce retrait.

5. Cette organisation fonctionne sous un horaire spécifique, supervisant aussi tout cessez-le-feu.

6. Des élections ont lieu le plus tôt possible.

7. Les prisonniers de guerre doivent être libérés le plus tôt possible.

8. Toutes les parties se mettent d'accord pour respecter les Accords de Genève de 1954 et les Accords de Laos de 1962.³⁷¹

En réalité, les 8 points de Nixon sont plus vraisemblablement une paraphrase des 6 points de Thieu, avec des détails ajoutés sur le retrait des forces armées américaines. Nixon refuse de spécifier une date pour le retrait des Américains. A la différence de la proposition du FNL, les troupes de la RDV sont considérées par Nixon au même niveau que les troupes américaines et doivent effectuer un retrait complet. Malheureusement pour le président américain, la presse ne répond pas favorablement à son adresse, et la question des forces nord-vietnamiennes dans le Sud Vietnam ne disparaît pas avec l'annonce de Nixon.

i. 1970-1972

Alors que les Vietnamiens du nord et du sud restent intransigeants pendant cette période, les conditions intérieures aux Etats-Unis obligent Nixon de faire certains compromis dans ces propositions pour la paix.

LES 8 POINTS DU GRP (17 septembre 1970)

Un an après la formation du Gouvernement Provisoire Révolutionnaire du Sud Vietnam, son ministre des Affaires étrangères, Nguyen Thi Binh (« Madame Binh ») annonce

³⁷¹ United States Department of State, « Peace in Vietnam : President Richard Nixon », adresse télévisée, dupliquée le 20 juin 1969, accédé à travers le Texas Tech Vietnam Center.

un nouveau plan :

1. Les Etats-Unis se retirent du Vietnam avant le 30 juin 1971.
2. Les Vietnamiens mêmes règlent la question des forces vietnamiennes dans le sud.
3. Thieu doit démissionner.
4. Un gouvernement provisoire supervise les élections dans le Sud Vietnam.
5. Ce gouvernement doit être une coalition de toute opinion politique.
6. La réunification du Vietnam se fait progressivement.
7. Toutes les parties décident en coopération d'autres mesures pour assurer le respect des provisions de la paix.
8. Les membres du GRP sont prêts à négocier avec tous les Vietnamiens, y compris les membres de l'administration Thieu, mais non pas Thieu, Ky, ou Khiem.³⁷²

Le plan présente une insistance sur les conditions déjà exprimés dans d'autres plans communistes : l'unité du Vietnam, le retrait des forces américaines, et des élections libres dans le sud. De plus, les dirigeants du GRP ajoutent une nouvelle condition : une date spécifique du retrait des Américains. Pourtant, à la différence d'autres propositions, le plan de huit points contient une contradiction sur le gouvernement de Thieu. Alors qu'en 1965 et en 1969 les communistes indiquaient qu'ils n'allaient jamais coopérer avec le gouvernement de la RVN, en 1970 ils signalent leur volonté de négocier avec certains membres de l'administration Thieu. C'est un signe avant-coureur de la future acceptance de Thieu par le GRP.

LES 5 POINTS DES ETATS-UNIS (7 octobre 1970)

Pour répondre au plan du GRP, Nixon déclare, le 7 octobre 1970, devant une audience télévisée, son nouveau plan :

³⁷² « Text of the Vietcong Proposal at Talks in Paris », *The New York Times*, 18 septembre 1970, p. 2.

1. Un cessez-le-feu universel en Indochine.
2. Une conférence de paix pour toute l'Indochine.
3. Des négociations sur une date du retrait des Américains.
4. Un accord politique dans le Sud Vietnam qui reflète la réalité politique dans le sud.
5. La libération immédiate de tout prisonnier de guerre de toutes les côtes.

Ce plan contient une concession importante de la part de Nixon : il se montre ouvert à la possibilité de fixer une date pour le retrait des forces armées américaines. Un an auparavant, ce retrait était lié non pas à une date mais au retrait des forces nord-vietnamiennes. Le fait que les 5 points ne mentionnent même pas la RDV préfigure une certaine résignation sur le rôle des communistes dans la politique du Sud Vietnam.

LES 7 POINTS DU GRP (1 juillet 1971)

En 1971, Madame Binh déclare encore une nouvelle proposition du GRP :

1. Si les Etats-Unis déclarent une date pour le retrait de leurs forces, le GRP libérera les prisonniers de guerre américains.
2. La formation d'un gouvernement de « concorde » entre les nombreuses factions politique au Sud Vietnam.
3. Les Vietnamiens mêmes s'occupent de la question des troupes vietnamiennes dans le sud.
4. Le Vietnam doit être réuni selon les principes des Accords de Genève.
5. Le Sud Vietnam doit poursuivre une politique de neutralité.
6. Les Etats-Unis sont responsables pour les dommages de la guerre.
7. Les deux parties doivent respecter les conditions des accords.

Le plan, comme la plupart des plans communistes de cette période, ne fait aucune concession. Mais, à la différence des plans antérieurs, il reflète une connaissance de la situation politique

intérieure aux Etats-Unis. En liant le retrait des forces américaines à la libération des prisonniers américains, les dirigeants du GRP profitent d'une question qui devient de plus en plus importante dans le débat national américain sur la guerre : celle des POW (prisonniers de guerre). La publication du plan n'est pas donc faite pour dépêcher ou faciliter les négociations, mais pour attirer l'attention des journaux. Et dans cette mesure, l'annonce du plan est un succès. Les journaux américains répondent encore favorablement à la proposition du GRP, soulignant la bonne volonté des Vietnamiens dans la question des prisonniers. Même si le plan est quasiment identique aux autres en ce qui concerne le déroulement de la guerre, le *New York Times* l'appelle une « avance dans la politique communiste que le gouvernement américain ne peut pas ignorer ».³⁷³ Le *Chicago Daily Defender* déclare que le plan du GRP représente « la lumière au bout du tunnel ».³⁷⁴

Dans une réunion qui suit l'annonce de Madame Binh, Kissinger attaque ses homologues nord-vietnamiens. « Vous devriez choisir entre la propagande et la négociation » leurs dit-il en colère.³⁷⁵ Ce que Kissinger ne réalise pas, c'est que pour les communistes vietnamiens, la propagande fait partie de leur stratégie de négocier. La vague d'optimisme médiatique qui suit l'annonce fait pression sur Nixon de terminer la guerre.

LES 8 POINTS DES ETATS-UNIS (16 août 1971)

Sept semaines plus tard, dans une réunion secrète en banlieue parisienne, Kissinger répond au plan du GRP en donnant son propre plan à la RDV.

1. Le retrait des forces armées américaines sera effectué avant le 1 août 1972.
2. La libération des prisonniers sera réalisée en même temps que le retrait des forces armées.

³⁷³ « Opening in Paris », *The New York Times*, 2 juillet 1971, p. 32. « ... a major shift in Communist policy that the United States government cannot afford to ignore ».

³⁷⁴ « Light in the tunnel », *The Chicago Daily Defender*, 13 juillet 1971, p. 13. « ... light at the end of the tunnel ».

³⁷⁵ Cité par LOI et VU, p. 183. « You should choose between propaganda and negotiation ».

3. L'avenir politique du Sud Vietnam sera décidé par les Sud-vietnamiens.
4. Les deux côtés respecteront les Accords de Genève.
5. Les armées des pays d'Indochine doivent rester dans leurs propres pays.
6. Un cessez-le-feu général en Indochine.
7. La supervision internationale du retrait et de la libération des prisonniers.
8. Des promesses internationales pour assurer l'accord.

Le plan de Kissinger montre à quel point les négociations sont déterminées par l'ambiance politique aux Etats-Unis. Dans le congrès, des sénateurs commencent à s'organiser pour empêcher Nixon de faire la guerre si les communistes promettent une libération des prisonniers américains (ce que Binh fait à Paris sept semaines auparavant). Nixon est donc obligé d'accepter la condition communiste que les Etats-Unis fixent une date pour le retrait de leurs forces.

LES 12 POINTS DES ETATS-UNIS (1 août 1972)

Les négociations arrivent à une impasse en 1972 à cause de l'offensive de printemps et de l'opération *Linebacker*. Quand Kissinger et Tho se rencontrent à Paris après une longue pause, Kissinger lui apporte un nouveau plan de paix :

Le plan est une combinaison des « 7 points » du GRP et des « 8 points » de Nixon. Il représente la capitulation presque totale des demandes des Etats-Unis : Kissinger fait des concessions sur tous les points principaux des communistes (le retrait rapide des forces armées américaines, la garantie de la non-ingérence dans le sud, etc.). Tho, qui sait que les compromis proviennent du fait que la RDV gagne la guerre à l'échelle médiatique, se moque

des compromis de Kissinger : « Vous avez ajouté des points... au niveau numérique, vous avez fait de gros progrès ! ». ³⁷⁶

Le fait que la RDV n'accepte pas le plan de Kissinger, un plan qu'elle aurait sûrement accepté en 1970, s'explique par les changements politiques qui ont lieu depuis le début des négociations. En étant persistants, les communistes laissent que l'ambiance aux Etats-Unis devienne de plus en plus anti-guerre, ce qui oblige Nixon et Kissinger à faire des compromis. Alors que toutes les propositions des Etats-Unis reflètent de nouvelles concessions, les plans de la RDV et du GRP ne font que des compromis superficiels, sachant que ceux-ci allaient gratifier les opposants de la guerre tout en empêchant Nixon d'accuser les communistes de bloquer le processus de paix. La stratégie diplomatique communiste, une stratégie basée dans la patience et la fermeté, crée progressivement dans la période de 1965 à 1972 les conditions idéales pour un accord favorable à leur cause.

II. LES ACCORDS DE JANVIER 1973

Le 8 janvier 1973, après le désastre médiatique américain des bombardements de Noël, Tho et Kissinger se rencontrent à Gif-sur-Yvette pour la dernière session des négociations. Etant donné que le nouveau congrès américain a déjà commencé à faire des lois pour obliger l'armée américaine de se retirer, Kissinger veut achever un accord le plus vite possible. ³⁷⁷ Dans une réunion avec le président juste avant son départ à Paris, Nixon lui

³⁷⁶ Cité par LOI et VU, p. 260. « ... you now have added 7 points... Numerically speaking, you have made great progress ».

³⁷⁷ Le 2 janvier 1973, le « House Democratic caucus » (les membres démocrates du 'House of Representatives') vote 154 à 75 pour couper tous les fonds pour les opérations militaires en Indochine contre le retour des prisonniers de guerre. Deux jours plus tard, leurs homologues dans le sénat vote une résolution similaire. KISSINGER, pp. 419-420.

dit : « si nous pouvons revenir à l'accord du 8 octobre, nous devons l'accepter ». ³⁷⁸ Le fait que Nixon veut revenir à un accord que son allié rejète trois mois auparavant montre la pression énorme imposée par la presse, le congrès, et l'opinion populaire. Soit les Etats-Unis achèvent un accord, soit l'administration Nixon est « humiliée » par une annulation des fonds pour la guerre dans les prochains deux ou trois mois. ³⁷⁹

Kissinger maintient dans ses mémoires que les bombardements de Noël sont un succès : « c'était une indication de l'extrémité de la situation dans laquelle Hanoi se trouvait [après les bombardements] qu'il décide de poursuivre les négociations, même face à une annulation imminente des fonds du congrès ». ³⁸⁰ Mais une analyse des documents vietnamiens montre le contraire. A la différence des Américains, les dirigeants du GRP et de la RDV décident de rouvrir les négociations en janvier 1973 non pas à cause de la nécessité politique (comme aux Etats-Unis), mais parce qu'ils y voient une opportunité. Comme un historien vietnamien l'écrit : la RDV décide de signer les Accords de Paris parce qu'elles représentent « une victoire partielle qui crée les conditions qui encouragent une victoire totale ». ³⁸¹

Le texte des Accords (voir appendices) ressemble beaucoup au texte du 8 octobre, ce qui contient de très importantes concessions de la part des Américains. Le fond des Accords prend sa forme des « plans » du GRP, du FNL, et de la RDV (détaillés dans le Chapitre 4-C). Dans certaines sections, les mots mêmes des Accords de Paris proviennent des plans communistes. Par contre, les plans publics télévisés par Nixon et les plans privés présentés par Kissinger ne figurent pas dans les accords finals.

Pour montrer à quel point les Américains font des concessions pour que la RDV et

³⁷⁸ Du journal personnel de Nixon. Cité par ASSELIN, p. 155.

³⁷⁹ ASSELIN, p. 156.

³⁸⁰ KISSINGER, p. 420. « It was a measure of the extremity in which Hanoi found itself that it proceeded with the negotiations, even in the face of the imminent congressional cutoff of aid to Vietnam ».

³⁸¹ THAI, Hoang Van. Cité par ASSELIN, p. 157. « Our requirement at that point was to secure a partial victory to create conditions conducive to complete victory ».

le GRP signent les Accords de Paris, il faut une analyse de toutes les parties des accords :

SUR LA FRONTIERE ENTRE LES DEUX VIETNAMS

Les Accords de Paris déclarent que « la ligne de démarcation entre les deux zones au 17^e parallèle n'a qu'un caractère provisoire et ne constitue nullement une limite politique ou territoriale ». Ces mots contrastent fortement avec l'insistance de Thieu, dans ses « 6 points », sur le 17^e parallèle comme « frontière » internationale, et « l'intégrité territoriale » du Sud Vietnam. De fait, le texte final des Accords copie *directement* les « dix points » du FNL sur la nature provisoire de la ligne de démarcation.

Quant à la souveraineté du Vietnam (et non pas *des Vietnams*), les Accords de Paris déclarent que :

Les Etats-Unis d'Amérique et tous les autres pays respectent l'indépendance, la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale du Vietnam consacrées par les Accords de Genève de 1954 sur le Vietnam.³⁸²

Pour voir à quel point les Etats-Unis font des concessions sur ce sujet, on n'a qu'à observer la similarité entre le texte final et les dix points du FNL de mai 1969 :

Les Etats-Unis d'Amérique devraient respecter les droits fondamentaux du peuple vietnamien (l'indépendance, la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale du Vietnam consacrées par les Accords de Genève de 1954 sur le Vietnam).

SUR LES TROUPES DITES « ETRANGERES »

Une des plus grandes concessions que font les Etats-Unis, c'est l'acceptance d'un cessez-le-feu qui permet les troupes nord-vietnamiennes de rester dans les zones sud-

³⁸² Article 1.

vietnamiennes sous leur contrôle alors que les troupes américaines sont obligées de partir en soixante jours. Cette acceptation est liée au fait que dans les Accords, il n'y a pas de distinction entre deux nationalités vietnamiennes, mais juste entre deux « parties ». La RDV, qui refuse d'admettre que leurs troupes sont présentes dans le sud, insiste que les forces armées « étrangères » partent alors que les forces armées « vietnamiennes » restent.³⁸³

Cette partie de l'accord montre les différents concepts sur l'origine. Depuis le début de la guerre, les Etats-Unis considèrent les Nord-vietnamiens comme « étrangers » dans le sud. Dans les « 8 points » de Nixon de mai 1969, il insiste sur cette conception des deux nationalités vietnamiennes. Mais le GRP, le FNL, et la RDV ne réfèrent jamais aux Nord-vietnamiens comme « étrangers ». Au contraire, ils insistent dans leurs plans de paix que les « Vietnamiens » règlent leurs propres comptes. Aux Etats-Unis, c'est la conception vietnamienne de la nationalité qui prend de l'ampleur. Malgré ses intentions, la *Vienamisation* fait le jeu des communistes, impliquant par son nom que la guerre devrait devenir une affaire intérieure au Vietnam. Dans les Accords de Paris, c'est la conception communiste sur la nationalité unique de tous les Vietnamiens qui prédomine :

Dans un délai de soixante jours à compter du jour de la signature du présent Accord, doit être achevé le retrait total du Sud Vietnam de toutes les troupes, de tous les conseillers militaires et de tout le personnel militaire, y compris le personnel technique militaire et le personnel militaire en liaison avec le programme de pacification, de tous les armements et munitions et de tout matériel de guerre appartenant aux Etats-Unis d'Amérique et aux autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3(a).³⁸⁴

³⁸³ Article 3.

³⁸⁴ L'article 3(a) définit les forces étrangères comme « Les forces des Etats-Unis d'Amérique et celles des autres pays alliés aux Etats-Unis d'Amérique et à la République du Vietna » et ne mentionne pas les forces de Hanoi.

SUR UNE GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Les Accords de Paris pourvoient « un Conseil national de réconciliation et de concorde nationales » formé par « les deux parties sud-vietnamiennes ».³⁸⁵ Cela n'est pas exactement « le gouvernement provisoire » évoqué dans les « 8 points » du GRP de 1970, ou le « gouvernement de coalition » tellement craint par le gouvernement de Thieu. Mais le « conseil », chargé d'administrer les élections et d'assurer la réalisation du traité, et dont les institutions sont l'objet des élections générales, devait très vite prendre la forme d'un gouvernement de transition.³⁸⁶ En l'appelant un « conseil », la RDV permet les Etats-Unis de prétendre qu'ils ont maintenu le gouvernement démocratique de Thieu dans le sud, mais même Thieu sait que ce « conseil » - dominé par les communistes et les forces d'opposition - est destiné à le remplacer.

SUR LES DEDOMMAGEMENTS DE GUERRE

Les Etats-Unis, pour des raisons « d'honneur nationale », rejettent catégoriquement la demande nord-vietnamienne qu'ils paient des réparations pour les dommages infligés au Vietnam au cours de la guerre.³⁸⁷ Mais la situation politique pour l'administration Nixon est tellement mauvaise après les bombardements de Noël qu'elle est forcée à accepter un programme non-officiel de recompenses. Les dédommagements, « inacceptables » en octobre 1972, deviennent un fait accompli en janvier 1973.³⁸⁸ Kissinger et Tho arrivent à un accord sur la somme d'argent – environ 4 milliards de dollars – avant la cérémonie à Paris, et Nixon confirme cette figure dans une lettre à Pham Van Dong, le 1 février 1973 :

³⁸⁵ Article 12

³⁸⁶ Ibid.

³⁸⁷ LOI et VU, p. 312.

³⁸⁸ Ibid, p. 262. « unacceptable ».

Les programmes appropriés pour les contributions des Etats-Unis à la reconstruction post-guerre seront envrion 3,25 milliards de dollars.³⁸⁹

CONCLUSION

Ce mémoire établit le rôle essentiel de la presse américaine sur les négociations qui ont mis fin à la Guerre du Vietnam. En analysant les efforts des dirigeants politiques de contrôler la presse, ainsi que les articles et les éditoriaux qui répondent à ces efforts, on arrive à comprendre la transformation profonde des relations entre l'état et la presse.

On constate deux changements fondamentaux qui caractérisent cette période :

- 1) La presse joue un rôle de plus en plus important dans la formation de l'opinion publique.
- 2) L'opinion publique joue un rôle de plus en plus fondamental dans la décision

³⁸⁹ NIXON, Richard, *Message from the President of the United States to the Prime Minister of the Democratic Republic of Vietnam*, 1 février 1973, Cité par LOI et VU, p. 558.

politique.

Ces deux changements proviennent des mêmes transformations politiques des années 60 : le « réveil politique » de la gauche et de la jeunesse, la remise en question des valeurs traditionnelles, et une conviction que tout citoyen (y compris les journalistes) doit s'engager en politique. La presse et l'opinion publique sont interdépendantes : plus la presse prend conscience de son nouveau rôle de « frein » sur le pouvoir exécutif (un rôle encouragé par un public réclamant une presse *engagée*), plus elle est disposée à prendre des positions éditoriales controversées. Ces positions légitiment non seulement les manifestations, mais aussi la législation anti-guerre de la part du congrès, parce que la presse, associé depuis les années 40 au *statu quo* de la société, assume dans cette période un aspect *politisé* sans perdre son image de *respectabilité*.

De cette façon, on peut résumer le rôle de la presse dans la Guerre du Vietnam comme une influence sur l'opinion publique et aussi un reflet de celle-ci. Même si les opinions exprimées sont souvent divergentes des souhaits du gouvernement, une analyse profonde montre qu'elles sont rarement en désaccord avec l'opinion publique. Les membres de l'administration Nixon accusent la presse d'avoir fait perdre la Guerre du Vietnam, mais cette presse répondait, comme elle l'avait fait dans les années 50, directement à l'opinion publique. L'apport principal de la presse pendant les négociations n'est pas la manipulation de cette opinion, mais le relais de cette opinion au congrès. En exprimant le désir populaire de mettre fin à la guerre, la presse fixe les thèmes du débat au sein du congrès. Ce débat allait souligner l'obligation de contrôler un président qui n'avait plus l'habitude d'écouter ni de prendre en compte l'opinion du peuple.

Même si la presse n'a pas autant d'influence que Nixon le croit, il faut reconnaître qu'en publiant les communiqués et les conférences de presse du FNL, de la RDV, et du GRP, la presse contribue à la diminution du soutien populaire pour la guerre. Dans ce sens,

Nixon et Kissinger n'ont pas tort de dire que la presse faisait exactement ce que Hanoi aurait voulu qu'elle fasse. La presse endommage effectivement la politique étrangère de Nixon, ce qui a pour résultat direct les nombreuses concessions américaines acceptées dans les Accords de Paris.

Ayant établi que le comportement de la presse avait empêché la politique de Nixon, cela ne veut pas dire forcément que la presse est responsable de la défaite américaine. De 1963 à 1967, Johnson, sans la critique incessante de la presse, n'est pas arrivé non plus à mettre fin à la guerre. La presse sous la présidence de Nixon ne produit pas directement la victoire des communistes, mais il est possible qu'elle la précipite. L'expérience française en Indochine nous enseigne que les Etats-Unis n'auraient jamais pu « gagner » la guerre dans les conditions que Nixon souhaitait. La fin de la guerre était donc dans l'intérêt commun de toutes les parties. La Guerre du Vietnam n'était donc pas un jeu à somme nulle : le fait que la RDV et le GRP manipulent la presse à encourager le retrait des forces américaines ne veut pas dire forcément que cette manipulation était contre les intérêts de la société américaine. On peut avancer la théorie qu'en suivant l'opinion publique au lieu de l'opinion présidentielle, la presse agit en faveur non seulement des communistes vietnamiens, mais aussi des Américains.

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION	3
UNE NOTE SUR LES SOURCES	7
1. <u>PRELUDE AUX NEGOCIATIONS</u>	
A. <i>L'ETAT ET LA PRESSE AMERICAINE</i>	
I. DE L'INDEPENDANCE A LA 1 ^e GUERRE MONDIALE	9
II. LA 2 ^e GUERRE MONDIALE	11
III. LA GUERRE DE COREE ET LE MCCARTHYISME	13
B. <i>LA PREMIERE GUERRE D'INDOCHINE</i>	
I. PRELUDE A LA GUERRE	16
II. L'ECHEC FRANCAIS	18
III. LA GUERRE D'INDOCHINE	20
C. <i>LA GUERRE AMERICAINE</i>	
I. PRELUDE A UNE NOUVELLE GUERRE	23
II. LE CONFLIT DEVIENT LA GUERRE	31
III. LA TRANSFORMATION DE LA PRESSE	36

2. <u>« MORE FORM THAN SUBSTANCE »</u>	
A. <i>L'ESPOIR DE 1968</i>	
I. LE DISCOURS DU 31 MARS	46
II. UN TOUR DU MONDE	51
III. LA GUERRE POUR LA RECONNAISSANCE	54
B. <i>LE DESESPoir</i>	
I. L'INITIATION ET L'ECHEC DES CONTACTS PRIVES	58
II. LES JOURNAUX ET LES BOMBARDEMENTS	62
III. LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE	65
3. <u>NIXON FACE AU POLITBURO : LA GUERRE CONTINUE</u>	
A. <i>1969 : L'ANNEE DE MAUVAISES INTENTIONS</i>	
I. LES IMPLICATIONS DES ELECTIONS	73
II. LA STRATEGIE DE NIXON ET LES NEGOCIATIONS	74
III. LA TABLE TRISTEMENT CELEBRE	77
B. <i>« CHASSANT DEUX LAPINS »</i>	
I. LA DOCTRINE NIXON	83
II. UNE NOUVELLE STRATEGIE, UN NOUVEAU DEFI	85
III. NIXON ET LA PRESSE : A L'ATTAQUE	88
C. <i>LA DIPLOMATIE SOUS NIXON</i>	
I. DUCK HOOK ET LA DATE LIMITE DE 1969	95
II. LES NEGOCIATIONS SECRETES	97
III. LA PAIX A TRAVERS LA GUERRE : LE CAMBODGE	101
4. <u>LA LONGUE FIN DE LA GUERRE</u>	
A. <i>« UN HOMME DESESPERE ET FACHE »</i>	
I. LES « PENTAGON PAPERS »	106
II. L'OFFENSIVE DE PRINTEMPS ET LINEBACKER	109
B. <i>« NOUS AVONS LA MAIN SUR LA PAIX »</i>	
I. L'IMPACT DES ELECTIONS SUR LES NEGOCIATIONS	112
II. LA PERCEE D'OCTOBRE	115
III. « COUPER LE CORDON OMBILICAL AMERICAIN »	118
IV. UNE NOUVELLE IMPASSE	123
C. <i>LES ACCORDS DE PARIS</i>	
I. LES PROPOSITIONS DE 1965 a 1972	127
II. LES ACCORDS DE JANVIER	138
CONCLUSION	143
BIBLIOGRAPHIE	149
APPENDICES	152

BIBLIOGRAPHIE

ADDINGTON, Larry H., *America's War in Vietnam: A Narrative History*, Bloomington, Indiana University Press, 2000

ALWOOD, Edward, *Dark Days in the News Room*, Philadelphia, Temple University Press, 2007

ASSELIN, Pierre, *A Bitter Peace : Washington, Hanoi, and the Making of the Paris Agreement*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2002

BATES, Milton J. et LICHTY, Lawrence, *Reporting Vietnam: Part Two*, New York, The Library of America Publishing Group, 1998

BERMAN, Larry, *No Peace, No Honor: Nixon, Kissinger, and Betrayal in Vietnam*, New York, The Free Press, 2001

BERTRAN, C.-J., *Les Années Soixante, 1961-1974*, Nancy, PUN, 1989

BRIGHAM, Robert K., *Guerrilla Diplomacy: The NLF's Foreign Relations and the Viet Nam War*, London, Cornell University Press, 1999

BUNDY, William, *A Tangled Web : The Making of Foreign Policy in the Nixon Presidency*, New York, Hill and Wang, 1998

BURKE, John P., GREENSTEIN, Fred I., BERMAN, Larry, IMMERMAN, Richard H., *How Presidents Test Reality: Decisions on Vietnam, 1954 and 1965*, New York, Russell Sage Foundation, 1989

CHAFE, William Henry, *The Unfinished Journey : America Since World War II*, New York, Oxford University Press, 2003

COHEN, Warren L, et TUCKER, Nancy Bernkopf, *Lyndon Johnson Confronts the World: American Foreign Policy, 1963-1968*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994

COMPSTON, Cristine, et SEIDMAN, Rachel Filene (eds.), *Our Documents*, Oxford, Oxford University Press, 2003

DALLOZ, Jacques, *La Guerre d'Indochine, 1945-1954*, Points, Seuil, 1987

DEBENEDETTI, Charles, *An American Ordeal : The Antinwar Movement of the Vietnam Era*, Syracuse University Press, New York, 1990

DIRCK, Brian R., *The Executive Branch of Federal Government*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2007

-*Waging War on Trial*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2003

FITZGERALD, John J., GRUNFELD, A. Tom, YOUNG, Marilyn B. (eds.), *The Vietnam War: A History in Documents*, New York, Oxford University Press, 2002

GALLUP, Alec M. et NEWPORT, Frank, *The Gallup Poll*, Lamhan, Rohman and Littlefield Publishers, inc., 2006,

FRANKLIN, Jane, FRANKLIN, H. Bruce, GETTLEMAN, Marvin E., YOUNG, Marilyn B., *Vietnam and America: A Documented History*, Grove Press, New York, 1995

HALLIN, Daniel C., *The 'Uncensored War,'* Berkeley, University of California Press, 1986

HAMMOND, William H., *Reporting Vietnam*, Lawrence, University of Kansas Press, 1998

HICKEY, W. *The Constitution of the United States of America, with an Alphabetical Analysis*, Philadelphia, Johnson and Company, 1851

HOGAN, Michael J., *Hiroshima in History and Memory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996

ISAACS, Arnold, *Without Honor : Defeat in Vietnam and Cambodia*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1983

KATTENBURG, Paul M., *The Vietnam Trauma in American Foreign Policy, 1945-1975*, Transaction Publishers, New Brunswick, 1980

KISSINGER, Henry, *Ending the Vietnam War : A History of America's Involvement in and Extrication from the Vietnam War*, New York, Simon & Schuster, 2003

KLEIN, Christian, *Cold War Orientalism: Asia in the Middle Brow Imagination*, Berkeley, University of California Press, 2003

LOI, Luu Van et VU, Nguyen Anh, *Le Duc Tho – Kissinger Negotiations in Paris*, Hanoi, Thê Gioi Publishers, 1996

OLSON, James Stuart, *Historical Dictionary of the 1950s*, Westport, Greenwood Press, 2000

PORTES, Jacques, *Les Etats-Unis et la guerre du Vietnam*, Paris, Editions Complexe, 2008

RUDENSTINE, David, *The Day the Presses Stopped: A History of the Pentagon Papers Case*, University of California Press, Los Angeles, 1996

SCHLESINGER, Arthur Mayer, *The Imperial Presidency*, New York, Houghton Mifflin Books, 2004

SCHULTZ, Richard J. *The Secret War Against Hanoi: The Untold Story of Spies, Saboteurs, and Cover Warriors in North Vietnam*, New York, HarperCollins, 1999

SMALL, Melvin, *Democracy & Diplomacy : The Impact of Domestic Politics on U.S. Foreign Policy, 1789-1994*

SNEPP, Frank, *Decent Interval : An Insider's Account of Saigon's Indecent End Told by the CIA's Chief Strategy Analyst in Vietnam*, New York, Random House, 1977

TEEL, Leonard Ray, *The Public Press, 1900-1945*, Westport, Greenwood Publishing Group, 2006

VAUGHN, Steven L., *The Encyclopedia of American Journalism*, New York, Taylor & Francis Company, 2008

WEBB, Kate, *On the Other Side : 23 Days with the Viet Cong*, Ann Arbor, Quadrangle Books, 1972

WYATT, Clarence R., *Paper Soldiers: The American Press and the Vietnam War*, Chicago, The University of Chicago Press, 1995

APPENDICES

A. EXEMPLES DES TITRES DES JOURNAUX AMERICAINS : LA

PROPAGANDE DES GUERRES MONDIALES

³⁹⁰

³⁹⁰ De gauche à droite : « American Press Indorses the War Message » (sic), *Christian Science Monitor*, 3 avril 1917, p. 5 ; CLAYTON, William L. « Security Against Renewed German Aggression », United States Government Printing Office, 25 juin 1945, dans Fondren Library, Bibliothèque de Southern Methodist

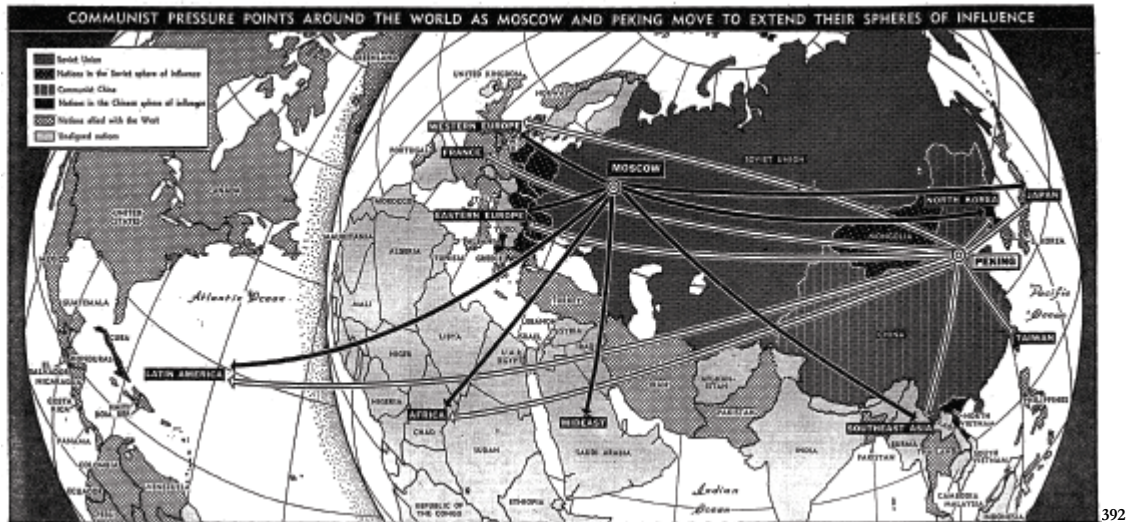
B. PUBLICATION AMERICAINE ANTI-COMMUNISTE

University, Dallas, Texas, Etats-Unis ; « The War Must Still Be Won », *The New York Times*, 10 décembre 1943, p. 26 ; « Your War and Your Wages », United States Office of War Information : Division of Public Inquiries, Government Printing Office, 1942, p. 2, dans la Bibliothèque de Southern Methodist University, Dallas, Texas, Etats-Unis ; « Nazis Planned to Make U.S. Slave Nation », *The Washington Post*, 13 juin 1945, p. 2.



C. VUE AMERICAINE TYPIQUE DE LA GEOPOLITIQUE, 1964

³⁹¹ « Is This Tomorrow ? America Under Communism ! », Catechetical Guild, 1947, retrouvé à travers la bibliothèque de l'University of Pennsylvania, <http://www.writing.upenn.edu/~afilreis/50s/is-this-tomorrow.html>, 22 janvier 2009.



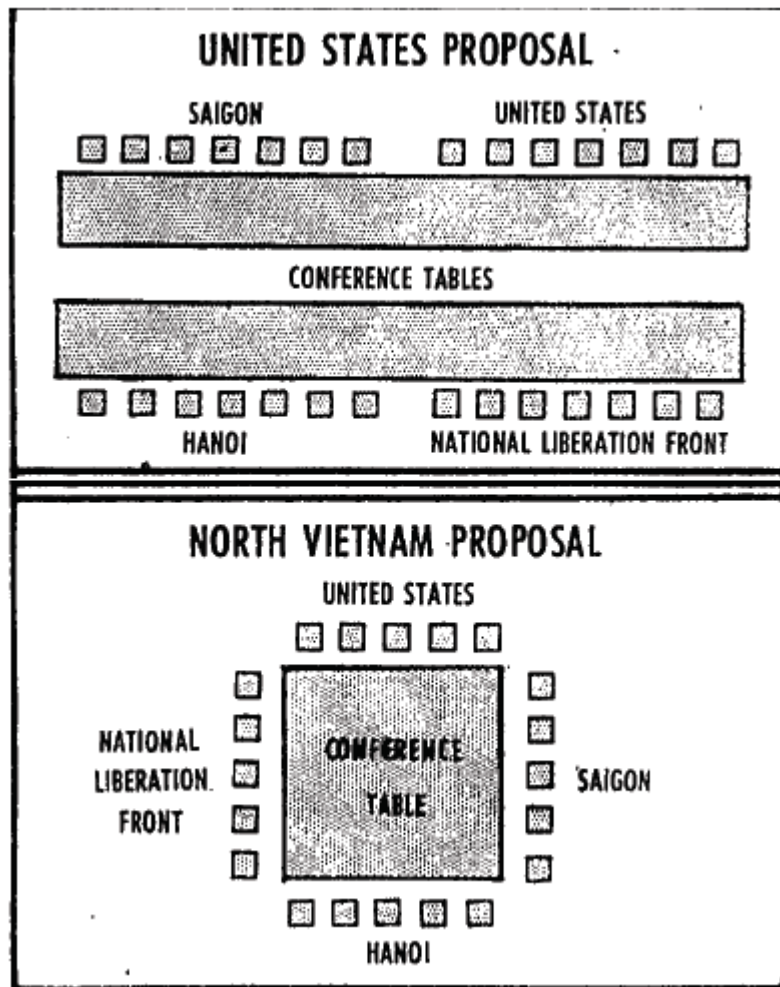
*C. DESSIN DU NEW YORK TIMES SUR L'OPPOSITION APPAREMMENT
UNIVERSELLE A LA GUERRE DANS LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE DE
1968*



D. PROPOSITIONS SUR LA FORME DE LA TABLE, 1968

³⁹² *The New York Times*, 26 janvier 1964, p. B3.

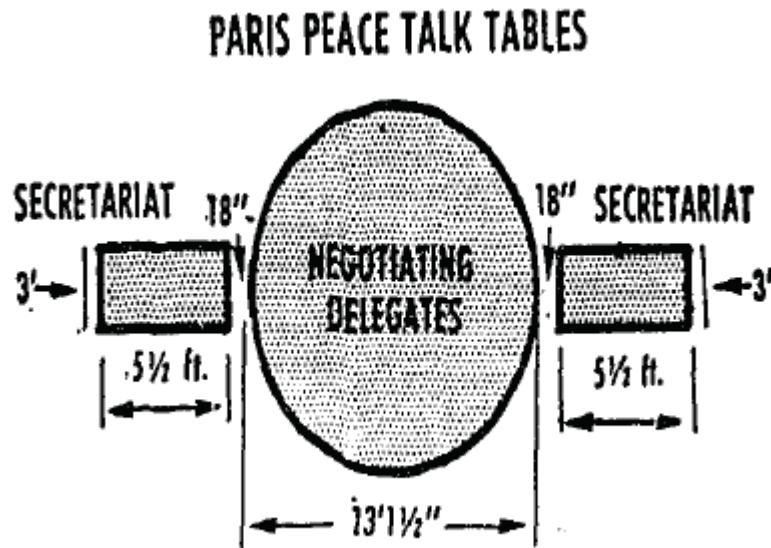
³⁹³ *The New York Times*, 19 mai 1968, p. E3.



394

E. FORME FINALE DE LA TABLE DES NEGOCIAITONS

³⁹⁴ ROBERTS, Chalmers M. « Peace Table Seating is an Old Game », *The Washington Post*, 8 décembre 1968, p. A1.



395

F. Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Sud Vietnam (Paris, 27 janvier 1973)

³⁹⁵ MASTRANGETO, Joseph P., « The Table is Ready », *Washington Post, Times Herald*, 17 janvier 1969, p. A1.

(Traduction en français – l'accord officiel est en anglais et en vietnamien)³⁹⁶

Le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam avec l'accord du
Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam,

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique avec l'accord du Gouvernement de la
République du Vietnam,

Dans le but de mettre fin à la guerre et de rétablir la paix au Vietnam sur la base du respect
des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien et du droit d'autodétermination de
la population sud vietnamienne et aux fins de contribuer à la consolidation de la paix en Asie
et dans le monde,

Sont convenus des dispositions suivantes qu'ils s'engagent à respecter et à exécuter:

Chapitre Premier

Droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien

Article premier

Les Etats-Unis d'Amérique et tous les autres pays respectent l'indépendance, la souveraineté,
l'unité, l'intégrité territoriale du Vietnam consacrées par les Accords de Genève de 1954 sur le
Vietnam.

Chapitre II

Cessation des hostilités - Retrait des troupes

Article 2

Le cessez-le-feu sera réalisé sur toute l'étendue du Sud Vietnam à compter de vingt-quatre
heures G.M.T. le 27 Janvier 1973.

A la même heure, les Etats-Unis d'Amérique mettront fin à toutes les activités militaires de
toutes leurs forces terrestres, aériennes, navales, d'où qu'elles viennent, contre la République
Démocratique du Vietnam et cesseront le minage des eaux territoriales, des ports et des cours
d'eau de la République Démocratique du Vietnam. Immédiatement après l'entrée en vigueur
du présent Accord, les Etats-Unis d'Amérique dragueront, neutraliseront définitivement et
détruiront toutes les mines posées par eux dans les eaux territoriales, les ports et les cours
d'eau au Nord Vietnam.

La cessation totale des hostilités mentionnée au présent article est de caractère durable et sans
limite de temps.

Article 3

³⁹⁶ *Source de la traduction : « Bulletin d'information du Gouvernement révolutionnaire
provisoire de la République du Sud Vietnam » 27 janvier 1973, n° 4-5, pp. 2-24. Accédé à
travers www.ena.lu le 10 décembre 2008.

Les parties s'engagent à maintenir le cessez-le-feu et à garantir une paix durable et stable.

Dès que le cessez-le-feu entre en vigueur:

a) Les forces des Etats-Unis d'Amérique et celles des autres pays alliés aux Etats-Unis d'Amérique et à la République du Vietnam restent sur leurs positions respectives en attendant la mise en exécution du plan de leur retrait. La Commission militaire mixte quadripartite mentionnée à l'Article 16 déterminera les modalités.

b) Les forces armées des deux parties sud-vietnamiennes restent sur leurs positions respectives. La Commission militaire mixte bipartite mentionnée à l'Article 17 déterminera les zones placées sous leur contrôle respectif et les modalités de stationnement des troupes.

c) Les forces régulières de toutes les armées et armes ainsi que les forces irrégulières appartenant aux différentes parties au Sud Vietnam doivent cesser toutes actions offensives et se conformer scrupuleusement aux dispositions suivantes:

- Sont interdits tous actes de force sur terre, dans les airs et sur mer;

- Sont interdits tous les actes hostiles, actes de terreur et actes de représailles de toutes les deux parties.

Article 4

Les Etats-Unis d'Amérique cessent leur engagement militaire ou leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud Vietnam.

Article 5

Dans un délai de soixante jours à compter du jour de la signature du présent Accord, doit être achevé le retrait total du Sud Vietnam de toutes les troupes, de tous les conseillers militaires et de tout le personnel militaire, y compris le personnel technique militaire et le personnel militaire en liaison avec le programme de pacification, de tous les armements et munitions et de tout matériel de guerre appartenant aux Etats-Unis d'Amérique et aux autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3(a). Les conseillers des pays susmentionnés auprès des organisations para-militaires et de la police se retireront aussi dans le même délai.

Article 6

Le démantèlement de toutes les bases militaires au Sud Vietnam qui appartiennent aux Etats-Unis d'Amérique et aux autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3(a) s'achèvera dans un délai de soixante jours à compter du jour de la signature du présent Accord.

Article 7

Dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu jusqu'à la formation du gouvernement visé à l'Article 9(b) et à l'Article 14 du présent Accord, les deux parties sud vietnamiennes n'accepteront pas l'introduction au Sud Vietnam des troupes, des conseillers militaires et du personnel militaire,

y compris le personnel militaire technique, des armements et munitions, et du matériel de guerre.

Les deux parties sud vietnamiennes seront autorisées à procéder à des remplacements périodiques des armements, des munitions et du matériel de guerre qui auront été détruits, endommagés, usés ou épuisés depuis le cessez-le-feu, sur la base: nombre pour nombre, de mêmes caractéristiques et propriétés, sous surveillance de la Commission militaire mixte des deux parties sud vietnamiennes et de la Commission internationale de contrôle et de surveillance.

Chapitre III

Remise du personnel militaire capturé, des civils étrangers capturés et du personnel civil vietnamien capturé et détenu

Article 8

a) La remise du personnel militaire capturé des parties et des civils étrangers capturés des parties s'opérera parallèlement au retrait des troupes visé à l'Article 5 et s'achèvera au plus tard à la date d'achèvement de ce retrait. Les parties échangeront les listes complètes du personnel militaire et de civils étrangers capturés susmentionnés le jour de la signature du présent Accord.

b) Les parties se prêteront mutuellement aide dans la recherche d'informations sur le personnel militaire des parties et les civils étrangers des parties disparus en mission, dans la localisation et l'entretien des sépultures en vue de créer des facilités aux opérations d'exhumation et de rapatriement des ossements, et prendront d'autres mesures nécessaires pour la recherche d'informations sur les personnes encore considérées comme disparues en mission.

c) La question de la remise du personnel civil Vietnamien capturé et détenu au Sud Vietnam sera résolue par les deux parties sud vietnamiennes sur la base des principes de l'Article 21(b) de l'Accord sur la cessation des hostilités au Vietnam du 20 Juillet 1954. Les deux parties sud vietnamiennes accompliront cette tâche dans un esprit de réconciliation et de concorde nationales, afin de mettre un terme à la haine, d'alléger les souffrances et de réunir les familles. Les deux parties sud vietnamiennes feront tout leur possible pour résoudre cette question dans les quatre-vingt dix jours qui suivront l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Chapitre IV

Réalisation du droit d'autodétermination de la population sud vietnamienne

Article 9

Le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'engagent à respecter les principes suivants sur la réalisation du droit d'autodétermination de la population sud vietnamienne:

a) Le droit d'autodétermination de la population sud vietnamienne est un droit sacré et imprescriptible que tous les pays sont tenus de respecter.

b) La population sud vietnamienne décide elle-même de l'avenir politique du Sud Vietnam au moyen d'élections générales vraiment libres et démocratiques, sous surveillance internationale.

c) Les pays étrangers n'imposeront à la population sud vietnamienne aucune tendance politique ou aucune personnalité.

Article 10

Les deux parties sud vietnamiennes s'engagent à respecter le cessez-le-feu et à maintenir la paix au Sud Vietnam, à régler par voie de négociations les questions en litige et à éviter tout conflit armé.

Article 11

Immédiatement après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les deux parties sud vietnamiennes:

- procèdent à la réalisation de la réconciliation et de la concorde nationales, la haine sera effacée, tous actes de représailles et de discrimination à l'encontre des personnes ou des organisations ayant collaboré avec l'une ou l'autre partie seront interdits.

- garantissent au peuple les libertés démocratiques: liberté individuelle, liberté de parole, liberté de presse, liberté de réunion, liberté d'organisation, liberté d'activités politiques, liberté de croyance, liberté de déplacement, liberté de résidence, liberté de choisir son travail et ses moyens d'existence, droit de propriété privée et liberté d'entreprise.

Article 12

a) Immédiatement après le cessez-le-feu, les deux parties sud vietnamiennes entrent en consultation dans l'esprit de réconciliation et de concorde nationales, de respect mutuel et de non-élimination réciproque, en vue de former un Conseil national de réconciliation et de concorde nationales ayant trois composantes égales. Ce Conseil fonctionne suivant le principe de l'unanimité. Après l'entrée en fonction du Conseil national de réconciliation et de concorde nationales, les deux parties sud vietnamiennes entreront en consultation pour former les Conseils des échelons inférieurs. Les deux parties sud vietnamiennes concluront le plus tôt possible un accord sur les questions intérieures du Sud Vietnam et œuvreront de leur mieux pour l'accomplissement de cette tâche dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, conformément aux aspirations de la population sud vietnamienne, à savoir la paix, l'indépendance et la démocratie.

b) Le Conseil national de réconciliation et de concorde nationales a pour attributions d'activer les deux parties sud vietnamiennes dans l'exécution du présent Accord, la réalisation de la réconciliation et de concorde nationales, l'exercice des libertés démocratiques. Le Conseil national de réconciliation et de concorde nationales organisera les élections générales libres et démocratiques visées à l'Article 9(b) et statuera sur les règlements et modalités desdites élections générales. Les institutions qui sont l'objet de ces élections générales seront décidées d'un commun accord par les deux parties sud vietnamiennes après consultations. Le Conseil national de réconciliation et de concorde nationales statuera également sur les règlements et modalités des élections régionales fixées par accord entre les deux parties sud vietnamiennes.

Article 13

La question des forces armées vietnamiennes au Sud Vietnam sera réglée par les deux parties sud vietnamiennes dans l'esprit de réconciliation et de concorde nationales, d'égalité, de respect mutuel, sans ingérence étrangère, en conformité avec la situation d'après guerre. Parmi les questions soumises aux discussions entre les deux parties sud vietnamiennes, figurera celle des mesures pour la réduction des effectifs des forces armées des deux parties et la démobilisation des effectifs réduits. Les deux parties sud vietnamiennes accompliront cette tâche le plus tôt possible.

Article 14

Le Sud Vietnam applique une politique étrangère de paix et d'indépendance. Le Sud Vietnam est disposé à entretenir des rapports avec tous les pays sans distinction de régime politique ou social, sur la base du respect mutuel, de l'indépendance et de la souveraineté et accepte l'aide économique et technique de n'importe quel pays pourvu que cette aide ne soit accompagnée d'aucune condition politique. La question de l'acceptation de l'aide militaire dans l'avenir au Sud Vietnam relève de la compétence du gouvernement formé après les élections générales au Sud Vietnam visées à l'Article 9(b).

Chapitre V

Réunification du Vietnam et relations entre les deux zones Nord et Sud du Vietnam

Article 15

La réunification du Vietnam se fera par étapes, par des moyens pacifiques, sur la base de discussions et d'accords entre le Nord et le Sud Vietnam, sans coercition, ni annexion d'une partie par l'autre et sans ingérence étrangère. Le délai pour la réunification sera fixé d'accord partie par le Nord et le Sud Vietnam.

En attendant la réunification du pays:

a) La ligne de démarcation militaire entre les deux zones au 17^e parallèle n'a qu'un caractère provisoire et ne constitue nullement une limite politique ou territoriale, conformément aux stipulations du Paragraphe 6 de la Déclaration finale de la Conférence de Genève de 1954.

b) Le Nord et le Sud Vietnam respecteront la Zone démilitarisée de chaque côté de la ligne de démarcation militaire provisoire.

c) Le Nord et le Sud Vietnam entreront en négociations dans les meilleurs délais en vue de rétablir les relations normales dans différents domaines. Parmi les questions à être négociées figureront les modalités de mouvement civil à travers la ligne de démarcation militaire provisoire.

d) Le Nord et le Sud Vietnam ne participent à aucune alliance ou bloc militaires, n'autorisent aucun pays étranger à avoir des bases militaires, des troupes, des conseillers militaires, du personnel militaire sur leur sol respectif, comme l'ont stipulé les Accords de Genève de 1954 sur le Vietnam.

Chapitre VI

Commissions militaires mixtes, Commission internationale de contrôle et de surveillance,
Conférence internationale

Article 16

a) Les parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam désigneront immédiatement leurs représentants pour former une Commission militaire mixte quadripartite ayant pour tâche de coordonner l'action des parties intéressées dans l'exécution des dispositions suivantes du présent Accord:

- Le premier paragraphe de l'Article 2 sur la réalisation du cessez-le-feu sur tout le Sud Vietnam;
- Article 3 (a) sur la réalisation du cessez-le-feu par les forces armées des Etats-Unis d'Amérique et de celles des autres pays étrangers mentionnés dans cet article;
- Article 3 (c) sur la réalisation du cessez-le-feu entre toutes les parties au Sud Vietnam;
- Article 5 sur le retrait du Sud Vietnam des troupes des Etats-Unis d'Amérique et de celles des autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3 (a);
- Article 6 sur le démantèlement des bases militaires au Sud Vietnam qui appartiennent aux Etats-Unis d'Amérique et aux autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3 (a);
- Article 8 (a) sur la remise du personnel militaire capturé des parties et des civils étrangers capturés des parties;
- Article 8 (b) sur l'aide mutuelle dans la recherche d'informations sur le personnel militaire des parties et les civils étrangers des parties disparus en mission.

b) La Commission militaire mixte quadripartite fonctionne suivant le principe des consultations et de l'unanimité. Les différends seront transmis à la Commission internationale de contrôle et de surveillance.

c) La Commission militaire mixte quadripartite entrera en fonction immédiatement après la signature du présent Accord et mettra fin à ses activités dans un délai de soixante jours, après l'achèvement du retrait des troupes des Etats-Unis d'Amérique et de celles des autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3(a) et l'achèvement de la remise du personnel militaire des parties et des civils étrangers capturés des parties.

d) Les quatre parties se mettront immédiatement d'accord sur l'organisation, la procédure de travail, les moyens d'activité et les dépenses de la Commission militaire mixte quadripartite.

Article 17

a) Les deux parties sud vietnamiennes désigneront immédiatement leurs représentants pour former une Commission militaire mixte bipartite ayant pour tâche de coordonner l'action des deux parties sud vietnamiennes dans l'exécution des dispositions suivantes du présent Accord:

- Le premier Paragraphe de l'Article 2 sur la réalisation du cessez-le-feu sur tout le Sud Vietnam, après la cessation des activités de la Commission militaire mixte quadripartite;
- Article 3(b) sur la réalisation du cessez-le-feu entre les deux parties sud vietnamiennes;
- Article 3(c) sur la réalisation du cessez-le-feu entre toutes les parties au Sud Vietnam, après la cessation des activités de la Commission militaire mixte quadripartite;
- Article 7 sur l'interdiction d'introduire des troupes au Sud Vietnam et sur toutes les autres dispositions de cet article;
- Article 8(c) sur la remise du personnel civil vietnamien capturé et détenu au Sud Vietnam;
- Article 13 sur la réduction des effectifs militaires des deux parties sud vietnamiennes et la démobilisation des effectifs réduits.

b) Les différends seront transmis à la Commission internationale de contrôle et de surveillance.

c) Après la signature du présent Accord, la Commission militaire mixte bipartite se mettra immédiatement d'accord sur les mesures et l'organisation en vue d'assurer la réalisation du cessez-le-feu et le maintien de la paix au Sud Vietnam.

Article 18

a) Après la signature du présent Accord, il sera formé immédiatement une Commission internationale de contrôle et de surveillance.

b) En attendant les arrangements définitifs de la Conférence internationale visée à l'Article 19, la Commission internationale de contrôle et de surveillance rapporte aux quatre parties les questions relatives au contrôle et à la surveillance dans l'exécution des dispositions suivantes du présent Accord:

- Le premier paragraphe de l'Article 2 sur la réalisation du cessez-le-feu sur tout le Sud Vietnam;
- Article 3(a) sur la réalisation du cessez-le-feu par les forces armées des Etats-Unis d'Amérique et celles des autres pays étrangers mentionnés dans cet article;
- Article 3(c) sur la réalisation du cessez-le-feu entre toutes les parties au Sud Vietnam;
- Article 5 sur le retrait du Sud Vietnam des troupes des Etats-Unis d'Amérique et de celles des autres pays étrangers mentionnés à l'article 3(a);
- Article 6 sur le démantèlement des bases militaires au Sud Vietnam qui appartiennent aux Etats-Unis d'Amérique et aux autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3(a);
- Article 8(a) sur la remise du personnel militaire capturé des parties et des civils étrangers

capturés des parties.

La Commission internationale de contrôle et de surveillance forme des équipes de contrôle en vue de l'accomplissement de ses tâches. Les quatre parties se mettront immédiatement d'accord sur les lieux de stationnement et les activités de ces équipes.

Les parties créeront des facilités aux activités de ces équipes.

c) En attendant les arrangements définitifs de la Conférence internationale, la Commission internationale de contrôle et de surveillance rapporte aux deux parties sud vietnamiennes les questions relatives au contrôle et à la surveillance dans l'exécution des dispositions suivantes du présent Accord:

- Le premier paragraphe de l'Article 2 sur la réalisation du cessez-le-feu sur tout le Sud Vietnam, après la cessation des activités de la Commission militaire mixte quadripartite;
- Article 3(b) sur la réalisation du cessez-le-feu entre les deux parties sud vietnamiennes;
- Article 3(c) sur la réalisation du cessez-le-feu entre toutes les parties au Sud Vietnam, après la cessation des activités de la Commission militaire mixte quadripartite;
- Article 7 sur l'interdiction d'introduire des troupes au Sud Vietnam et sur toutes les autres dispositions de cet article;
- Article 8(c) sur la remise du personnel civil vietnamien capturé et détenu au Sud Vietnam;
- Article 9(b) sur les élections générales libres et démocratiques au Sud Vietnam;
- Article 13 sur la réduction des effectifs militaires des deux parties sud vietnamiennes et la démobilisation des effectifs réduits.

La Commission internationale de contrôle et de surveillance forme des équipes de contrôle en vue de l'accomplissement de ses tâches. Les deux parties sud vietnamiennes se mettront immédiatement d'accord sur les lieux de stationnement et les activités de ces équipes. Les deux parties sud vietnamiennes créeront des facilités aux activités de ces équipes.

d) La Commission internationale de contrôle et de surveillance comprend les représentants des quatre Etats suivants: la Pologne, le Canada, la Hongrie, l'Indonésie (ordre adopté dans le texte vietnamien selon l'alphabet vietnamien). Les représentants des pays membres de la Commission internationale en assumeront la présidence à tour de rôle, pendant des périodes fixées par la Commission internationale.

e) La Commission internationale de contrôle et de surveillance accomplit ses tâches en se conformant au principe du respect de la souveraineté du Sud Vietnam.

f) La Commission internationale de contrôle et de surveillance fonctionne suivant le principe de consultation et de l'unanimité.

g) La Commission internationale de contrôle et de surveillance commencera ses activités dès

l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Vietnam. Elle cessera ses activités relatives aux dispositions concernant les quatre parties visées à l'Article 18(b), lorsque ses tâches de contrôle et de surveillance relatives aux dites dispositions auront été accomplies. Elle cessera ses activités relatives aux dispositions concernant les deux parties sud vietnamiennes visées à l'Article 18(c) sur la demande du gouvernement formé après les élections générales au Sud Vietnam visé à l'Article 9(b).

h) Les quatre parties se mettront immédiatement d'accord sur l'organisation, les moyens d'activités et les dépenses de la Commission internationale de contrôle et de surveillance. Les rapports entre la Commission internationale de contrôle et de surveillance et la Conférence internationale seront définis d'un commun accord par la Commission internationale de contrôle et de surveillance et ladite Conférence.

Article 19

Les différentes parties conviendront de la tenue d'une Conférence internationale dans les trente jours qui suivront la signature du présent Accord, aux fins de prendre acte des Accords signés, de garantir la cessation de la guerre le maintien de la paix au Vietnam, le respect des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien et du droit d'autodétermination de la population sud vietnamienne, et de contribuer au maintien et de la garantie à la paix en Indochine.

La République Démocratique du Vietnam et les Etats-Unis d'Amérique, au nom des parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam, proposeront d'inviter les parties suivantes à participer à la Conférence internationale : la République Populaire de Chine, la République Française, le Royaume Uni de Grande Bretagne, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (ordre adopté dans le texte vietnamien, selon l'alphabet vietnamien), les quatre Etats membres de la Commission internationale de contrôle et de surveillance, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam.

Chapitre VII

Vis-à-vis du Cambodge et du Laos

Article 20

a) Les parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam doivent respecter strictement les Accords de Genève de 1954 sur le Cambodge et les Accords de Genève de 1962 sur le Laos, lesquels ont consacré les droits nationaux fondamentaux des peuples du Cambodge et du Laos, à savoir l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de ces pays. Les parties doivent respecter la neutralité du Cambodge et du Laos.

Les parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam s'engagent à ne pas utiliser les territoires du Cambodge et du Laos pour se porter mutuellement atteinte à la souveraineté et à la sécurité et pour porter atteinte à la souveraineté et à la sécurité des autres pays.

b) Les pays étrangers mettront fin à toutes les activités militaires au Cambodge et au Laos, retireront de ces deux pays toutes troupes et tous conseillers militaires, personnel militaire, armements, munitions et matériel de guerre et s'abstiendront d'y réintroduire d'autres.

c) Les affaires intérieures du Cambodge et du Laos doivent être réglées par leur peuple respectif, sans ingérence étrangère.

d) Les problèmes ayant trait aux relations entre les pays d'Indochine seront réglés par les parties indochinoises sur la base du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, et de la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures.

Chapitre VIII

Relations entre la République Démocratique du Vietnam et les Etats-Unis d'Amérique

Article 21

Les Etats-Unis d'Amérique souhaitent que le présent Accord conduira à une époque de réconciliation avec la République Démocratique du Vietnam ainsi qu'avec tous les peuples d'Indochine. Selon leur politique traditionnelle, les Etats-Unis d'Amérique apporteront leur contribution au pansement des blessures de guerre et à l'œuvre d'édification d'après-guerre en République Démocratique du Vietnam et dans toute l'Indochine.

Article 22

La cessation de la guerre, le rétablissement de la paix au Vietnam, ainsi que l'exécution stricte du présent Accord, créeront des conditions pour l'établissement entre la République Démocratique du Vietnam et les Etats-Unis d'Amérique des rapports nouveaux d'égalité et d'avantages réciproques sur la base du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures de chaque pays. En même temps, tout cela assurera une paix stable au Vietnam et contribuera au maintien d'une paix durable en Indochine et dans le Sud-Est Asiatique.

Chapitre IX

Dispositions diverses

Article 23

L'Accord de Paris sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam entrera en vigueur dès la signature de ce document par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et par le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et avec la signature d'un document ayant les mêmes termes par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam, le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République du Vietnam. Les parties concernées exécuteront strictement le présent Accord et ses Protocoles.

Fait à Paris, le vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante-treize, en langues vietnamienne et anglaise. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam
NGUYEN DUY TRINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
WILLIAM P. ROGERS
Secrétaire d'Etat

Les parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam,

Dans le but de mettre fin à la guerre et de rétablir la paix au Vietnam sur la base du respect des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien et du droit d'auto-détermination de la population sud vietnamienne et aux fins de contribuer à la consolidation de la paix en Asie et dans le monde,

Sont convenues des dispositions suivantes qu'elles s'engagent à respecter et à exécuter :.....

Chapitre IX
Dispositions diverses

Article 23

Le présent Accord entre en vigueur avec la signature par les plénipotentiaires des parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam. Toutes les parties concernées exécuteront strictement le présent Accord et ses Protocoles.

Fait à Paris, le vingt sept Janvier mil neuf cent soixante-treize, en langues vietnamienne et anglaise. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam
NGUYEN DUY TRINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam
NGUYEN THI BINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
WILLIAM P. ROGERS
Secrétaire d'Etat

Pour le Gouvernement de la République du Vietnam
TRAN VAN LAM
Ministre des Affaires Etrangères

Protocole à l'accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam concernant la remise du personnel militaire capturé, des civils étrangers capturés et du personnel civil vietnamien capturé et détenu

Le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, avec l'accord du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam,

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, avec l'accord du Gouvernement de la République du Vietnam,

En application de l'Article 8 de l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam signé ce jour, stipulant la remise du personnel militaire capturé, des civils étrangers capturés et du personnel civil vietnamien capturé et détenu,

Sont convenues de ce qui suit:

Remise du personnel militaire capturé et des civils étrangers capturés

Article premier

Les parties signataires de l'Accord procéderont à la remise du personnel militaire capturé des parties mentionnées à l'Article 8 (a) de l'Accord comme suit:

- Tout le personnel militaire des Etats-Unis d'Amérique capturé et celui des autres pays étrangers mentionnés à l'Article 3 (a) de l'Accord seront remis aux autorités des Etats-Unis d'Amérique;
- Tout le personnel militaire vietnamien capturé appartenant aux forces armées régulières ou irrégulières, sera remis aux deux parties sud vietnamiennes; ce personnel sera remis à la partie sud vietnamienne sous le commandement de laquelle il a servi.

Article 2

Tous les civils capturés de nationalité des Etats-Unis d'Amérique ou de n'importe quel autre pays étranger mentionné à l'Article 3(a) de l'Accord seront remis aux autorités des Etats-Unis d'Amérique. Tous les autres civils étrangers capturés seront remis aux autorités de leurs pays de nationalité, par une des parties signataires disposées et en mesure de le faire.

Article 3

Les parties échangeront ce jour les listes complètes des personnes capturées mentionnées à l'Article 1 et à l'Article 2 du présent Protocole.

Article 4

a) La remise de toutes les personnes capturées mentionnées à l'Article 1 et à l'Article 2 du présent Protocole sera achevée dans un délai de soixante jours à compter de la signature de l'Accord, à un rythme pas plus lent que celui du retrait du Sud Vietnam des forces des Etats-

Unis d'Amérique et de celles des autres pays étrangers mentionnés à l'Article 5 de l'Accord.

b) Les personnes gravement malades, blessées ou invalides, les personnes âgées et les femmes seront remises en premier lieu. Le reste sera remis, un lieu de détention après un autre et chaque lieu de détention dans sa totalité, ou dans l'ordre de leur capture, à commencer par les personnes qui ont été détenues le plus longtemps.

Article 5

La remise et la réception des personnes mentionnées à l'Article 1 et à l'Article 2 du présent Protocole auront lieu dans des endroits qui conviennent aux parties concernées. Les endroits de remise seront fixés d'accord partie par la Commission militaire mixte quadripartite. Les parties assureront la sécurité pour le personnel effectuant la remise ou la réception de ces personnes.

Article 6

Chaque partie remettra toutes les personnes capturées mentionnées à l'Article 1 et à l'Article 2 du présent Protocole sans y apporter aucun atermolement et en facilitera la remise et la réception. Les parties détentrices ne doivent ni refuser ni retarder la remise sous aucun prétexte, y compris le prétexte que les personnes capturées ont été poursuivies en justice ou condamnées quelle qu'en soit la raison.

Remise du personnel civil vietnamien capturé et détenu

Article 7

a) La question de la remise du personnel vietnamien capturé et détenu au Sud Vietnam sera résolue par les deux parties sud vietnamiennes sur la base des principes de l'Article 21(b) de l'Accord sur la cessation des hostilités au Vietnam du 20 Juillet 1954, stipulant comme suit:

« Il est entendu que le terme « internés civils » signifie toutes les personnes qui, ayant contribué sous une forme quelconque à la lutte armée et politique entre les deux parties, ont été pour cela arrêtées et détenues par l'une des parties au cours de la période des hostilités ».

b) Les deux parties sud vietnamiennes accompliront cette tâche dans un esprit de réconciliation et de concorde nationales, afin de mettre un terme à la haine, d'alléger les souffrances et de réunir les familles. Les deux parties sud vietnamiennes feront tout leur possible pour résoudre cette question dans les quatre-vingt dix jours qui suivront l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

c) Dans un délai de quinze jours à compter de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les deux parties sud vietnamiennes échangeront les listes du personnel civil vietnamien capturé et détenu par chaque partie et les listes des lieux de détention de ces personnes.

Traitement des personnes capturées durant leur détention

Article 8

a) Tout le personnel militaire capturé des parties et tous les civils étrangers capturés des parties seront en tout temps, traités humainement et en conformité avec la pratique internationale.

Ils seront protégés contre tout acte de violence portant atteinte à leur vie et à leur intégrité corporelle, notamment contre le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, les tortures et les supplices et toute atteinte à la dignité humaine. Il est interdit de contraindre ces personnes à faire partie des forces armées de la partie détentric.

Ils doivent recevoir une alimentation, un habillement et un logement adéquats et des soins médicaux en fonction de l'état de leur santé. Ils seront autorisés à échanger des cartes postales et des lettres avec leurs familles et à recevoir des colis.

b) Tout le personnel civil vietnamien capturé et détenu au Sud Vietnam sera en tout temps traité humainement et en conformité avec la pratique internationale. Ces personnes seront protégées contre tout acte de violence portant atteinte à leur vie et à leur intégrité corporelle, notamment contre le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, les tortures et les supplices et toute atteinte à la dignité humaine. Les parties détentrices ne doivent ni refuser ni retarder la remise de ces personnes sous aucun prétexte, y compris le prétexte que ces personnes capturées ont été poursuivies en justice ou condamnées quelle qu'en soit la raison. Il est interdit de contraindre ces personnes à faire partie des forces armées de la partie détentric.

Ces personnes doivent recevoir une alimentation, un habillement et un logement adéquats et des soins médicaux en fonction de l'état de leur santé. Elles seront autorisées à échanger des cartes postales et des lettres avec leurs familles et à recevoir des colis.

Article 9

a) Afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du personnel militaire capturé des parties et des civils étrangers capturés des parties, les parties se mettront d'accord, dans un délai de quinze jours à compter de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, sur la désignation de deux ou de plusieurs Sociétés nationales de la Croix Rouge pour la visite de tous les lieux de détention du personnel militaire capturé et des civils étrangers capturés.

b) Afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du personnel civil vietnamien capturé et détenu, les deux parties sud vietnamiennes se mettront d'accord, dans un délai de quinze jours à compter de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, sur la désignation de deux ou de plusieurs Sociétés nationales de la Croix Rouge pour la visite de tous les lieux de détention du personnel civil vietnamien capturé et détenu.

En ce qui concerne les morts et les disparus

Article 10

a) La Commission militaire mixte quadripartite assurera la coordination de l'action des parties dans l'exécution de l'Article 8 (b) de l'Accord. Après la cessation des activités de la Commission militaire mixte quadripartite, une équipe militaire mixte quadripartite sera maintenue pour continuer à assumer cette tâche.

b) En ce qui concerne le personnel civil vietnamien mort ou disparu au Sud Vietnam, les deux parties sud vietnamiennes se prêteront mutuellement aide dans la recherche d'informations sur les personnes disparues, et dans la localisation et l'entretien des sépultures, dans un esprit de réconciliation et de concorde nationales, et en conformité avec les aspirations du peuple.

Dispositions diverses

Article 11

a) Les Commissions militaires mixtes quadripartites et bipartites ont la responsabilité de fixer immédiatement les modalités pour l'exécution des dispositions du présent Protocole en conformité avec leurs responsabilités respectives visées à l'Article 16 (a) et à l'Article 17 (a) de l'Accord. Au cas où les Commissions militaires mixtes, dans l'accomplissement de leurs tâches, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une question relative à la remise du personnel capturé, elles se référeront, pour assistance, à la Commission internationale.

b) En dehors des équipes stipulées dans le Protocole concernant le cessez-le-feu au Sud Vietnam et les Commissions militaires mixtes, la Commission militaire mixte quadripartite formera une sous-commission pour les personnes capturées et les équipes militaires mixtes pour les personnes capturées nécessaires pour aider la Commission dans cette tâche.

c) Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu jusqu'à ce que la Commission militaire mixte bipartite devienne opérationnelle, les délégations des deux parties sud vietnamiennes à la Commission militaire mixte quadripartite formeront une sous-commission provisoire et des équipes militaires mixtes provisoires pour que cette sous-commission et ces équipes assument leurs tâches vis-à-vis du personnel civil vietnamien.

d) La Commission militaire mixte quadripartite enverra des équipes militaires mixtes pour observer la remise des personnes mentionnées à l'Article 1 et à l'Article 2 du présent Protocole à chaque endroit du Vietnam où s'effectuera cette remise et aux derniers lieux de détention à partir desquels ces personnes seront acheminées vers les endroits de leur remise. La Commission militaire mixte bipartite enverra des équipes militaires mixtes pour observer la remise du personnel civil vietnamien capturé et détenu à chaque endroit au Sud Vietnam où s'effectuera cette remise, et aux derniers lieux de détention à partir desquels ces personnes seront acheminées vers les endroits de leur remise.

Article 12

En application de l'Article 18 (b) et de l'Article 18 (c) de l'Accord, la Commission internationale de contrôle et de surveillance a la responsabilité de contrôler et de surveiller l'exécution des dispositions des Articles de 1 à 7 du présent Protocole par l'observation de la remise du personnel militaire capturé, des civils étrangers capturés et du personnel civil vietnamien capturé et détenu à chaque endroit au Vietnam où s'effectuera la remise de ces personnes, et aux derniers lieux de détention d'où ces personnes seront acheminées vers les endroits de leur remise, et par l'examen des listes et par les enquêtes sur les violations des dispositions des Articles susmentionnés.

Article 13

Dans un délai de cinq jours à compter de la signature du présent Protocole, chaque partie rendra public le texte intégral de ce Protocole et le portera à la connaissance de toutes les personnes capturées mentionnées dans ce Protocole et actuellement détenues par cette partie.

Article 14

Le présent Protocole à l'Accord de Paris sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam concernant la remise du personnel militaire capturé, des civils étrangers capturés et du personnel civil vietnamien capturé et détenu entrera en vigueur dès la signature de ce document par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et la signature d'un document ayant les mêmes termes par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam, le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République du Vietnam. Toutes les parties concernées exécuteront strictement le présent Protocole.

Fait à Paris le vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante-treize, en langues vietnamienne et anglaise. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam
NGUYEN DUY TRINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
WILLIAM P. ROGERS
Secrétaire d'Etat

Protocole à l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam concernant la Commission internationale de contrôle et de surveillance

Le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, avec l'accord du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam,

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, avec l'accord du Gouvernement de la République du Vietnam,

En application de l'Article 18 de l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam signé ce jour, stipulant la formation de la Commission internationale de contrôle et de surveillance,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

La responsabilité de l'exécution de l'Accord revient aux parties signataires.

La Commission internationale a pour tâche le contrôle et la surveillance de l'exécution des dispositions mentionnées à l'Article 18 de l'Accord. Dans l'accomplissement de cette tâche, la Commission internationale devra:

- a) Suivre l'exécution des dispositions susmentionnées de l'Accord par liaison avec les parties et par observation sur place là où cela est nécessaire ;
- b) Enquêter sur les violations des dispositions relevant de la compétence de contrôle et de surveillance de la Commission ;
- c) En cas de nécessité, coopérer avec les Commissions militaires mixtes pour prévenir et détecter les violations des dispositions susmentionnées.

Article 2

La Commission internationale procédera à des enquêtes sur la violation des dispositions mentionnées à l'Article 18 de l'Accord, sur la demande de la Commission militaire mixte quadripartite, ou de la Commission militaire mixte bipartite, ou de n'importe quelle partie, ou, pour ce qui concerne l'Article 9 (b) de l'Accord sur les élections générales, du Conseil national de réconciliation et de concorde nationales, ou dans tous les cas où la Commission internationale possède d'autres preuves suffisantes pour considérer qu'il y a eu violation de ces dispositions. Il est entendu que, dans l'accomplissement de cette tâche, la Commission internationale agira avec l'assistance et la coopération nécessaires des parties concernées.

Article 3

- a) Lorsque la Commission internationale estime qu'il y a une violation grave dans l'exécution de l'Accord ou une menace à la paix face à laquelle elle ne peut parvenir à une mesure appropriée, elle en informera les quatre parties signataires de l'Accord afin de permettre à celles-ci d'entrer en consultations en vue de trouver une solution.
- b) En application de l'Article 18 (f) de l'Accord, les rapports de la Commission internationale seront adoptés à l'unanimité par les représentants de tous ses quatre membres. En cas de non-unanimité, elle fera parvenir les différents points de vue aux quatre parties conformément à l'Article 18 (b) de l'Accord, ou aux deux parties sud vietnamiennes conformément à l'Article 18 (c) de l'Accord, mais ces points de vue ne pourront pas être considérés comme des rapports de la Commission.

Article 4

- a) Le siège de la Commission internationale sera établi à Saigon.
- b) Il y aura sept équipes régionales pour les régions indiquées sur la carte jointe et stationnées aux endroits suivants:

Régions	Endroit
I	Huê

- II Da Nang
- III Pleiku
- IV Phan Thiết
- V Biên Hoà
- VI Mỹ Tho
- VII Cần Thơ

La Commission internationale désignera trois équipes pour la région de Saigon-Gia Dinh.

c) Il y aura six équipes pour les localités indiquées sur la carte jointe et stationnées aux endroits suivants au Sud Vietnam:

- Région I
- Quang Tri
- Phu Bai
- Région II
- Hoi An
- Tam Ky
- Chu Lai
- Région III
- Kontum
- Hau Bon
- Phu Cat
- Tuy An
- Ninh Hoa
- Ban Me Thuot
- Région IV
- Da Lat
- Bao Loc
- Phan Rang
- Région V
- An Loc
- Xuan Loc
- Ben Cat
- Cu Chi
- Tan An
- Région VI
- Moc Hoa
- Giong Tron
- Région VII
- Tri Ton
- Vinh Long
- Vi Thanh
- Khanh Hung
- Quan Long

d) Il y aura douze équipes disposées selon la carte jointe et stationnées aux endroits suivants:

Gio Linh (en activité dans la région au Sud de la ligne de démarcation militaire provisoire)

Lao Bao
Bên Het
Duc Co
Chu Lai
Quy Nhon
Nha Trang
Vung Tau
Xa Mat
Base aérienne Biên Hoa
Hong Ngu
Cân Tho

e) Il y aura sept équipes dont six pourront être envoyées aux points d'entrée ne figurant pas dans la liste mentionnée au paragraphe (d) susmentionné, lesquels sont choisis par les deux parties sud vietnamiennes comme lieux d'introduction au Sud Vietnam des armements, des munitions et du matériel de guerre de remplacement visés à l'Article 7 de l'Accord. L'équipe ou les équipes non-indispensables à la tâche susmentionnée pourront être utilisées à d'autres tâches compatibles avec les responsabilités de contrôle et de surveillance de la Commission.

f) Il y aura sept équipes de contrôle et de surveillance pour la remise du personnel capturé et détenu des parties.

Article 5

a) Pour accomplir ses tâches relatives à la remise du personnel militaire capturé des parties et des civils étrangers capturés des parties visés à l'Article 8 (a) de l'Accord, la Commission internationale, pendant la période où s'effectuera la remise, enverra une équipe de contrôle et de surveillance à chaque endroit du Vietnam où aura lieu la remise des personnes capturées, et aux derniers lieux de détention d'où ces personnes seront acheminées vers les endroits de remise.

b) Pour accomplir ses tâches relatives à la remise du personnel civil vietnamien capturé et détenu au Sud Vietnam visée à l'Article 8 (c) de l'Accord, la Commission internationale, pendant la période où s'effectuera la remise, enverra une équipe de contrôle et de surveillance à chaque endroit au Sud Vietnam où aura lieu la remise des personnes capturées et détenues susmentionnées, et aux derniers lieux de détention d'où ces personnes seront acheminées vers les endroits de remise.

Article 6

Pour accomplir ses tâches relatives à l'Article 9 (b) de l'Accord sur les élections générales libres et démocratiques au Sud Vietnam, la Commission internationale formera, en cas de nécessité, des équipes additionnelles. Elle discutera préalablement de cette question avec le Conseil national de réconciliation et de concorde nationales. S'il est nécessaire d'avoir des équipes additionnelles dans ce but, ces équipes seront formées trente jours avant les élections générales.

Article 7

La Commission internationale aura à réviser continuellement le problème de son personnel et réduira le nombre de ses équipes, le nombre de ses représentants et d'autre personnel, ou tous les deux à la fois, lorsque ces équipes, représentants ou personnel auront accompli les tâches qui leur ont été assignées et qu'ils ne sont plus requis pour d'autres tâches. En même temps, la Commission réduira ses dépenses de façon correspondante.

Article 8

Chaque membre de la Commission internationale devra fournir à tous moments le nombre de personnel qualifié suivant:

- a) Un chef de délégation et vingt six autres personnes pour le siège central de la Commission.
- b) Cinq personnes pour chacune des sept équipes régionales.
- c) Deux personnes pour chacune des autres équipes internationales de contrôle, à l'exception des équipes de Gio Linh et de Vung Tau qui auront chacune trois personnes.
- d) Cent seize personnes pour le fonctionnement du siège central de la Commission et de ses équipes.

Article 9

- a) La Commission internationale et chacune de ses équipes agiront comme un organisme unique comprenant les représentants de tous ses quatre membres.
- b) Chaque membre a la responsabilité d'assurer la présence de ses représentants à tous les niveaux de la Commission internationale. En cas d'absence d'un représentant, le membre concerné doit désigner immédiatement un remplaçant.

Article 10

- a) Les parties accorderont pleinement coopération, assistance et protection à la Commission internationale.
- b) Les parties maintiendront une liaison régulière et continue avec la Commission internationale. Durant l'existence de la Commission militaire mixte quadripartite, les délégations des parties à cette Commission rempliront en même temps la fonction de liaison avec la Commission internationale. Après la cessation des activités de la Commission militaire mixte quadripartite, cette liaison sera maintenue par le canal de la Commission militaire mixte bipartite, des missions de liaison ou de tout autre moyen adéquat.
- c) La Commission internationale et les Commissions militaires mixtes coopéreront étroitement et s'assisteront mutuellement dans l'accomplissement de leurs tâches respectives.
- d) Partout où une équipe est stationnée ou est en train d'opérer, la partie concernée désignera un officier de liaison auprès de cette équipe pour coopérer avec elle et l'aider à remplir sans entrave ses tâches de contrôle et de surveillance. Lorsqu'une équipe procède à une enquête, un officier de liaison de chaque partie concernée aura l'occasion d'accompagner cette équipe,

pourvu que cela ne fasse pas retarder l'enquête.

e) Chaque partie informera d'avance avec un délai raisonnable la Commission internationale de toutes les actions qu'elle compte faire et ayant rapport avec les dispositions de l'Accord dont la Commission internationale est tenue de contrôler et surveiller l'exécution.

f) La Commission internationale, y compris ses équipes, est autorisée à effectuer les déplacements d'observation qui sont raisonnablement nécessaires pour l'accomplissement correct de ses fonctions telles qu'elles sont stipulées par l'Accord. Dans l'accomplissement de ces fonctions, la Commission internationale, y compris ses équipes, bénéficiera de toute assistance et coopération nécessaires des parties concernées.

Article 11

Pour la surveillance de la tenue des élections générales libres et démocratiques stipulées à l'Article 9 (b) et à l'Article 12 (b) de l'Accord selon les modalités qui seront convenues entre le Conseil national de réconciliation et de concorde nationales et la Commission internationale, celle-ci aura la coopération et l'aide entières du Conseil national de réconciliation et de concorde nationales.

Article 12

La Commission internationale et son personnel possédant la nationalité d'un pays membre bénéficieront, dans l'accomplissement de leurs tâches, des privilèges et immunité équivalents à ceux accordés aux missions diplomatiques et aux agents diplomatiques.

Article 13

La Commission internationale peut utiliser les moyens de transmission et de transport nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions. Chaque partie sud vietnamienne fournira à la Commission internationale, à titre de location, les bureaux, habitations et installations adéquates, et aidera la Commission internationale dans l'acquisition de ces installations. La Commission internationale peut recevoir des parties, selon les conditions convenues entre elle et ces parties, les moyens nécessaires de transmission et de transport et peut acquérir par n'importe quelle source des équipements et des services nécessaires qu'elle ne peut recevoir des parties. La Commission internationale sera en possession des moyens susmentionnés.

Article 14

Les dépenses pour les activités de la Commission internationale seront à la charge des parties et des membres de la Commission internationale, conformément aux dispositions de cet Article:

a) Chaque pays membre de la Commission internationale paiera les salaires et allocations de son personnel.

b) Toutes les autres dépenses de la Commission internationale seront couvertes par un fonds auquel chacune des quatre parties contribuera pour vingt-trois pour cent (23 %) et auquel chaque membre de la Commission internationale contribuera pour deux pour cent (2 %).

c) Dans un délai de trente jours à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, chacune des quatre parties versera à la Commission internationale une somme initiale équivalente à quatre millions cinq cent mille Francs français (4.500.000) en devises convertibles, somme qui sera comptée dans la somme que cette partie devra verser au premier budget.

d) La Commission internationale préparera ses budgets. Après que la Commission internationale ait approuvé un budget, elle le transmettra à toutes les parties signataires de l'Accord pour approbation. C'est seulement après l'approbation du budget par les quatre parties signataires de l'Accord que celles-ci auront l'obligation d'apporter leur contribution. Toutefois, au cas où les parties signataires de l'Accord n'arrivent pas encore à se mettre d'accord sur un nouveau budget, la Commission internationale basera temporairement ses dépenses sur le budget précédent sans les dépenses extraordinaires occasionnées une seule fois pour l'installation et l'acquisition des équipements, et les parties continueront à apporter leur contribution sur cette base jusqu'à ce que le nouveau budget soit approuvé.

Article 15

a) Les organismes de la Commission internationale seront opérationnels et mis en place vingt-quatre heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

b) Les équipes régionales seront opérationnelles et mises en place et les trois équipes de contrôle et de surveillance pour la remise du personnel capturé et détenu seront opérationnelles et prêtes à être envoyées en mission quarante-huit heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

c) Les autres équipes seront opérationnelles et mises en place dans un délai de quinze à trente jours à compter de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Article 16

Les réunions seront convoquées par le Président. La Commission internationale adoptera d'autres procédures de travail appropriées pour l'accomplissement effectif de ses fonctions et en conformité avec le respect de la souveraineté du Sud Vietnam.

Article 17

Les membres de la Commission internationale peuvent accepter leurs obligations vis-à-vis du présent Protocole par l'envoi d'une note d'acceptation aux quatre parties signataires de l'Accord. Si un membre de la Commission internationale décide de se retirer de la Commission internationale, il pourra le faire par l'envoi de note informant trois mois à l'avance les quatre parties signataires de l'Accord; dans ce cas, les quatre parties signataires de l'Accord se consulteront pour se mettre d'accord sur un membre remplaçant.

Article 18

Le Protocole à l'Accord de Paris sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam concernant la Commission internationale de contrôle et de surveillance entrera en

vigueur dès la signature de ce document par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et la signature d'un document ayant les mêmes termes par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam, le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République du Vietnam. Toutes les parties concernées exécuteront strictement le présent Protocole.

Fait à Paris le vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante-treize en langues vietnamienne et anglaise. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam
NGUYEN DUY TRINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
WILLIAM P. ROGERS
Secrétaire d'Etat

Les parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam,

En application de l'Article 18 de l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam, signé ce jour, stipulant la formation de la Commission internationale de contrôle et de surveillance,

Sont convenues de ce qui suit:

Article 18

Le présent Protocole entrera en vigueur dès la signature par les plénipotentiaires des parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam. Toutes les parties concernées exécuteront strictement ce Protocole.

Fait à Paris le vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante treize, en langues vietnamienne et anglaise. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam
NGUYEN DUY TRINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République Sud Vietnam
NGUYEN THI BINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
WILLIAM P. ROGERS
Secrétaire d'Etat

Pour le Gouvernement de la République du Vietnam
TRAN VAN LAM
Ministre des Affaires Etrangères

Protocole à l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam concernant le cessez-le-feu au Sud Vietnam et les Commissions militaires mixtes

Le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, avec l'accord du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam,

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, avec l'accord du Gouvernement de la République du Vietnam,

En application du premier Paragraphe de l'Article 2, de l'Article 3, de l'Article 5, de l'Article 6, de l'Article 16 et de l'Article 17 de l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam signé ce jour, stipulant le cessez-le-feu au Sud Vietnam et la création d'une Commission militaire mixte quadripartite et d'une Commission militaire mixte bipartite,

Sont convenus de ce qui suit:

Cessez-le-feu au Sud Vietnam

Article premier

Les Hauts-Commandements des parties au Sud Vietnam donneront rapidement et à temps l'ordre à toutes les forces armées régulières, irrégulières et à la police armée placées sous leur commandement de cesser complètement les hostilités sur toute l'étendue du Sud Vietnam, à la date et à l'heure mentionnées à l'Article 2 de l'Accord, et assureront que la totalité desdites forces armées et police armée se conformera à cet ordre et respectera le cessez-le-feu.

Article 2

a) A partir de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu jusqu'au moment où des dispositions seront prises par les Commissions militaires mixtes, toutes les forces combattantes sur terre, sur les cours d'eau, sur mer et dans les airs des parties au Sud Vietnam resteront sur leurs positions; c'est-à-dire, en vue d'assurer un cessez-le-feu durable, il n'y aura pas de redéploiement majeur ni de mouvements de forces qui tendraient à élargir la zone de contrôle de chaque partie ou qui pourraient conduire à un contact entre les forces armées opposées et à des accrochages possibles.

b) Toutes les forces armées régulières, irrégulières et la police armée des parties au Sud Vietnam se conformeront à l'interdiction des actes suivants:

1) Les patrouilles armées dans les zones contrôlées par les forces armées adverses et les vols

de bombardiers et de chasseurs de tous types, à l'exception des vols non-armés aux fins d'entraînement et d'entretien;

2) Les attaques armées contre n'importe quelle personne, militaire ou civil, par n'importe quel moyen, y compris l'utilisation de petites armes, de mortiers, de l'artillerie, les bombardements et mitraillages par avions, ou l'utilisation de n'importe quel autre type d'armes ou engins explosifs ;

3) Les opérations de combat sur terre, sur cours d'eau, sur mer et dans les airs;

4) Les actes hostiles, de terrorisme ou de représailles;

5) Toute atteinte à la vie humaine et aux biens publics ou privés.

Article 3

a) Les interdictions susmentionnées ne devront ni entraver ni limiter:

1) Le ravitaillement civil, la liberté de mouvement, la liberté de travailler, la liberté de commerce de la population, et les communications et les transports civils entre et dans toutes les zones au Sud Vietnam;

2) L'utilisation par chaque partie dans les zones qu'elle contrôle des éléments militaires de soutien, tels que les unités de génie et de transport, dans la réparation et la construction des ouvrages publics et dans le transport et le ravitaillement pour la population;

3) L'entraînement militaire normal entrepris par les parties dans les zones placées sous leur contrôle respectif et avec le souci de la sécurité publique.

b) Les Commissions militaires mixtes se mettront immédiatement d'accord sur les corridors, les routes, et sur d'autres dispositions relatives au mouvement des avions de transports militaires, des véhicules de transport militaires et des embarcations de transport militaires de tous types effectué par une partie à travers les zones sous contrôle d'autres parties.

Article 4

Afin d'éviter les conflits et d'assurer des conditions normales aux forces armées qui sont en contact direct, et en attendant les dispositions prises par les Commissions militaires mixtes, les commandants des forces armées opposées se trouvant aux endroits de contact direct, immédiatement après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, se rencontreront en vue d'aboutir à un accord sur des mesures temporaires afin d'éviter les conflits et d'assurer le ravitaillement et les soins médicaux d'urgence pour ces forces armées.

Article 5

a) Dans un délai de quinze jours à partir de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, chaque partie fera tout son possible pour achever l'enlèvement ou la désactivation de tous engins de démolition, champs de mines, pièges, obstacles et autres engins dangereux placés antérieurement, afin de ne pas entraver le mouvement et les activités normales de la

population, en premier lieu sur les cours d'eau, les routes et les voies ferrées au Sud Vietnam. Les mines n'ayant pu être enlevées ou désactivées durant ce délai seront marquées par des signaux visibles et devront être enlevées ou désactivées le plus tôt possible.

b) La pose de mines est interdite, excepté comme mesure défensive autour de la bordure des installations militaires, dans des endroits où elles n'entraveront pas le mouvement et les activités normales de la population, et le mouvement sur les cours d'eau, les routes et les voies ferrées. Les mines et les autres obstacles déjà en place sur la bordure des installations militaires peuvent y rester, s'ils se trouvent sur des emplacements qui n'entravent pas le mouvement et les activités normales de la population, en premier lieu sur les cours d'eau, les routes et les voies ferrées.

Article 6

La police civile et le personnel civils de sécurité des parties au Sud Vietnam, qui sont responsables du maintien de l'ordre et de la sécurité sont tenues de respecter rigoureusement les interdictions visées à l'article 2 du présent Protocole. Comme leurs responsabilités le demandent, ils seront normalement autorisés à porter des pistolets, toutefois en cas de nécessité exceptionnelle, ils pourront être autorisés à porter d'autres petites armes individuelles.

Article 7

a) L'introduction au Sud Vietnam d'armements, de munitions et de matériel de guerre pour le remplacement autorisé par l'article 7 de l'Accord se fera sous la surveillance et le contrôle de la Commission militaire mixte bipartite et de la Commission Internationale de contrôle et de surveillance, et uniquement par les points d'entrée désignés par les deux parties sud-vietnamiennes. Les deux parties sud-vietnamiennes se mettront d'accord sur ces points d'entrée dans un délai de quinze jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Les deux parties sud-vietnamiennes peuvent choisir au maximum six points d'entrée qui ne sont pas inclus dans la liste des endroits où sont stationnées les équipes de la Commission Internationale de contrôle et de surveillance indiqués dans l'Article 4 (d) du Protocole concernant la Commission internationale. En même temps, les deux parties sud-vietnamiennes peuvent également choisir les points d'entrée sur la liste des endroits indiqués dans l'Article 4 (d) de ce Protocole.

b) Chacun des points d'entrée désignés ne pourra être utilisé que par la partie sud vietnamienne qui en assure le contrôle. Les deux parties sud vietnamiennes auront un nombre égal de points d'entrée.

Article 8

a) En application de l'Article 5 de l'Accord, les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays étrangers mentionnés à l'Article 5 de l'Accord emporteront avec eux tous leurs armements, munitions et matériel de guerre. Dès l'entrée en vigueur de l'Accord, il est interdit de transférer les armements, munitions et matériel de guerre susvisés dans le but d'en laisser au Sud Vietnam, à l'exception du matériel n'ayant pas caractère de combat, mis à la disposition de la Commission militaire mixte quadripartite ou de la Commission internationale de contrôle et de surveillance.

b) Dans un délai de cinq jours depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les Etats-Unis informeront la Commission militaire mixte quadripartite et la Commission internationale de contrôle et de surveillance le plan d'ensemble des dates de retrait total des troupes qui sera réalisé en quatre tranches, chacune d'entre elles s'étalera sur quinze jours. Il est prévu que les effectifs de troupes à retirer dans chacune des tranches ne seront pas trop différents en importance, bien qu'il ne soit pas possible d'assurer un nombre égal. Les effectifs approximatifs à retirer dans chaque tranche seront préalablement communiqués à la Commission militaire mixte quadripartite et à la Commission internationale de contrôle et de surveillance en un délai suffisant pour permettre à ces dernières d'accomplir de façon appropriée leurs tâches respectives à cet égard.

Article 9

a) En application de l'Article 6 de l'Accord, les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays étrangers mentionnés dans cet Article démantèleront et enlèveront du Sud Vietnam ou détruiront toutes les bases militaires au Sud Vietnam appartenant aux Etats-Unis d'Amérique et aux autres pays étrangers mentionnés dans cet Article, y compris les armes, les mines et autres équipements militaires de ces bases, pour les rendre inutilisables à des fins militaires.

b) Les Etats-Unis d'Amérique fourniront à la Commission militaire mixte quadripartite et à la Commission internationale de contrôle et de surveillance des informations nécessaires sur les plans de démantèlement des bases afin de permettre à ces Commissions d'accomplir de façon appropriée leurs tâches respectives à cet égard.

Commissions militaires mixtes

Article 10

a) La responsabilité de l'exécution de l'Accord revient aux parties signataires.

La Commission militaire mixte quadripartite a pour tâche de coordonner l'action des parties dans l'exécution de l'Accord, en maintenant la liaison entre les parties, en établissant les plans et en fixant les modalités d'exécution, en coordonnant, en suivant et en inspectant l'exécution des dispositions mentionnées à l'Article 16 de l'Accord et en réglant par voie de négociation toutes les questions relatives à l'exécution de ces dispositions.

b) Les tâches concrètes de la Commission militaire mixte quadripartite sont les suivantes:

- 1) Coordonner, suivre et inspecter l'exécution par les quatre parties des dispositions susmentionnées de l'Accord;
- 2) Prévenir et détecter les violations, régler les cas de violation, les conflits et les différends entre les parties relatifs aux dispositions susmentionnées;
- 3) Envoyer sans délai une ou plusieurs équipes mixtes, selon les cas, à n'importe quel endroit au Sud Vietnam, pour enquêter sur les cas de violation présumés de l'Accord, et pour assister les parties dans la recherche des mesures visant à empêcher le renouvellement des cas similaires;

4) Procéder à l'observation dans les endroits où cela s'avère nécessaire pour l'exercice de ses fonctions;

5) Accomplir les tâches additionnelles que la Commission mixte, par décision unanime, pourrait s'assigner.

Article 11

a) Il y aura une Commission militaire mixte centrale siégeant à Saigon. Chaque partie désignera immédiatement une délégation militaire de cinquante-neuf personnes pour la représenter à la Commission Centrale. L'officier désigné par chaque partie à la tête de sa délégation aura le grade de général ou équivalent.

b) Il y aura sept Commissions militaires mixtes régionales pour les régions indiquées sur la carte jointe et stationnées aux endroits suivants:

Régions	Endroits
I	Huê
II	Danang
III	Pleiku
IV	Phan Thiết
V	Biên Hoà
VI	My Tho
VII	Cần Thơ

Chaque partie désignera une délégation militaire de seize personnes pour la représenter dans chaque Commission régionale. L'officier désigné par chaque partie à la tête de sa délégation aura le grade de lieutenant-colonel à colonel ou équivalent.

c) Il y aura une équipe militaire mixte opérant dans chacune des localités indiquées sur la carte jointe et stationnée à chacun des endroits suivants au Sud Vietnam:

Région I
 Quang Tri
 Phu Bai
 Région II
 Hoi An
 Tam Ky
 Chu Lai
 Région III
 Kontum
 Hau Bon
 Phu Cat
 Tuy An
 Ninh Hoà
 Ban Mê Thuôt
 Région IV
 Dalat

Bao Lôc
Phan Rang
Région V
An Lôc
Xuân Lôc
Bên Cat
Cu Chi
Tân An
Région VI
Mộc Hoa
Giong Trôm
Région VII
Tri Ton
Vinh Long
Vi Thanh
Khanh Hung
Quan Long

Chaque partie désignera quatre personnes qualifiées pour chaque équipe militaire mixte. La personne désignée par chaque partie à la tête de sa délégation aura le grade de commandant à lieutenant-colonel, ou équivalent.

d) Les Commissions militaires mixtes régionales assisteront la Commission militaire mixte centrale dans l'accomplissement de ses tâches et surveilleront les activités des équipes militaires mixtes. La région de Saigon-Gia Dinh est placée sous la responsabilité de la Commission militaire mixte centrale, laquelle désignera des équipes militaires mixtes chargées d'opérer dans cette région.

e) Chaque partie sera autorisée à fournir le personnel pour le fonctionnement et la sécurité de ses délégations à la Commission militaire mixte centrale et aux Commissions militaires mixtes régionales, et pour ses éléments dans les équipes militaires mixtes. L'effectif total du personnel pour le fonctionnement et la sécurité pour chaque partie n'excédera pas cinq cent cinquante personnes.

f) La Commission militaire mixte centrale peut former, selon les circonstances, des sous-commissions mixtes, des groupes mixtes et des équipes militaires mixtes. La Commission centrale fixera l'effectif du personnel nécessaire pour les sous-commissions, les groupes ou les équipes additionnelles qu'elle formera, chaque partie désignera le quart de l'effectif du personnel nécessaire, et l'effectif total du personnel pour la Commission militaire mixte quadripartite, y compris les groupes, les équipes et le personnel de ses services, n'excédera pas trois mille trois cents personnes.

g) Les délégations des deux parties sud vietnamiennes peuvent, d'un commun accord, former des sous-commissions et des équipes militaires mixtes provisoires pour accomplir les tâches spécifiques qui leur sont assignées par l'Article 17 de l'Accord. En ce qui concerne l'Article 7 de l'Accord, les deux délégations des deux parties sud vietnamiennes à la Commission militaire mixte quadripartite formeront des équipes militaires mixtes aux points d'entrée au Sud Vietnam servant au remplacement d'armements, de munitions et de matériel de guerre visé à l'Article 7 du présent Protocole. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu jusqu'à ce que la Commission militaire mixte bipartite devienne opérationnelle, les délégations des deux

parties sud vietnamiennes à la Commission militaire mixte quadripartite formeront une sous-commission provisoire et des équipes militaires mixtes provisoires pour accomplir leurs tâches concernant le personnel civil vietnamien capturé et détenu. En cas de nécessité pour la réalisation de ce qui précède, les deux parties vietnamiennes peuvent se mettre d'accord pour attribuer le personnel additionnel à celui déjà fixé pour les délégations des deux parties sud vietnamiennes à la Commission militaire mixte quadripartite.

Article 12

a) Conformément à l'Article 17 de l'Accord qui stipule que les deux parties sud vietnamiennes désigneront immédiatement leurs représentants respectifs pour former la Commission militaire mixte bipartite vingt-quatre heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les délégations des deux parties sud vietnamiennes désignées à la Commission militaire mixte bipartite se rencontreront à Saigon pour parvenir à un accord le plus tôt possible sur l'organisation et les activités de la Commission militaire mixte bipartite, ainsi que sur les mesures et l'organisation tendant à réaliser le cessez-le-feu et à maintenir la paix au Sud Vietnam.

b) Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu jusqu'à ce que la Commission militaire mixte bipartite devienne opérationnelle, les deux délégations des deux parties sud vietnamiennes à la Commission militaire mixte quadripartite à tous les niveaux assumeront simultanément les tâches de la Commission militaire mixte bipartite à tous les niveaux, en dehors de leurs fonctions en tant que délégations à la Commission militaire mixte quadripartite.

c) Si, au moment de la cessation des activités de la Commission militaire mixte quadripartite visée à l'Article 16 de l'Accord, un accord n'aura pas été atteint sur la mise en place de la Commission militaire mixte bipartite, les délégations des deux parties sud vietnamiennes travaillant dans la Commission militaire mixte quadripartite à tous les niveaux continueront temporairement à travailler ensemble comme une commission militaire mixte bipartite provisoire et à assumer les tâches de la Commission militaire mixte bipartite à tous les niveaux jusqu'à ce que la Commission militaire mixte bipartite devienne opérationnelle.

Article 13

En application du principe de l'unanimité, les Commissions militaires mixtes n'auront pas de président, et les réunions seront convoquées à la demande de n'importe quelle délégation. Les Commissions militaires mixtes adopteront des procédures de travail appropriées pour l'accomplissement effectif de leurs fonctions et responsabilités respectives.

Article 14

Les Commissions militaires mixtes et la Commission internationale de contrôle et de surveillance coopéreront étroitement et s'assisteront mutuellement dans l'accomplissement de leurs fonctions respectives. Chaque Commission militaire mixte informera la Commission internationale de l'exécution des dispositions de l'Accord qui relèvent de la responsabilité de la Commission militaire mixte et de la compétence de la Commission internationale. Chaque Commission militaire mixte peut demander à la Commission internationale de procéder à des activités d'observation spécifiques.

Article 15

La Commission militaire mixte quadripartite entrera en fonctions vingt-quatre heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Les Commissions militaires mixtes quadripartites régionales entreranno en fonctions quarante-huit heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Les équipes militaires mixtes stationnées aux endroits mentionnés à l'article 11 (c) du présent Protocole entreranno en fonctions au plus tard quinze jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Les délégations des deux parties sud vietnamiennes commenceront simultanément à assumer les tâches de la Commission militaire mixte bipartite conformément aux stipulations de l'Article 12 du présent Protocole.

Article 16

a) Les parties accorderont une pleine protection et toute l'assistance et la coopération nécessaires aux Commissions militaires mixtes à tous les niveaux, dans l'accomplissement de leurs tâches respectives.

b) Les Commissions militaires mixtes et leur personnel, dans l'accomplissement de leurs tâches, bénéficieront des privilèges et immunité équivalents à ceux accordés aux missions diplomatiques et aux agents diplomatiques.

c) Le personnel des Commissions militaires mixtes peut être équipé de pistolet et muni d'insigne spécial décidé par chaque Commission militaire mixte centrale. Le personnel de chaque partie, dans la garde de ses bureaux, ses habitations et ses équipements, est autorisé à porter d'autres petites armes individuelles, selon les prescriptions de chaque Commission militaire mixte centrale.

Article 17

a) Les délégations de chaque partie à la Commission militaire mixte quadripartite et à la Commission militaire mixte bipartite disposeront de leurs propres bureaux, de leurs propres moyens de transmission, de logistique et de transport, y compris les avions en cas de nécessité.

b) Chaque partie, dans les zones qu'elle contrôle, fournira à la Commission militaire mixte quadripartite et à la Commission militaire mixte bipartite à tous les niveaux, les maisons servant de siège et d'habitation avec les installations appropriées.

c) Les parties feront tout leur possible pour fournir à la Commission militaire mixte quadripartite et à la Commission militaire mixte bipartite, sous forme de prêt, de location ou de don, des moyens communs d'activité, comprenant des équipements de transmission, de ravitaillement et de transport, y compris des avions en cas de nécessité. Les Commissions militaires mixtes peuvent acquérir par n'importe quelle source des équipements et installations nécessaires, et des services que les parties ne sont pas en mesure de fournir. Les Commissions militaires mixtes prendront possession et se serviront de ces installations et de ces équipements.

d) Les installations et les équipements d'usage commun susmentionnés seront rendus aux parties après la cessation des activités des Commissions militaires mixtes.

Article 18

Les dépenses communes pour la Commission militaire mixte quadripartite seront également réparties entre les quatre parties, et les dépenses communes pour la Commission militaire mixte bipartite seront également réparties entre les deux parties sud vietnamiennes.

Article 19

Le Protocole à l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam concernant le cessez-le-feu au Sud Vietnam et les Commissions militaires mixtes entrera en vigueur dès la signature de ce document par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et par le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et la signature d'un document ayant les mêmes termes par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam, le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République du Vietnam. Toutes les parties concernées exécuteront strictement le présent Protocole.

Fait à Paris le vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante-treize, en langues vietnamienne et anglaise. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam
NGUYEN DUY TRINH
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
WILLIAM P. ROGERS
Secrétaire d'Etat

Les parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam,

En application du premier Paragraphe de l'Article 2, de l'Article 3, de l'Article 5, de l'Article 6, de l'Article 16 et de l'Article 17 de l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam signé ce jour, stipulant le cessez-le-feu au Sud Vietnam et la formation d'une Commission militaire mixte quadripartite et d'une Commission militaire mixte bipartite,

Sont convenues de ce qui suit:

Article 19

Le présent Accord entrera en vigueur dès la signature par les plénipotentiaires des parties participantes à la Conférence de Paris sur le Vietnam. Toutes les parties concernées exécuteront strictement le présent Protocole.

Fait à Paris le vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante-treize, en langues vietnamienne et

anglaise. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam

NGUYEN DUY TRINH

Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam

NGUYEN THI BINH

Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

WILLIAM P. ROGERS

Secrétaire d'Etat

Pour le Gouvernement de la République du Vietnam

TRAN VAN LAM

Ministre des Affaires Etrangères

Protocole à l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam concernant l'enlèvement, la désactivation définitive et la destruction des mines dans les eaux territoriales, les ports et les cours d'eau de la République Démocratique du Vietnam.

Le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam,

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique,

En application du deuxième paragraphe de l'Article 2 de l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam, signé ce jour,

Sont convenus de ce qui suit:

Article Premier

Les Etats-Unis nettoieront complètement toutes les mines qu'ils ont placées dans les eaux territoriales, les ports et les cours d'eau de la République Démocratique du Vietnam. Ce nettoyage sera réalisé par la centralisation de ces mines par enlèvement, désactivation définitive ou destruction.

Article 2

Dans le but de garantir pour longtemps la sécurité à l'homme et aux embarcations et de préserver les ouvrages importants, il sera procédé à l'enlèvement et à la destruction des mines dans les différents secteurs sur la demande de la République Démocratique du Vietnam. Dans les endroits où l'enlèvement et la destruction ne pourront être réalisés, les mines seront détruites ou désactivées définitivement et des signaux visibles seront placés en ces endroits.

Article 3

Le nettoyage des mines commencera à vingt-quatre heures (G.M.T.) du vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante-treize. Les représentants des deux parties se rencontreront immédiatement pour échanger les éléments relatifs à ce travail afin de se mettre d'accord sur un délai-limite pour achever ce nettoyage le plus tôt possible.

Article 4

Le nettoyage des mines s'effectuera suivant la priorité et le temps convenus entre les deux parties. Dans ce but, les représentants des deux parties se rencontreront dans le plus bref délai pour se mettre d'accord sur le programme et le plan d'exécution dudit nettoyage. A cette fin:

- a) Les Etats-Unis d'Amérique fourniront leur plan sur le nettoyage des mines, y compris les cartes des champs de mines et les documents concernant les types, le nombre et les caractéristiques de mines;
- b) La République Démocratique du Vietnam fournira les cartes, les données hydrographiques dont elle dispose et indiquera clairement les endroits où, à la connaissance de la République Démocratique du Vietnam, il existe des mines et autres objets pouvant créer des dangers au travail de nettoyage des mines;
- c) Les deux parties se mettront d'accord sur le délai pour l'exécution de chaque tranche du plan et informeront le public au moins quarante-huit heures avant de commencer le nettoyage des mines prévu pour cette tranche.

Article 5

Les Etats-Unis d'Amérique ont la responsabilité de nettoyer complètement les mines des cours d'eau à l'intérieur de la République Démocratique du Vietnam. La République Démocratique du Vietnam participera activement, dans toute la mesure de ses possibilités, à ce nettoyage de mines avec la fourniture par les Etats-Unis d'Amérique des moyens pour localiser les mines, pour enlever et détruire les mines, et des instructions techniques.

Article 6

Dans le but de garantir la sécurité pour le mouvement de l'homme et des embarcations sur les cours d'eau et en mer, les Etats-Unis d'Amérique au cours du nettoyage des mines, communiqueront à temps les informations sur l'état d'exécution de ce nettoyage dans chaque secteur et sur les mines restant à détruire. Les Etats-Unis d'Amérique publieront un communiqué quand le travail de nettoyage des mines sera achevé.

Article 7

En effectuant le nettoyage des mines, le personnel des Etats-Unis d'Amérique préposé à cette tâche respectera la souveraineté de la République Démocratique du Vietnam et n'entreprendra aucune activité incompatible avec l'Accord de Cessation de la Guerre et le Rétablissement de la paix au Vietnam et avec le présent Protocole. Il bénéficiera de l'immunité de juridiction vis-à-vis de la République Démocratique du Vietnam pendant la durée de sa mission de nettoyage des mines.

La République Démocratique du Vietnam garantira la sécurité au personnel des Etats-Unis d'Amérique pendant son séjour en territoire de la République Démocratique du Vietnam pour exécuter le nettoyage des mines et lui fournira toute l'assistance possible et les moyens convenus entre les deux parties.

Article 8

Le présent Protocole à l'Accord sur la Cessation de la guerre et le Rétablissement de la paix au Vietnam entrera en vigueur dès la signature par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et le Secrétaire d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Les deux parties exécuteront strictement le présent Protocole.

Fait à Paris le vingt-sept Janvier mil neuf cent soixante-treize, en vietnamien et en anglais. Le texte en vietnamien et le texte en anglais sont des textes officiels et font également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam
Le Ministre des Affaires Etrangères
signé:
NGUYEN DUY TRINH

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
Le Secrétaire d'Etat
signé:
WILLIAM P. ROGERS



War Sidelights

**Nazis Planned
To Make U. S.
Slave Nation**

The New York Times

Reg. U. S. Pat. Off.
"All the News That's Fit to Print."
Associated Press, Publisher 1896-1925.

Published Every Day in the Year by
THE NEW YORK TIMES COMPANY,
ARTHUR HAYS SULZBERGER,
President and Publisher.

JOSEPH CONN. ALLEN,
Vice President and General Manager.

GEORGE H. NICHOLS, Secretary.

*Respectful General Advice to all news daily over-

seas.

FRIDAY, DECEMBER 10, 1943.

OFFICE OF THE NEW YORK TIMES
New York City, Telephone LADYVON 4-1000

Main Office: Times Building, 225 W. 43 St., 101

Times Square, (from 42 St.) Entrance, 225 W. 43 St.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

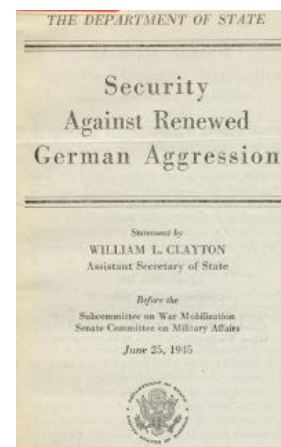
MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.

MINNAPOLIS: The Tribune City Bldg., 107 Franklin Ave.



AMERICAN PRESS
INDORSES THE
WAR MESSAGE

President Wilson's Call to Con-
gress for Action Is Acclaimed
in Patriotic Response All Over
United States
